

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE LA
SOUVERAINETÉ EN GÉNÉRAL

ET DES

Restrictions conventionnelles qu'elle comporte

ET

ÉTUDE SPÉCIALE DE LA CONDITION JURIDIQUE
DE LA BOSNIE ET L'HERZÉGOVINE
ET DE L'ÎLE DE CHYPRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 20 mai 1901 à 8 h. 1/2

PAR

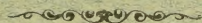
Stanislas TCHOMACOFF

Avocat à la Cour d'appel de Sofia

Président : M. RENAULT, professeur.

*Assesseurs : { MM. LESEUR
PIEDELIEVRE } professeurs.*

Le Candidat répondra, en outre, aux questions qui lui seront posées
sur les autres matières de l'enseignement.



L. BOYER

IMPRIMEUR-ÉDITEUR

15, rue Racine, 15

1901

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

429127

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

10276
10017
1873

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTE DE DROIT

DE LA
SOUVERAINETÉ EN GÉNÉRAL

ET DES
Restrictions conventionnelles qu'elle comporte

ET
ÉTUDE SPÉCIALE DE LA CONDITION JURIDIQUE
DE LA BOSNIE ET L'HERZÉGOVINE
ET DE L'ILE DE CHYPRE

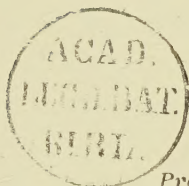
THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 20 mai 1901 à 8 h. 1/2

PAR

Stanislas TCHOMACOFF

Avocat à la Cour d'appel de Sofia



Président ; M. RENAULT, professeur.

*Assesseurs : { MM. LESEUR
PIEDELIEVRE } professeurs.*

Le Candidat répondra, en outre, aux questions qui lui seront posées
sur les autres matières de l'enseignement.



L. BOYER

IMPRIMEUR-ÉDITEUR

15, rue Racine, 15

1901



Digitized by the Internet Archive
in 2026

AVANT-PROPOS

Parmi toutes les questions internationales qui ont agité le xix^e siècle, la question d'Orient présente une importance spéciale. Le Bosphore n'est pas une frontière ordinaire entre deux expressions géographiques ou politiques : il sépare deux mondes, deux manières de penser, de sentir et d'agir, deux humanités, qui semblent ne se chercher que pour se combattre. Notre travail est une faible contribution à l'étude de cette question d'Orient. Nous avons essayé d'étudier la condition créée par les traités et par les conventions internationales en ce qui touche la Bosnie, l'Herzégovine et l'île de Chypre, et de prouver qu'elle se trouve en contradiction avec la condition réelle, telle qu'elle a été créée par les événements successifs. Nous avons aussi cherché, en démontrant la liaison étroite de la question de la Bosnie et l'Herzégovine avec tous les éléments qui intéressent la question d'Orient, à indiquer quelle est la solution qui nous paraît préférable.

Nous avons divisé notre travail en six chapitres.

Le premier traite de la nature et des fonctions de

l'Etat et nous y examinons différentes théories, qui peuvent être classées : en théories idéalistes, positivistes et éclectiques. Peut-être ce chapitre à première vue ne semble-t-il pas se rattacher directement à notre sujet, mais il nous semble qu'il peut être utile à la détermination des principes généraux relatifs à l'Etat et à la souveraineté.

Le deuxième traite de la souveraineté. Chaque Etat, comme une entité juridique, présente un caractère juridique propre : la souveraineté. Nous avons cherché quelles sont les opinions des auteurs les plus connus et nous avons essayé d'indiquer la notion scientifique de la souveraineté et ses caractères.

Mais si chaque État doit présenter ces caractères de la souveraineté, on doit en distinguer la jouissance et l'exercice. La souveraineté est susceptible, dans son exercice, de restrictions conventionnelles, qui aboutissent à la création des États mi-souverains ou bien à la constitution de servitudes internationales positives ou négatives. Tel est l'objet de notre troisième chapitre.

Après avoir établi quelles sont les restrictions qu'on peut apporter à la souveraineté et après avoir indiqué les effets produits par elle, nous avons étudié dans le quatrième chapitre la condition juridique de la Bosnie et de l'Herzégovine et de l'île de Chypre, telle qu'elle résulte des traités internationaux.

Mais les événements successifs ont créé une situation de fait, qui est en contradiction avec la situation

de droit. Pour comprendre ces événements, il nous a été nécessaire d'étudier brièvement la situation antérieure de la Bosnie, de l'Herzégovine et de l'île de Chypre. Cela a fait l'objet de nos cinquième et sixième chapitres.

De l'étude des éléments particuliers de la question d'Orient nous avons cherché à faire dériver des conséquences générales et à indiquer quel doit être le règlement futur de la question d'Orient. La conclusion à laquelle nous avons abouti est que la reconstitution de la péninsule balkanique doit se faire sur la base des nationalités. Nous n'ignorons pas qu'il y a des obstacles sérieux pour la réalisation et l'application de notre vœu. En Orient, il y a des questions spéciales se rattachant à la question générale, qui sont presque insolubles : la question de la Macédoine par exemple. Pour nous, ni la prolongation du *statu quo*, ni l'annexion à quelqu'un des états avoisinants, ni la constitution en État autonome ne parviendront à résoudre cette question. La Macédoine est attirée vers la Bulgarie ; l'université bulgare est fréquentée par les jeunes macédoniens qui viennent de tous les points de la Macédoine pour y faire leurs études. L'union avec la Bulgarie pourrait être une solution ; mais la Grèce, la Serbie, le permettront-elles, sans amener des complications, et sans déclencher une guerre ? La guerre deviendrait alors fatalement européenne et l'Europe tient à rester tranquille. Les accords de la diplomatie étoufferont

pour longtemps encore la réalisation des vœux ardents de la Macédoine.

Quoi qu'il en soit, on pourrait toujours essayer de reconstituer la péninsule sur la base des nationalités. Alors les Etats balkaniques pourraient s'unir en une confédération puissante, qui, tout en respectant l'autonomie de chacun des Etats, constituerait un rempart solide entre l'Orient et l'Occident.

Peut-être une solution imprévue naîtra-t-elle de la dislocation fatale de l'empire turc ; mais combien de temps faudra-t-il attendre ?

Nous espérons que notre travail n'aura pas été inutile, car nous nous sommes efforcé de faire abstraction complète de nos sentiments et de nos aspirations personnelles pour exposer les solutions, qui nous ont été offertes par une étude impartiale de la question.

Tel a été l'unique but de notre travail.

DE LA
SOUVERAINETÉ EN GÉNÉRAL
ET DES
Restrictions conventionnelles qu'elle comporte
ET
ÉTUDE SPÉCIALE DE LA CONDITION JURIDIQUE
DE LA BOSNIE ET L'HERZÉGOVINE
ET DE L'ILE DE CHYPRE

CHAPITRE I

Nature et fonctions de l'Etat.

§ 1. — *Théories de la nature de l'Etat.*

(Théories idéalistes. Théories positivistes. Théories éclectiques.
Distinction entre l'origine historique et l'origine rationnelle de
l'Etat).

Toutes les théories de la nature et du but de l'Etat
peuvent être, au point de vue philosophique, divisées
en trois catégories.

a) *Théories idéalistes.* — Elles attribuent à toutes

les institutions humaines un caractère conventionnel et arbitraire et s'efforcent, au moyen de déductions logiques, de trouver les règles directrices de la conduite des États et les principes fondamentaux, auxquels doit répondre le type idéal de l'Etat.

b) *Théories positivistes.* — Ces théories, en se basant sur l'expérience et les enseignements de l'histoire, considèrent l'État comme une formation naturelle, ayant des origines semblables aux autres phénomènes ; et, au lieu d'étudier la façon dont doit être constitué l'État, le considèrent tel qu'il est en réalité, en prenant en considération les conditions spéciales à chaque peuple.

c) *Théories éclectiques.* — Ces théories, en reconnaissant la vérité partielle de chacune des deux théories précédentes, cherchent à les harmoniser et à les concilier dans une synthèse supérieure.

Quelques mots sur chacune des trois théories sont nécessaires pour les conclusions que nous voulons en tirer.

A. — *Théories idéalistes.* — Le premier, qui dans l'Antiquité ait conçu l'Etat comme une œuvre d'art, est Platon.

L'Etat qu'il fait décrire à Socrate dans un de ses dialogues célèbres ne correspond à aucun des Etats qui ont vécu. Il existe seulement dans la pensée du philosophe. L'intention de Platon n'est pas, comme il le dit lui-même, de créer le type d'un Etat possible, il

veut nous donner un exemple d'Etat idéal. Dans son livre *de la République* il se compare à un peintre, qui après avoir esquisé sur son tableau le plus beau type d'homme, qu'on puisse imaginer, se trouve incapable de démontrer que la nature peut produire un homme pareil. Et il ajoute : « Crois-tu que ce peintre soit pour cela moins habile ? »

Platon a introduit, dans la conception, de l'Etat sa théorie du dualisme entre l'âme et le corps, qui est le principe dominant de sa théorie métaphysique.

« Le philosophe est, dit-il, l'âme de l'Etat, le représentant de Dieu sur la terre : le philosophe est pour l'Etat ce que l'âme est pour le corps. Donner le gouvernement de l'Etat au philosophe signifie chez Platon que la raison doit primer les autres facultés ». L'Etat, dans la conception de Platon, doit correspondre à un type idéal abstrait de beauté, il se renferme en lui-même, et a en lui-même sa propre finalité. Il se désintéresse de l'individu, qui n'a pas de droits vis-à-vis de l'Etat. Platon fait dire à Socrate dans le dialogue : « Nous fondons l'Etat non pas pour obtenir le bien être des citoyens, mais pour avoir le type idéal de l'Etat ».

A l'idéalisme platonique s'oppose après vingt siècles l'idéalisme subjectif de Hobbes et de Locke. L'individu pour les deux philosophes anglais est le point de départ pour arriver à la conception de l'Etat. A la base de la société se trouve l'individu qui pour eux a des droits antérieurs à l'Etat. Ils conçoivent l'Etat comme une

société contractuelle, comme une société de droit privé et fondée sur le consentement de tous ses membres.

Hobbes et Locke trouvent donc l'idéal de l'Etat dans l'état de nature, c'est-à-dire dans la nature des hommes en tant qu'hommes et non en tant que citoyens.

Dans l'état de nature, suivant Hobbes, les hommes seraient en état de guerre perpétuelle. Il voit « *homo homini lupus* », la guerre de tous contre tous et il conçoit un Etat très puissant, capable de maintenir, à tout prix, la paix. Il désire aussi un despotisme éclairé, qui a de très grandes ressemblances avec celui des « philosophes » de Platon.

Locke, au contraire, voit dans l'état de nature un état de paix et de bienveillance où règnent les lois de la raison. Mais la violence et la méchanceté des hommes troublent cet équilibre. L'état alors est nécessaire, quoi qu'il soit un mal, pour rétablir l'ordre et l'équilibre troublés.

Hobbes assigne à l'état un but de justice : Locke un but d'utilité.

Grotius avait, du reste, ouvert le chemin à la doctrine de l'état de nature et du contrat social avec sa distinction entre le *jus naturale* et le *jus civile*, fondés le premier sur la nature de l'homme, le deuxième sur les obligations volontaires des membres de l'Etat.

Plus tard Rousseau s'efforce de concilier l'idéal de la justice avec l'idéal de l'utilité. Il dit dans l'introduction au premier livre de son contrat social ; « je tâche-

rai d'allier toujours dans cette recherche ce que le droit permet avec ce que l'intérêt prescrit, afin que la justice et l'utilité ne se trouvent point divisées ». Rousseau présente dans une doctrine synthétique les théories opposées des deux philosophes anglais. Il se rattache aussi à la tradition latine d'après laquelle : « *publicum jus est, quod ad statum rei romanæ spectat : privatum quod ad singulorum utilitatem sunt enim quædam publice utilia, quædam privatæ* ». D'après Rousseau, l'Etat substitue une liberté réglementée et égale pour tous, à la liberté absolue et sans limites de l'état de nature. Mais à quoi aboutit-il ? A la volonté des individus considérés séparément il substitue la volonté de la collectivité. A la liberté sans frein de chacun, il n'oppose pas l'autorité de la raison, mais la volonté de la majorité.

La distinction entre la liberté réglementée et la liberté sans frein est, au contraire, au point de vue de l'idéalisme et de la logique abstraite, très bien présentée par Kant : « La liberté, dit-il, coïncide avec la raison pratique, c'est-à-dire que l'intérêt est subordonné au devoir ». Et le droit, selon Kant, est l'ensemble des conditions par lesquelles la volonté individuelle peut se concilier avec la volonté des autres, selon un principe supérieur de liberté. De cette définition dérive la conception de l'Etat, ayant un fondement moral, de l'Etat envisagé comme une réunion d'un certain nombre d'hommes soumis aux mêmes règles de droit.

L'Etat de Platon, ainsi que du reste celui de Hobbes, de Locke, de Rousseau, est un Etat idéal, mais au moins il est formé par des hommes, tels qu'ils existent ; l'Etat de Kant est formé, lui, par des êtres abstraits qu'on peut comparer à certaines sortes de figures géométriques.

B. — *Théories positivistes.* — Tandis que l'idéalisme s'efforçait de connaître ce que devait être l'Etat, le positivisme voulait seulement étudier ce que l'Etat est en réalité. Et c'est encore en Grèce, berceau de la philosophie et de l'art, que nous trouvons les premiers efforts pour appliquer la méthode positive à l'étude des phénomènes sociaux.

La *Politique* d'Aristote commence par cette définition de l'Etat que nous reproduisons, en substance : L'Etat est une association, constituée en vue d'un but commun, il se propose de réaliser un profit moral pour ses membres, car les hommes ne font rien sans y avoir quelque intérêt. Toutes les associations se proposent de réaliser la vertu et la félicité, qui sont les biens suprêmes, il en est de même à plus forte raison de l'Etat qui est l'association la plus importante et qui englobe toutes les autres associations.

Cette idée d'Aristote correspond tout à fait au caractère des Etats de l'ancienne Grèce. Il insiste sur le caractère naturel de l'Etat et pour le démontrer, il applique la méthode la plus sûre, qui consiste à remonter aux origines. Or l'origine de l'Etat se trouve dans la famille qui est le type primordial et le plus simple des socié-

tés naturelles : l'association de plusieurs familles, de plusieurs villages, l'association de plusieurs villes qui sont les étapes successives par lesquelles a passé l'évolution de l'État. L'État comprend donc les différents buts que se propose la vie humaine ; toutefois, dans l'État, l'homme peut donner libre cours à sa nature.

Spinoza, Montesquieu, De Maïstre, Smith sont les continuateurs de la tradition d'Aristote, pour laquelle la société humaine et l'État sont des formations naturelles et non des créations humaines.

Cette notion a reçu l'expression la plus parfaite qu'elle comportait dans les « *Principes de sociologie* » de Spencer. La société, nous dit à peu près Spencer, est l'organisme naturel soumis aux lois générales qui règlent la vie de tout l'organisme. La seule différence qu'il y ait entre l'organisme individuel et l'organisme social consiste dans le degré de développement de chacun d'eux. La société humaine est selon Spencer l'organisme le plus complexe, le plus différencié et où la division des fonctions est la plus accentuée. Les trois étapes de l'évolution sociale, d'après lui, sont les suivantes :

1) Le développement de l'État est un « *processus d'intégration* » par lequel des individus auparavant séparés se groupent, et ces groupements se fusionnent et forment des agglomérations plus vastes.

2) En même temps, au sein de la société un autre processus particulier se passe : des organes se forment,

la société elle-même se divise en classes et ce n'est que graduellement qu'elle arrive à la constitution de la société moderne.

3) D'une société informe on passe à une organisation définie, réglée par un ensemble de lois, tandis que la société à ses origines est réglée par des idées ou par des traditions.

C. — Le défaut de l'idéalisme est de séparer violemment l'homme du milieu qui l'environne et de considérer en conséquence la société comme une idée abstraite, comme un phénomène soustrait à la loi générale de causalité qui règle la vie inorganique, organique et superorganique. Mais d'un autre côté, le positivisme peut tomber dans un excès opposé et cela arrive s'il ne considère pas assez les caractères spéciaux qui déterminent le phénomène de la formation sociale, et si l'on confond la société et l'Etat. Il ne faut pas oublier que tous les phénomènes sociaux ont un double fondement, les conditions biologiques et les conditions psychologiques. Il en est de même de l'Etat, qui est une formation naturelle, cela est une vérité indéniable, mais en même temps un produit délibéré de la volonté humaine.

Ces deux principes ou pour mieux dire ces deux courants de la pensée philosophique se fondent dans un courant unique. Le premier essai se trouve dans la philosophie de Hegel, car ce qu'il y a d'essentiel et de vraiment personnel en lui, c'est la synthèse de

l'idéalisme et du positivisme. D'un côté, l'Etat était considéré comme un être vivant, soumis aux lois biologiques pour l'étude desquelles il fallait employer la même méthode, usitée dans les sciences naturelles; d'autre part, l'Etat était considéré comme un produit artificiel, comme une œuvre volontaire soumise aux lois de la logique, lois qui règlent toutes les conceptions de l'esprit humain. Hegel trouve la conciliation entre les deux conceptions dans l'identité de l'idée et de la matière, de la logique et de la vie, et par conséquent l'état, qui dans l'esprit de chacun, est une notion abstraite devient un principe, un motif d'action, une source de vie pour toutes les volontés considérées collectivement, de telle façon que tous les individus trouvent dans l'Etat leur réalité et forment en droit un être organique. En d'autres termes : la société humaine est un organisme naturel, mais en même temps un organisme moral : c'est une conscience vivante, résultant d'une réciprocité des aspirations et des besoins.

La conciliation tentée par Hegel est un progrès, si on la compare aux doctrines précédentes, mais elle ne donne pas la vraie solution, car la méthode employée est une méthode dialectique, déductive, la méthode *a priori*.

Un écrivain français, Fouillée, a selon nous réussi à concilier admirablement les deux courants idéalistes et positivistes. « Dans leur fondement positif, nous dit à peu près Fouillée, les deux théories sont

vraies et les erreurs proviennent de ce que l'on a voulu tirer d'elles des conséquences et des déductions fausses : la vérité se trouve dans la synthèse scientifique des deux. Au lieu de chercher à choisir en elles des fragments de vérité, il faut les unir et trouver leur intégration dans une idée et dans un principe capables d'établir entre les deux un rapport qu'en langage philosophique on appelle un rapport d'identité absolue. »

Ce rapport se trouve dans la façon de concevoir l'idéal. L'idéal, au lieu d'être une entité métaphysique comme le soutient Hegel, doit être considéré comme un fait psychologique qui joue un rôle spécial dans l'évolution de la société humaine. Chaque idée conçue par la pensée humaine est une force, qui cherche à se réaliser par le fait même de son existence : concevoir une idée veut dire en dernière analyse, s'efforcer de la réaliser. Parmi les idées il y en a quelques-unes, qui sont supérieures aux autres, qui expriment un idéal : telles sont par exemple celles de la liberté et du droit. Ces conceptions idéales cherchent à se réaliser, et par ce travail elles marquent la plus haute direction que puisse prendre la nature humaine ; et en même temps, elles constituent un élément puissant de progrès. Ainsi par exemple, l'idée de contrat social, qui, il est vrai, ne correspond à aucune réalité historique, n'en a pas moins exercé une très grande influence sur le progrès humain et cette conception abstraite a été maintes fois réalisée dans la vie : nous citerons comme exemple les pactes

de plantation lors de la fondation des Etats de l'Amérique du Nord.

Nous avons ainsi examiné les principales théories philosophiques sur la nature de l'Etat. Il nous a semblé que cela était tout à fait utile à la détermination des principes généraux relatifs à l'Etat et à la souveraineté. Mais il y a une autre analyse qu'il est absolument indispensable de faire : c'est celle de l'étude des éléments constitutifs de l'état. Cette étude que nous ébaucherons nous permettra de déterminer juridiquement quel est le caractère de l'état et quelles sont les conséquences qui en dérivent.

§ 2. — *Eléments constitutifs de l'État.*

(Existence spontanée d'une société humaine. — Activité internationale. — L'organisme concret. — Responsabilité internationale).

Nous avons déjà vu que l'Etat est une société et que nécessairement sa notion implique l'existence d'un certain nombre d'individus. L'Etat est une société ayant un but déterminé et par conséquent il est doué d'une organisation spéciale. L'Etat enfin présuppose un territoire déterminé et fixe. De cette simple notion on peut facilement déduire quelles sont les conditions essentielles pour qu'un Etat existe en tant que personne internationale soumise aux règles et aux principes qui sont formulés par le droit scientifique ou coutumier.

1) Une société humaine doit avoir une existence spontanée, elle ne doit pas avoir une existence dépendant de la volonté d'autrui. Nous avons dans notre premier chapitre établi ce qu'on doit entendre par existence spontanée de la société humaine et il est inutile de le répéter. La société existant *jure proprio* se compose d'un certain nombre d'individus et il n'est pas possible d'établir *a priori* quel doit être le nombre des individus nécessaires à la formation d'un Etat. On peut tout de même poser certaines limites au delà desquelles l'Etat ne pourrait pas exister.

Une société trop petite ne pourrait pas constituer un Etat : elle ne pourrait satisfaire aux besoins d'ordre physique, économique, moral pour lesquels elle est constituée. Au contraire un Etat trop grand n'aurait pas la cohésion nécessaire et serait toujours en proie à un « *processus* » de dissolution. L'idéal de l'Etat serait l'Etat national : mais des obstacles sérieux s'opposent à sa réalisation.

2) Une société humaine qui existe *jure proprio* doit avoir une activité internationale. En effet si l'on peut au point de vue scientifique concevoir une société humaine qui existe, qui se développe, qui possède une activité propre, qui s'efforce d'atteindre son but sans avoir des relations et des rapports avec d'autres sociétés similaires, en réalité une pareille conception est sinon hypothétique, du moins d'une réalisation difficile et toujours provisoire. Un Etat vivant complètement isolé

est une conception métaphysique en réalité ; chaque Etat exerce une activité internationale, même dans certains rapports, qui à première vue, semblent être des rapports d'ordre intérieur. Quand l'Etat exerce son pouvoir sur le territoire, n'exerce-t-il pas une activité internationale ? Affirmant son pouvoir il vient à exclure le pouvoir d'un autre Etat sur le même territoire.

L'activité internationale comprend l'ensemble des rapports qui nécessairement s'établissent entre les États : rapports juridiques ou simples rapports de fait, rapports normaux ou rapports anormaux.

3) Une société humaine existant *jure proprio*, exerçant une activité internationale, doit présenter un organisme concret, un organisme tangible.

L'Etat est une société de coopération ; or qui dit coopération, dit coordination et subordination des activités des associés en vue d'un but commun. Ceci implique une certaine organisation et une unité de direction, qui est réalisée dans l'Etat au moyen du pouvoir qu'exerce celui-ci sur ses membres et qui porte le nom de souveraineté. Nous passons à l'examen de cette notion.

Un Etat ne peut pas être considéré comme existant, s'il ne présente pas un organisme tangible. C'est une condition essentielle de la notion de l'Etat.

La dernière conséquence, c'est qu'une société humaine existant *jure proprio*, exerçant une activité internationale, douée d'un organisme politique, doit être

directement ou personnellement responsable de ses actes.

Toutes ces conditions attribuent à un Etat la qualité de personne internationale, elles constituent la caractéristique juridique d'un Etat et trouvent leur réalisation et leur signification dans la souveraineté.

CHAPITRE II

La souveraineté.

§ 1. — *Nature de la souveraineté.*

Platon. — Filner. — Spencer.

La souveraineté politique a été souvent confondue ou avec la *patria potestas* ou avec l'autorité non coercitive qu'exerce le chef d'une association ou d'une entreprise industrielle. Platon parmi les anciens, Hobbes, Filner parmi les modernes, en général tous les partisans de la monarchie absolue se rapprochent de la première opinion : Spencer et tous les adeptes de l'école individualiste de la seconde.

Mais ces opinions ne résistent pas à la critique. Le pouvoir du père sur les enfants est fondé sur la dépendance dans laquelle se trouvent les êtres par rapport à ceux qui les ont procréés et il ne s'étend pas sur tous les individus pour toute leur vie, mais seulement tant qu'ils sont incapables de lutter pour leur vie. Le pouvoir du père diminue d'intensité d'une manière inversement proportionnelle au degré de développement des enfants jusqu'au moment où ce pouvoir dis-

paraît, l'enfant ayant atteint son complet développement. En outre, le pouvoir du père, si on le considère dans ses origines absolues, est toujours tempéré par les liens d'affection et d'amour qui existent entre les membres de la même famille.

La deuxième opinion n'est pas plus soutenable : on ne peut pas d'une façon absolue comparer le pouvoir souverain de l'État au pouvoir d'un chef d'association industrielle. Spencer nous dit que le type industriel d'une société est caractérisé par l'absence de règles coercitives, par l'affaiblissement de l'autorité impérative d'un côté et de la subordination de l'autre, et compare ce type de société industrielle au type de la société militaire. Or quelle que soit la notion de la souveraineté elle implique un pouvoir coercitif. C'est par là qu'est fausse la déduction de Spencer, qui affirme que l'évolution politique consiste dans la substitution du type industriel au type militaire. Avant tout, Spencer se trouve en contradiction avec les prémisses de son système, car si l'évolution implique un passage de l'ordre indéfini à l'ordre défini, cette loi ne doit pas s'appliquer à l'état considéré seulement dans son ensemble, mais aussi à toutes ses parties constitutives; en conséquence cette loi ne doit pas s'appliquer à l'organisation militaire qui ne doit pas disparaître, mais qui doit se transformer de façon à acquérir une force et une valeur plus hautes.

La souveraineté diffère donc du gouvernement indus-

triel par sa nature et son intensité. Mais ce n'est pas tout ; elle diffère aussipar son extension. La souveraineté, étant l'expression de la force sociale, est inefficace et purement nominale si sa fonction de coordination embrasse d'une part un petit nombre d'individus, et d'autre part si elle enembrasse un trop grand nombre, en ne prenant pas en considération l'affinité et la cohésion naturelle qui doit toujours exister entre les membres d'une même nation. Une société industrielle au contraire peut seformer soit entre deux personnes seules, soit entre toutes les personnes qui peuplent la terre. La direction du mouvement économique peut être assumée soit par un des associés, soit par un groupe de personnes intéressées, soit par une classe entière de personnes sans distinction de nationalité.

Il faut donc, pour donner une notion de la souveraineté claire, précise, définie dans son fondement et dans ses conséquences, suivre une autre méthode.

Examinons d'abord les différentes définitions présentées par les auteurs.

§ 2. — *Définitions des auteurs.*

Klüber. — De Martens. — Funk Brentano et A.Sorel. — Rivier. — Despagnet. — Piédelièvre. — Bonfils.

Anciennement la question de la souveraineté était très discutée. En effet, s'il y a une notion, qui doit être claire, précise, définie dans son fondement et dans ses

conséquences, c'est bien la question de la souveraineté.

Les auteurs partagent ordinairement la souveraineté en souveraineté intérieure et en souveraineté extérieure. Ils réclament ou l'une ou l'autre, voire même le concours de toutes les deux pour créer une personne internationale.

Klüber dit : « Que la souveraineté dans le sens plus étendu consiste dans l'ensemble des droits appartenant à un État par rapport à son but ». Elle comprend :

1) L'entière indépendance de l'Etat vis-à-vis des nations étrangères.

2) Le pouvoir légitime de gouverner et l'autorité qui exige un but à l'Etat.

Selon Klüber (1) : « La souveraineté est acquise pour un état soit lors de sa fondation, soit lorsqu'il se dégage légitimement de la dépendance où il se trouvait. Pour être valide, elle n'a pas besoin d'être reconnue ou garantie par une puissance étrangère quelconque pourvu que la possession de cette souveraineté ne soit pas précaire ».

Voici la définition de M. de Martens (2) : « La souveraineté est celle qui sert à exprimer l'indépendance d'un Etat *aussi bien* à l'intérieur qu'à l'extérieur.

1. J. L. Klüber. *Droit des gens moderne de l'Europe*, traduit par M. Off. 2^e édit., 1874, p. 30-33.

2. De Martens. *Traité du droit international*, trad. du russe par Alfred Léo 1881, t. I, p. 378.

Elle n'a pas la même portée dans les deux cas. La différence devient sensible aussitôt qu'un Etat entre en relations avec d'autres nations et manifeste le désir de conclure avec elles des conventions et d'user de ses droits internationaux. Par la force des choses, il sera obligé alors de faire des concessions, de tenir compte des intérêts légitimes des autres peuples et de renoncer à l'exécution pure et simple de sa volonté absolue. Au point de vue du droit de l'Etat, le principe de la souveraineté a des bornes dans les relations internationales ! »

Funck Brentano et A. Sorel (1) disent : « L'ensemble des institutions qui forment l'Etat se trouve dans sa constitution ; tous les Etats en ont une, bien qu'elle ne soit point écrite ou qu'elle n'ait pas une forme bien déterminée. La constitution de l'Etat résulte du développement politique des nations qui le composent, de même que les lois de la nation résultent du développement social des individus. La constitution d'un Etat est son bien propre, il est seul maître de la modifier, il est seul juge des droits qu'elle lui confère et des devoirs qu'elle lui impose à l'égard des autres Etats et à ce titre l'Etat est dit souverain ».

Rivier (2) écrit que : « l'Etat est une communauté indépendante et que quand on dit l'Etat on entend généralement l'Etat souverain. Il existe cependant des

1. Funck-Brentano et A. Sorel, *Droit des gens*, 1877, p. 32.

2. Alphonse Rivier, *Principes du droit des gens*, p. 51, 1896.

Etats dont l'indépendance est incomplète et que l'on appelle des Etats mi-souverains. L'Etat est souverain au point de vue du droit des gens lorsqu'il est indépendant de tout autre Etat dans l'exercice de ses droits internationaux à l'extérieur et dans la manière dont il vit et se gouverne à l'intérieur ».

Un des auteurs les plus compétents en droit international *M. Despagnet* (1) dit : « L'État possède la souveraineté, c'est-à-dire l'indépendance complète qui peut se manifester à deux points de vue : l'un externe l'autre interne ».

La souveraineté intérieure, ajoute-t-il, permet à l'Etat de régler, comme il l'entend, par ses lois et par ses règlements, son gouvernement et son organisation. Les rapports entre les différents éléments qui la composent, l'application des lois à toutes les personnes qui se trouvent sur le territoire sont donc des manifestations de la souveraineté « intérieure ». Au contraire, la souveraineté extérieure permet à l'Etat de s'affirmer comme une personne morale indépendante vis-à-vis des autres Etats.

M. R. Piédelièvre dit : « la caractéristique de l'Etat c'est la souveraineté.

La souveraineté de l'Etat qu'il importe immédiate-

1. Despagnet, *Droit international public*, p. 80, 1894.

2. Piédelièvre. *Précis de droit international public*, t. I, p. 66, édit. 1899,

ment de définir est ce pouvoir, qui lui appartient de déterminer comme il l'entend sa manière d'être, de fixer sa constitution et ses lois, d'établir et d'exercer son gouvernement, sans être obligé de subir la volonté d'une puissance étrangère quelconque ».

Ensuite il divise la souveraineté en souveraineté intérieure et en souveraineté extérieure.

M. Bonfils (1) donne une définition qui se rapproche de ces dernières.

§ 3. — *Conception générale de la souveraineté.*

La souveraineté appartient à l'Etat. — Elle est nécessaire pour atteindre son but social et son but politique. — Le gouvernement.

Toutes les définitions que nous avons indiquées plus haut sont plutôt des descriptions de la souveraineté dans ses effets que de véritables définitions. Elles ne nous donnent pas un *criterium* juridique qui permette de distinguer la notion de la souveraineté des autres notions semblables. Il faut donc rechercher ce *criterium* : les considérations que nous avons indiquées dans notre premier chapitre et celles que nous allons présenter maintenant nous serviront de bases pour établir ce *criterium*.

Aux exagérations d' « *un Etat de Police* » dans le-

1. Bonfils. *Manuel de droit international public*, p. 78, § 164, édit, 1898.

quel un autocrate impose à toutes les activités sociales, la tutelle coercitive du gouvernement (comme cela se produit dans la conception socialiste) ; aux exagérations opposées de l'Etat de Kant qui se propose uniquement une mission négative de défense juridique ; à la conception des physiocrates et de l'école de Manchester, la science, qui s'est dégagée de tout préjugé, oppose l'idée d'un Etat qui tire son origine des lois naturelles de la société humaine, et qui a une sanction d'ordre éthique comme le droit qu'il a de se défendre et de se développer avec tous les intérêts généraux de la société. Cet Etat constitutionnel (*Verfassungsstaat* ou *Rechtsstaat*, comme les Allemands l'appellent) résulte de la fusion des diverses conceptions exclusivistes et principalement de la fusion de la théorie de Bentham sur la prospérité matérielle et de celle de Kant sur le but juridique, et de celle de Hegel sur le but éthique.

L'État donc exerce son activité pour défendre et pour développer la liberté et le droit subjectif et satisfaire les besoins moraux et économiques de la société entière, et assurer sa propre conservation politique. Cette activité de l'Etat moderne correspond, selon Holtzendorff (1) à un but de puissance nationale qui se propose la tutelle de la liberté et du droit subjectif, et un but relatif au progrès social. Un autre écrivain allemand Maulus, examinant ce même problème, nous dit,

1. Holtzendorff. *Principe de Politique*, trad. franç. chap. VIII,

que le but social s'identifie avec le but politique, car celui-ci doit avoir pour objectif le bien-être de tous les membres de la société. Cela est vrai, car la société n'est pas seulement la base de l'Etat, mais aussi la base du droit public, par conséquent chaque droit positif de l'Etat est en réalité un droit social et son changement dérive des mouvements et des développements de la société.

Il appartient au gouvernement de s'efforcer d'atteindre le but que se propose l'Etat. En effet, l'existence, d'un pouvoir social, gardien du droit, administrateur de la justice humaine, gérant des affaires communes, et tuteur des intérêts généraux est une nécessité sociale.

L'Etat, ou pour mieux dire la forme du gouvernement d'un Etat, varie selon les temps et selon les conditions de la civilisation ; mais dans toutes ces hypothèses, un Etat doit avoir le pouvoir souverain, c'est-à-dire un principe impératif lui permettant d'édicter des règles à des associés, de les respecter et d'assurer par là même à toute personne le respect de ses droits et s'occuper de la défense extérieure de l'Etat. Ce pouvoir souverain, la souveraineté, est une nécessité de fait, que toutes les théories sur l'origine et le but de l'Etat, doivent reconnaître, qu'elles confondent la société avec l'Etat, ou bien qu'elles l'en distinguent,

Qu'entend-t-on par souveraineté ?

§ 4. — *Détermination de la notion de souveraineté.*

Définition de Bodin. — Définition de Gerber et théorie de l'affirmation de la personnalité de l'Etat. — La capacité en droit privé et la souveraineté en droit public. — La légitimation de la souveraineté. — Théorie théocratique. — Théorie légitimiste. — Théorie radicale. — Théorie libérale. — Définition de la souveraineté.

Comme nous l'avons dit au chapitre précédent toutes les définitions que nous avons indiquées sont plutôt des descriptions de la souveraineté dans ses effets, que de véritables définitions. Elles ne nous donnent pas un critérium juridique qui nous permette de distinguer sûrement la notion de la souveraineté.

Il nous faut rechercher maintenant comment l'on peut établir ce *critérium*.

a). — Quelques auteurs, Bodin entre autres, définissent la souveraineté comme étant la source de tous les pouvoirs publics, comme un droit supérieur dans lequel les autres droits particuliers trouvent leur synthèse et leur raison commune. Une telle définition présente le même défaut que les définitions précédentes, car elle ne vise pas la notion de la souveraineté en elle-même, mais seulement les effets qu'elle produit. En réalité, quand nous avons dit que la souveraineté est la source de tous les pouvoirs publics, nous ne connaissons pas encore complètement la notion de la souveraineté.

b). — Un illustre écrivain allemand, Gerber (1), cher-
1, Grunzüge, § 7.

che à définir scientifiquement le véritable critérium de la notion de la souveraineté en disant qu' « elle est le pouvoir de vouloir dans une organisme moral, considéré en tant que personne ».

Cette définition nous paraît préférable aux autres, elle indique un véritable progrès dans l'histoire scientifique de cette théorie, elle doit être toutefois précisée et complétée. En développant la notion donnée par Gerber, on trouve que la souveraineté prend naissance au moment où l'organisme de l'Etat s'affirme, correspondant au « *cogito ergo sum* » des Cartésiens. En d'autres termes, la souveraineté correspond au moment où s'affirme la personnalité de l'Etat. Mais ici on trouve le défaut de la définition de Gerber, la détermination de ce moment ne nous donne pas encore la notion complète de la souveraineté, pour ce motif que la simple affirmation de la personnalité nous offre plutôt le côté psychologique que le côté juridique de la question. Il nous faut donc la compléter.

c). — En ce qui concerne les individus, l'affirmation de la personnalité humaine donne lieu à l'institution juridique de la capacité. Tous les droits subjectifs qui appartiennent à une personne sont la conséquence de cette capacité juridique. Cela se présente aussi pour le grand organisme qu'est l'Etat. L'Etat s'affirme comme une personne et c'est dans cette affirmation qu'on trouve toute sa capacité juridique et c'est à ce moment que correspond la notion de la souveraineté. Voilà

pourquoi on peut dire que la souveraineté est l'affirmation de l'Etat comme personne juridique et par conséquent la source de sa capacité juridique générale. Comme la capacité juridique de l'individu comprend tous ses droits, de même la souveraineté, comme affirmation de la capacité juridique de l'Etat comprend tous les droits qui lui appartiennent.

d).— Après avoir ainsi déterminé la notion de la souveraineté, on voit très clairement quel était le défaut organique inhérent aux recherches des Anciens sur la légitimité de la souveraineté, selon les diverses sources dans lesquelles la souveraineté trouve son origine. Les théories fondamentales sont au nombre de quatre.

1) *Théorie théocratique* — La souveraineté réside en Dieu et est exercée en son nom par des représentants directs ou indirects.

2) *Théorie légitimiste*. — La souveraineté s'explique par le principe de la tradition d'après lequel une autorité et en particulier une dynastie, qui a exercé longtemps le pouvoir suprême politique, a par cela même le droit de le conserver.

3) *Théorie radicale*. — La souveraineté réside dans la volonté populaire, qui se manifeste par la majorité numérique des citoyens.

1) *Théorie libérale*. — Cette théorie oppose à la notion de la souveraineté populaire celle de la souveraineté de l'Etat, c'est-à-dire du peuple, considéré dans son ensemble comme un organisme juridique.

e). — Il ne rentre pas dans le cadre de notre travail de discuter ces diverses théories : toutefois on doit observer que toutes les définitions partent d'un point de vue erroné, car on confond le contenu intrinsèque de la notion de la souveraineté avec les formes éventuelles et accidentelles, par lesquelles elle s'exerce ou peut être exercée.

Le contenu de la souveraineté, quel que soit le moyen par lequel elle s'exerce, ne change pas plus que la notion de la capacité juridique de l'individu, considéré en lui-même, que ses droits soient très limités ou qu'ils soient très étendus. La souveraineté est la manifestation extérieure de la vie juridique de l'Etat, et elle ne peut changer et ne change pas en réalité quelles que soient les formes par lesquelles elle s'exerce. Les différences qui se remarquent entre les Etats théocratique, légitimiste, radical ou libéral sont sans doute très graves : mais le principe souverain, par lequel la personnalité de l'Etat s'affirme et s'explique, ne peut changer dans aucun cas.

C'est pourquoi on peut établir que trois éléments sont renfermés dans la notion de la souveraineté :

- 1). L'Etat auquel la souveraineté appartient.
- 2). La conscience juridique des citoyens, considérés dans leur union organique, sur laquelle la souveraineté se base.
- 3). Le gouvernement, ou pouvoir par lequel la souveraineté se réalise.

« En résumé, on peut définir la souveraineté l'affirmation de l'État, considéré comme une personne juridique, ou en d'autres termes la manifestation extérieure de la vie juridique de cet État. »

Tel est ce pouvoir suprême politique qui est la force directrice de l'État et qui reste inaltéré et inaltérable dans son essence, mais qui, dans sa forme concrète qui s'appelle le gouvernement, peut varier, soit à cause du nombre des personnes qui l'exercent, soit à cause des moyens par lesquels il s'exerce. Le pouvoir se trouve en rapport avec le gouvernement d'après le principe de causalité ; l'un est l'entité morale et absolue, l'autre est le fait contingent et relatif. Le pouvoir est l'âme, le gouvernement est le corps : c'est du pouvoir que part le principe de vie, qui coule dans les membres et les organes, et qui distribue à chacun d'eux ce qu'il lui faut de forces pour remplir sa fonction. Par conséquent, les révolutions peuvent changer les rois et briser les trônes, elles peuvent chasser un gouvernement, mais elles ne touchent pas à la souveraineté, qui reste immuable, alors que les personnes qui doivent l'exercer passent sur le « théâtre de l'histoire ». On peut donc conclure que le pouvoir souverain est d'origine naturelle comme l'État et a également un but d'ordre éthique et juridique ; et affirmer que le gouvernement est le produit de la loi positive et de la volonté humaine, et qu'il doit réaliser tous les buts qui incombent à l'État dans les diverses périodes historiques.

En examinant maintenant le pouvoir souverain « en lui-même », nous voyons que son activité a toujours été dirigée dans ces trois directions :

a). — Défense contre les violences extérieures et administration des intérêts généraux à l'intérieur.

b). — Promulgation des lois qui règlent les rapports juridiques et sociaux entre les citoyens.

c). — Maintien de ces rapports par la reconnaissance et l'application du droit, à toute personne, d'après les lois morales et civiles.

§ 5. — *Caractères de la souveraineté*

La souveraineté, manifestation de la vie juridique de l'Etat, s'opère dans une double direction, car elle est en rapport avec les sujets de l'Etat et avec les autres nations.

Vis-à-vis de ses sujets, l'action de l'Etat comprend deux éléments : 1° un élément d'obligation, car l'Etat, dans l'exercice du pouvoir politique trouve à son action des limites (droit constitutionnel); 2° un élément de liberté, car ses limites existent par la volonté de l'Etat lui-même.

Par rapport aux autres Etats, l'action de l'Etat comprend aussi deux éléments : 1° un élément de nécessité, car l'entretien des rapports avec l'étranger est

une nécessité qui s'impose ; 2^o et un élément volontaire, car l'Etat règle à son gré son action et cherche, dans les moyens, qu'il croit convenables, la réalisation de son but, la satisfaction de ses besoins.

De là dérivent les conséquences suivantes :

1) La souveraineté devient une relation juridique dès que l'Etat commence à entretenir des rapports avec l'étranger.

2) La souveraineté appartient exclusivement à l'Etat et elle est indivisible, elle comprend le pouvoir suprême dans ses rapports avec les citoyens et l'indépendance dans ses rapports avec les autres Etats. Mais, quoique la souveraineté soit en elle-même simple et indivisible, elle se révèle par des actes distincts selon la différence des moyens qu'il doit employer pour pourvoir à sa propre conservation, à la satisfaction de ses besoins, et à l'accomplissement de sa tâche. On conçoit dans la souveraineté diverses parties qui ont une ressemblance avec celle qu'on désigne dans le domaine des sciences naturelles sous le nom de « *parties potentielles* ». Mais, ce qui est indispensable, c'est que ces parties se trouvent toutes réunies dans le corps de l'Etat sans qu'aucune d'elles dépende d'une puissance étrangère.

C'est sur cette notion de la souveraineté que se fondent tous les rapports que l'on reconnaît à un Etat, considéré comme personne du droit des gens.

CHAPITRE III

Restriction à la souveraineté.

§ 1. — *Restrictions conventionnelles à la souveraineté.*

Leur fondement. — Jouissance et Exercice de la souveraineté. — Etats vassaux et Etats protégés. — Origine de la vassalité. — Causes du protectorat.

La souveraineté appartient à l'Etat. L'Etat doit être souverain, sinon il n'est pas un Etat. Comment donc trouve-t-on des Etats mi-souverains, ou pour employer le mot de sir Travers Twiss « des Etats ayant une dépendance conventionnelle ». Comment donc trouve-t-on des Etats grevés de servitudes internationales ?

On ne peut trouver la réponse qu'en se rappelant une distinction, qui doit être familière aux juristes, celle de la jouissance et de l'exercice de la souveraineté. L'Etat qui a la jouissance de la souveraineté, dont on ne peut pas le dépouiller, peut toutefois s'imposer des limites à l'exercice de cette souveraineté. Les limites ainsi établies sont conventionnelles, elles existent par la volonté de l'Etat qui se les impose.

Les limitations à l'exercice de la souveraineté, suivant leur nature et leur extension, donnent naissance à des Etats mi-souverains ou à des Etats grevés de servitudes internationales.

§ 2. — *Etats mi-souverains.*

Etats vassaux et États protégés. — Origine de la vassalité. — Causes du protectorat.

L'Etat souverain constitue le type normal de l'Etat. Mais il y a des Etats mi-souverains, qui dépendent d'un autre Etat (comme nous l'avons vu) quant à l'exercice de quelques-uns de leurs droits.

Les Etats mi-souverains peuvent se diviser en deux catégories : 1°) les Etats vassaux et 2°) les Etats protégés.

La vassalité internationale, selon l'opinion d'un des maîtres du droit international, M. Despagnet, existe quand un Etat victorieux consent à laisser à un peuple vaincu son existence indépendante, à condition toutefois que ce dernier reconnaisse qu'il ne la tient que du bon vouloir ou de la générosité de son vainqueur; c'est une pratique fréquente chez les nations germaniques conquérantes (au dire de Vattel), mais il serait facile d'en citer de nombreux exemples dans l'Antiquité, particulièrement dans l'histoire romaine. Il y a aussi vas-

salité, quand un Etat concède un fief, à titre de souveraineté, et quand il se réserve le droit d'être toujours considéré commel'auteur de cette concession et d'être traité en suzerain par son feudataire (1).

Au contraire, quand un Etat accepte la prééminence d'un autre pays, sans la fonder sur ce qu'il reconnaît et ne tient sa souveraineté que de la concession ou du bon vouloir de ce dernier, le caractère distinctif de la vassalité n'apparaît plus et il faut chercher une autre raison de cette subordination, quel'Etat accepte. On ne peut la trouver que dans le sentiment de la faiblesse, qu'éprouve un pays et dans la nécessité pour lui de recourir à la protection d'une puissance plus forte ; et cela pour se prémunir contre les troubles, qui le menacent à l'intérieur, contre la désorganisation, qui ne lui permet plus d'exercer sa fonction politique et sociale, et enfin contre les attaques du dehors. C'est en effet toujours l'un de ces motifs et parfois les deux ou même quelquefois les trois réunis, qui déterminent un pays à solliciter le protectorat ou à le subir (2).

A. — *Etats vassaux*

Caractéristique de l'état vassal. — L'État vassal n'est pas une partie du territoire de l'Étatsuzerain. — Les principautés unies de Moldavie et Valachie. — Leur constitution.

Quelle est la condition de l'Etat vassal ?

D'abord il faut établir quelles sont les formes par

1. Despagnet, *Essai sur les protectorats*, p. 46.

2. Despagnet, *Essai sur les protectorats*, p. 49.

lesquelles la vassalité se manifeste : ces formes peuvent se résumer de la façon suivante :

1) Paiement d'un tribut.

2) Devoir de fidélité.

3) Abandon à l'Etat suzerain par l'Etat vassal de l'exercice de la souveraineté extérieure.

4) Application, dans certains cas, au territoire de l'Etat vassal de tous les traités internationaux, conclus par l'Etat suzerain.

Dans certains cas ces éléments existent tous en même temps ou bien, dans d'autres, certains font défaut. Par exemple, il y a toujours de la part de l'Etat vassal, une reconnaissance formelle de sa subordination vis-à-vis de l'Etat suzerain.

L'Etat vassal conserve l'exercice de la souveraineté intérieure ; dans certains cas, spécialement dans les Etats vassaux anciens, le souverain de l'Etat vassal se présentait comme un délégué du souverain de l'Etat suzerain ; dans certains Etats vassaux de la période contemporaine, le souverain de l'Etat vassal exerce sa fonction *jure proprio*, en vertu de la volonté exclusive de l'Etat vassal. Telle est selon certains auteurs la condition de la Bulgarie. Le sultan en effet a bien le droit de reconnaître les souverains respectifs de deux Etats vassaux l'Egypte et la Bulgarie, mais, spécialement en ce qui concerne la Bulgarie, le souverain exerce son pouvoir en vertu d'un mandat que lui a donné le peuple bulgare.

On trouve aussi des auteurs qui soutiennent, et cette opinion est très répandue parmi les diplomates, que l'Etat vassal est une partie intégrante de l'Etat suzerain : on est aussi arrivé à affirmer que la Bulgarie est une province turque. Or nous avons dit qu'un rapport de mi-souveraineté ne peut s'établir qu'entre deux Etats, par suite l'un d'eux devrait nécessairement disparaître si son territoire formait une partie du territoire de l'autre. Sans un territoire distinct, un Etat ne peut exister. L'unique valeur que peut avoir cette formule au point de vue juridique, est celle-ci : les traités conclus par l'Etat suzerain dans la période où les deux Etats ont des rapports de vassal à suzerain, sont applicables à l'Etat vassal comme à l'Etat suzerain.

Au point de vue diplomatique, cette formule signifie que l'Etat vassal est représenté à l'étranger par l'Etat suzerain et que les sujets du premier sont à l'étranger sous la protection des agents diplomatiques et consulaires du second.

Le véritable type de l'Etat vassal se trouve dans les principautés unies de Moldavie et Valachie. La convention signée à Paris le 12 août 1858 entre la France, l'Autriche, la Prusse, la Russie, la Sardaigne et la Turquie pour l'organisation des principautés, mérite d'être examinée.

Les principautés constituées désormais sous le nom de Principautés-Unies de Moldavie et Valachie demeurent placées sous la suzeraineté de Sa Majesté le Sul-

tan et cela en vertu des capitulations du sultan Bayazet I^{er}, de Mohamed II, de Sélim I, de Souleyman II qui respectaient leur autonomie, et réglaient leurs rapports avec la Sublime-Porte en tenant compte toutefois des limitations stipulées par les Puissances Réunies.

Le gouvernement qui se manifeste par l'exercice actif de la souveraineté intérieure, était confié dans chaque principauté à un hospodar et à une assemblée élective agissant avec le concours d'une commission centrale commune aux deux principautés. Les deux principautés étaient donc unies par un lien d'union réel.

Le pouvoir exécutif était exercé par l'hospodar : le pouvoir législatif lui appartenait ainsi qu'à l'assemblée et à la commission centrale. Les lois spéciales à chaque principauté étaient préparées par l'hospodar et votées par l'assemblée. Les lois d'intérêt commun au contraire étaient préparées par la commission centrale et votées par les assemblées auxquelles elles étaient soumises par les deux hospodars.

Le pouvoir judiciaire était exercé non pas au nom du sultan suzerain, mais au nom de l'hospodar, et était confié à des magistrats librement nommés par lui. On avait donné aux citoyens, comme à toutes les constitutions libérales cette garantie : que nul ne peut être distrait de ses juges naturels.

Les principautés étaient obligées de payer à la cour suzeraine un tribut annuel. Une observation est ici nécessaire. La même obligation de payer un tribut à la

cour suzeraine a été imposée par le traité de Berlin de 1878 à la Bulgarie. Or ni dans les budgets des principautés de Moldavie et Valachie, ni dans le budget de la Bulgarie, au moins dans ceux de ces dernières années on ne voit figurer la somme correspondante au tribut. Naturellement on ne peut pas savoir si elle figure dans le budget turc, car tout le monde sait que dans le malheureux pays de l'Islam les renseignements et les documents gouvernementaux ne sont pas rendus publics.

Les hospodars devaient demander leur investiture au sultan. C'est là un signe caractéristique de la vassalité. Le vice-roi d'Egypte, le prince de Bulgarie doivent faire de même. Mais en réalité on peut se passer de l'investiture de Sa Majesté Impériale le Sultan : le prince actuel de Bulgarie a bien gouverné quelques années sans se préoccuper de cette formalité.

La convention de 1858 établissait aussi que la cour suzeraine aurait à prévoir avec les principautés les mesures de défense à prendre pour protéger leurs territoires en cas d'agression extérieure. Cela confirme ce que nous avons dit en général des Etats mi-souverains : l'obligation absolue pour le protecteur, pour le suzerain de défendre son protégé et son vassal : le devoir de ce dernier est de ne rien faire, qui rende plus onéreuse l'obligation du premier. L'entente entre les deux pays est-elle l'unique moyen de concilier les devoirs de chacun ?

La cour suzeraine peut conclure des traités avec les Etats étrangers, applicables non seulement à elle-même,

mais encore aux deux principautés. Cette faculté, nous l'avons dit, ne fait pas partie intégrante de la notion de la vassalité et elle peut expliquer cette phrase courante dans le langage diplomatique : « le territoire de l'Etat vassal continue à faire partie du territoire du suzerain »,

A la vassalité des deux principautés se joint une sorte de protectorat collectif des puissances garantes, mais il ne faut pas s'y tromper. C'était une protection et non un protectorat. En cas de violation des immunités des principautés, les hospodars devaient s'adresser, avant tout, à la cour suzeraine et c'est seulement dans le cas où l'on n'aurait pas fait droit à leurs réclamations qu'ils pouvaient s'adresser aux puissances garantes. Du reste, il faut se rappeler que, ni dans le traité de Paris de 1856, ni dans la convention de 1858, on ne trouve le mot protectorat, le mot « *protection* » y figure au contraire comme il est dit (Traité de Paris 1856, art. 22) : « aucune *protection* exclusive ne sera exercée sur elles par une des puissances garantes ». Les puissances avaient garanti que les principautés continueraient à jouir des privilèges et des immunités qu'elles avaient jusque-là.

L'hospodar est-il un délégué du sultan ? Il nous semble qu'on ne peut pas le soutenir. En effet, si l'hospodar était un délégué du sultan, en cas de vacance ou de mort, le sultan aurait eu le droit de faire administrer les principautés par un délégué spécial et cela

jusqu'au moment où les assemblées auraient élu un hospodar nouveau. Or, précisément, en cas de vacance ou de mort, et jusqu'à l'installation d'un nouvel hospodar, l'administration est dévolue au conseil des ministres, et cela de plein droit. C'est là un fait très important. Ainsi donc le sultan n'a pas un pouvoir direct, qu'il peut déléguer aux hospodars : son rôle est beaucoup moins étendu. Il se limite à la formalité de l'investiture. Le sultan peut-il refuser l'investiture ? Il nous faut étudier à cet effet les articles 10, 11, 12, 13 de la convention de 1858 qui règlent les questions de capacité et de procédure dans l'élection des hospodars. L'art. 12 dit : « L'investiture sera demandée, comme par le passé, elle sera donnée dans le délai d'un mois au plus ». Cela veut dire que le sultan est obligé de donner l'investiture toutes les fois que les règles et les lois constitutionnelles ont été observées. Il ne peut refuser l'investiture que dans le cas contraire. Ces dispositions confirment notre opinion d'après laquelle le sultan, dans l'administration des principautés, joue un rôle très effacé, limité et de pure forme.

Enfin, l'hospodar sanctionne et promulgue les lois, il a le droit de grâce et celui de commuer les peines en matières criminelles. Il jouit en un mot des droits les plus étendus qui appartiennent, dans un Etat, au chef du gouvernement.

Une dernière remarque. Les hospodars étaient représentés à Constantinople par des agents spéciaux agréés

par la Porte et « ne relevant d'aucune juridiction étrangère ». Une question curieuse au point de vue juridique se présente à ce sujet. Elle n'a aucune importance pratique, ou tout au moins elle n'a qu'une importance très secondaire. Les agents représentant les hospodars ont-ils le caractère diplomatique ? Au point de vue du droit strict, il nous semble qu'on ne peut pas le soutenir. L'agent diplomatique est le représentant d'un Etat indépendant auprès d'un autre Etat, lui aussi indépendant. Or, en droit, et d'après les textes des traités, l'Etat vassal dépend de l'Etat suzerain : par conséquent, les agents accrédités auprès de ce dernier par l'Etat vassal, ne peuvent pas être considérés comme des agents diplomatiques. En fait toutefois les envoyés de l'Etat vassal auprès du suzerain jouissent des mêmes droits et des mêmes prérogatives que tous les autres membres du corps diplomatique, sauf toutefois pour le cérémonial. Telle est la condition actuelle de l'agent diplomatique bulgare à Constantinople.

Il nous faut ajouter, pour terminer, que souvent l'Etat vassal se trouve dans un état de civilisation supérieure à celui de l'Etat suzerain. Cela peut avoir une certaine importance.

Dans les deux principautés les citoyens jouissaient, presque sans distinction de race et de classe, de tous les droits garantis aux citoyens par les constitutions libres ; il en est ainsi actuellement en Bulgarie, en Egypte et dans l'Etat en formation de la Crète. Ces mêmes garanties se trouvent-elles en Turquie ?

B. — *Etats protégés.*

Protectorats anglais. — Protectorats allemands. — Protectorats français. — Différences entre les Etats vassaux et les Etats protégés.

Le rapport de protectorat comme celui de vassalité ne s'établit qu'entre deux Etats véritables. Cela résulte de la notion même du protectorat. En effet, l'Etat qui va se soumettre à un protectorat a eu toujours auparavant une existence autonome.

On désigne, en droit international, sous le nom de protectorat, l'ensemble des relations existant entre un Etat qui conserve plus ou moins intacte son automonie intérieure et un autre Etat plus puissant, qui représente le premier devant les autres puissances et s'oblige à garantir son intégrité de toutes les façons, et même le cas échéant, par la force armée. Le protectorat est l'objet d'études nombreuses et approfondies de la part des auteurs, toutes les hypothèses et toutes les conséquences ont été examinées avec intelligence et méthode. Mais si à la fin du xix^e siècle le protectorat est devenu d'application courante il ne faut pas croire qu'il ait été inconnu dans l'Antiquité. Rome l'a pratiqué souvent et Cicéron pouvait dire que le sénat romain était devenu le refuge des rois et des nations et que Rome méritait plutôt le nom de protectrice que celui de maîtresse du monde. On a quelquefois dit que pour bien étudier les rapports

qui pouvaient exister entre Rome et les nations qu'elle avait soumises il faudrait avoir été le représentant de l'Angleterre chez quelques rajahs de l'Hindoustan. Cette boutade renferme un fonds de vérité. L'esprit éminemment pratique et rebelle à toute construction théorique, qui caractérisait la politique de l'ancienne Rome, a été recueilli par l'Angleterre moderne.

En ce qui concerne les modifications et les restrictions que le protectorat apporte à l'exercice de la souveraineté de l'Etat protégé, on peut dire qu'en général elles sont beaucoup plus graves que les limitations apportées à un Etat simplement vassal. En effet, l'Etat vassal se trouve soumis au suzerain non pas par la nécessité d'assurer son existence, mais pour des raisons d'ordre politique et d'équilibre international.

Il y a encore un autre motif pour expliquer cette diversité, c'est que l'Etat vassal se trouve en général, nous l'avons déjà observé, dans un état (1) de civilisation supérieur à celui du suzerain, alors que l'Etat protégé se trouve dans des conditions de civilisation inférieures. C'est là du reste qu'on trouve l'explication de l'ingérence de l'Etat protecteur dans les affaires intérieures de l'Etat protégé. Il doit chercher à être

1. R.G. du droit inter. public, t. III. M. Pic, professeur à la faculté de Lyon a spécialement étudié toutes les questions relatives aux traités conclus par l'Etat protégé avant sa soumission au protecteur. Il ne rentre pas dans le cadre de notre étude de les examiner.

son éducateur matériel et moral, il doit tâcher de développer toutes ses énergies et le pousser dans la voie de la civilisation et du progrès. Cette condition ne se rencontre pas dans les Etats vassaux : l'Egypte, la Bulgarie sont des pays très civilisés. Ils ont secoué le joug Turc et ce n'est que pour des raisons politiques et pour maintenir l'équilibre européen que ces deux pays ont été obligés de rester dans un rapport de dépendance, d'ailleurs très indéterminé et purement formel vis-à-vis de la Turquie.

Pour établir une théorie juridique sur le protectorat, il nous faut examiner les traités existant actuellement et étudier plus particulièrement les protectorats de l'Angleterre, de l'Allemagne et de la France.

Voyons d'abord les protectorats anglais. Ici on ne peut établir aucune règle : on peut dire que l'Angleterre applique toutes les formes possibles de protectorat, qui vont de l'indépendance presque complète à la dépendance presque absolue. Chaque protectorat conciu par l'Angleterre constitue pour ainsi dire une nouvelle forme de protectorat. L'explication de ce phénomène tient à deux raisons : 1°) au degré de civilisation différent des peuples avec lesquels l'Angleterre se trouve en relations dans les diverses parties du globe et 2°) à l'esprit éminemment pratique de la race anglaise, rebelle à toute théorie établie d'avance.

Voyons maintenant les protectorats allemands. L'Allemagne, qui, pleine d'audace, s'élança dans la voie de

la colonisation, n'a pas encore institué de véritables protectorats internationaux, pour le motif qu'elle ne s'est pas trouvée en relations avec de véritables Etats, mais seulement avec des peuplades barbares, qui étaient à peine organisées et à peine civilisées et sur lesquelles, de ce fait, on ne pouvait pas créer de protectorat.

Nous arrivons à la France. La nation qui a appliqué un véritable système de protectorat est la France (Annam et Tonkin, Indo-Chine, Madagascar, Cambodge et la Tunisie).

L'examen des protectorats français nous amène à établir les principes suivants, que nous considérons comme principes régulateurs du protectorat.

a). — L'Etat protégé reste un Etat proprement dit. Son territoire ne se confond pas avec le territoire de l'Etat protecteur.

b). — L'Etat protégé subit des restrictions dans l'exercice de sa souveraineté, dans ses relations intérieures comme dans ses relations extérieures : l'Etat protégé est privé du droit de conclure des traités internationaux. Il n'a le droit de légation ni actif ni passif.

c). — Entre l'Etat protégé et l'Etat protecteur s'établit une solidarité étroite, qui se manifeste en temps de paix et en temps de guerre.

d). — Les devoirs de l'Etat protecteur sont la protection et l'assistance morale et matérielle : les devoirs de l'Etat protégé sont l'obéissance et l'uniformité de conduite envers l'Etat protecteur. En échange de la

sûreté qu'on lui procure il est naturel que l'Etat protégé dans ses relations extérieures s'accommode de la politique de l'Etat protecteur et règle sa conduite suivant ses désirs et suivant les intentions de son protecteur.

De ce principe il résulte, que les différences que nous pouvons voir entre l'Etat vassal et l'Etat protégé sont les suivantes :

a). — L'Etat qui se lie par le protectorat à un autre Etat avait préalablement une existence autonome : l'Etat vassal lui n'existait pas auparavant. Toutefois par exception, l'Etat protégé peut avoir la même origine que l'Etat vassal : il peut avoir eu auparavant des institutions propres, une civilisation propre, une organisation propre, et avoir eu, en un mot, une personnalité distincte et autonome.

b). — L'état protégé ne change pas sa nationalité ; il conserve son droit d'administration intérieure, son armée, son drapeau, etc. : l'Etat vassal lui, qui est un composé d'éléments divers, et de provinces de différents Etats tiers, acquiert une nouvelle nationalité et il se donne une organisation nouvelle, etc.

c). — L'établissement d'un protectorat modifie très peu les institutions politiques de l'Etat protégé, exception faite toutefois pour les relations qui doivent exister avec les Etats étrangers ; l'Etat vassal par le fait qu'il vient de se constituer à la suite d'une séparation de l'Etat suzerain change ses institutions politiques, il

adopte une nouvelle législation, de nouveaux organes de pouvoir, etc.

d). — L'Etat protégé exerce à peu près pleinement sa souveraineté intérieure dans ses rapports avec ses sujets, l'Etat vassal sous certains rapports reste soumis à l'Etat suzerain.

e). — L'Etat protégé a le droit d'être aidé par l'Etat protecteur en cas de guerre, mais il n'est pas tenu de le défendre. L'Etat vassal au contraire est toujours obligé d'aider son Etat suzerain.

Nous avons jusqu'à présent parlé du protectorat : mais à côté du protectorat il y a la *protection* ou protectorat dans l'ancienne acception du terme, c'est du moins ce qu'enseignent presque tous les auteurs contemporains. Nous ne partageons pas cette manière de voir. Le rapport de protection existe et s'établit entre des Etats appartenant à la même civilisation, tandis que le protectorat s'établit entre des Etats de civilisations différentes. Un protectorat, établi entre deux états de la même civilisation, signifie *annexion*. La protection n'entraîne pour le protégé que la seule obligation de se conduire d'une manière telle que l'Etat protecteur ne puisse pas se considérer, le cas échéant, comme dégagé de son devoir de protection. La ville libre de Cracovie, comme l'avait déclaré le traité de Vienne de 1815, était sous la protection collective de la Russie, de la Prusse et de l'Autriche : la principauté de Monaco a été successivement sous la protection de la France et de la Sardaigne. La république de Raguse sous la

protection de la Porte. Il faut cependant observer qu'il y a un exemple de véritable protectorat entre deux Etats de même civilisation : nous voulons parler du protectorat exercé par l'Angleterre sur les îles Ioniennes.

§ 3. — *Servitudes internationales.*

Fondement des servitudes internationales. — Caractère de servitudes internationales. — Division des servitudes internationales.

Les liens qui résultent d'un protectorat ou de la dépendance produite par la vassalité, entraînent une déchéance de l'Etat qui les subit : au lieu d'un Etat souverain, on se trouve en présence d'un Etat mi-souverain.

Mais on peut trouver d'autres restrictions à la souveraineté qui n'entraînent pas la déchéance de l'Etat, ce sont les restrictions résultant d'une servitude.

En droit civil, une servitude, au sens large du mot, est un droit réel sur la chose d'autrui, c'est-à-dire un droit en vertu duquel une personne est autorisée à tirer de la chose d'autrui une certaine utilité. Les différentes législations civiles qui dérivent du droit romain, distinguent plusieurs sortes de servitudes : les servitudes naturelles, qui dérivent de la situation des deux objets immobiliers, les servitudes légales, établies par la loi et enfin les servitudes contractuelles, qui dérivent de la volonté de deux ou plusieurs personnes.

En général, toutes les distinctions empruntées au

droit civil n'ont pas une très grande importance en droit international: toutefois il y a certains principes régulateurs, qui peuvent être appliqués aussi bien aux servitudes du droit civil qu'aux servitudes du droit international. Ces principes sont les suivants:

1) En droit civil, l'établissement d'une servitude suppose nécessairement deux immeubles voisins et possédés par des maîtres différents. En droit international, l'établissement d'une servitude suppose deux Etats presque toujours voisins, mais qui ne sont pas nécessairement soumis à deux souverainetés différentes.

2) En droit civil: une servitude oblige le propriétaire du fonds servant, à supporter quelque chose ou à s'abstenir d'une action (*patiendo vel non patiendo*). En droit international: la servitude oblige l'Etat grevé à supporter ou à s'abstenir, jamais à faire.

3) En droit civil le propriétaire du fonds dominant a le droit de faire tout ce qu'il croit convenable pour l'exercice et la conservation de la servitude, sans toutefois pouvoir apporter des modifications telles qu'elles puissent aggraver la servitude. De même, en droit international, l'Etat en faveur duquel la servitude existe a l'exercice des mêmes droits.

4) En droit civil, le propriétaire du fonds servant ne doit rien faire qui soit de nature à diminuer ou même à modifier l'usage de la servitude. Le même principe est applicable en droit international.

Ces notions générales posées, on peut définir les

servitudes internationales par ces mots : *ce sont des restrictions imposées à un Etat dans l'exercice de sa souveraineté en faveur d'un ou plusieurs autres Etats, sans en modifier la condition juridique préexistante*. On peut dire aussi en adoptant la définition de Klüber (1) : « La servitude est le droit fondé sur un titre spécial, qui restreint en faveur d'un Etat ou d'un système d'Etats confédérés la liberté d'un autre Etat ou d'un système d'Etats confédérés, sans cependant porter atteinte à la souveraineté de ces derniers ».

« Ces restrictions du droit de souveraineté, dit Pradier-Fodéré (2), l'attribution de certains de ces droits de souveraineté à des puissances étrangères, sont regardées comme constituant un droit réel par rapport à l'Etat obligé et par rapport à celui au bénéfice duquel elles existent, mais elles ne peuvent avoir pour effet de rendre une nation entièrement indépendante d'une autre ».

Cette notion des servitudes est presque universellement acceptée. Mais l'effet produit, c'est-à-dire les restrictions apportées à la souveraineté de l'Etat qu'elles grèvent ne peut s'expliquer qu'en se rappelant la distinction que le juriste doit toujours faire entre la jouissance et l'exercice de la souveraineté. Mais, en même temps, il ne faut pas oublier que la souveraineté est *magis facti quam juris* et il peut se présenter le cas

1. Klüber : *Droit des gens moderne de l'Europe*, p. 194.

2. Pradier-Fodéré, *Traité du droit international*, vol. II 397.

où un Etat tout en gardant sa souveraineté au point de vue juridique voie, par l'établissement d'une servitude, son indépendance et sa liberté d'action entravées ; et au point de vue politique sa souveraineté peut se trouver limitée. L'exterritorialité dont jouissent les sujets des Etats chrétiens en Turquie justifie cette affirmation.

Pour que le droit qu'exerce ou que prétend exercer un Etat sur un autre, soit réputé servitude internationale il est nécessaire que les deux parties contractantes soient des Etats indépendants : les deux sujets le sujet actif et le sujet passif, appelés, le premier, à jouir d'un droit et le second à en subir l'exercice, doivent être des entités politiques souveraines. Les servitudes internationales peuvent d'ailleurs être réciproques, lorsque, par exemple, elles ont pour objet la perception d'un impôt de part et d'autre.

De même que l'Etat, les nationaux doivent pouvoir jouir eux aussi de la servitude internationale, on cite à ce propos la clause du traité de Paris de 1763 (article 17) qui stipulait au profit des sujets britanniques le droit de couper du bois de campêche dans certaines contrées.

Les servitudes internationales étant des exceptions à la règle de la souveraineté doivent être interprétées restrictivement : les droits exceptionnels qu'elles confèrent doivent l'être, sous la réserve que la condition juridique préexistante de l'Etat grevé par la servitude ne peut pas être modifiée. S'il en était autrement, on

n'aurait pas un rapport constitutif de servitude, mais un rapport constitutif de lien de mi-souveraineté.

Ce caractère propre aux servitudes internationales, qui s'applique à laisser subsister la souveraineté de l'Etat qu'elle grève, nous explique ce fait que les traités constitutifs de servitudes sont beaucoup plus nombreux que les traités qui créent un lien de mi-souveraineté. Un Etat ne subit de déchéance que lorsqu'il est matériellement inférieur à son vainqueur ou bien quand il porte dans son sein des éléments de dissolution dans ce cas l'aide et la protection de l'Etat suzerain sont pour lui nécessaires.

Les caractères des servitudes internationales sont les suivants :

a). — Les servitudes internationales n'ont pas une « cause nécessaire », mais elles sont volontaires. Elles sont des restrictions au libre exercice de la souveraineté. On ne peut pas considérer comme des servitudes ces restrictions, qui résultent de la nécessité dans laquelle les Etats se trouvent de vivre en paix les uns à côté des autres. Ces limitations existent par le fait même de l'existence matérielle des Etats et la souveraineté est nécessairement limitée. En effet la première condition pour la jouissance et l'exercice de la souveraineté est de ne pas prétendre à exercer « son activité propre en dehors des limites qui résultent de la valeur équivalente de la souveraineté des autres ». Des restrictions à la souveraineté de l'Etat sont appor-

tées aussi par le fait de l'existence physique de l'Etat : dans ce cas là, comme dans le premier, on ne se trouve pas en présence de servitudes internationales.

Une conséquence très importante qu'on peut tirer de ce fait, c'est que les servitudes ont une existence volontaire c'est-à-dire que les servitudes doivent être toujours fondées sur un titre exprès : seulement, par exception, on peut considérer comme valable une servitude fondée sur la possession immémoriale.

b). — Les servitudes internationales ne sont pas perpétuelles. Ce caractère évidemment est une conséquence du premier : les volontés qui ont créé une servitude peuvent aussi en produire l'extinction.

c). — Les servitudes ont pour objet les droits qui appartiennent à l'Etat en qualité de souverain, considéré soit en partie soit pour le tout. L'Etat lui-même, considéré comme personne juridique, ne peut être soumis à une servitude.

d). — Les servitudes internationales peuvent s'acquérir et se perdre partiellement. Les servitudes internationales se divisent en *servitudes internationales positives* et en *servitudes internationales négatives*. Les servitudes internationales négatives consistent « *in non faciendo* », elles empêchent l'Etat qu'elles grèvent d'exercer son pouvoir dans toute son étendue, les servitudes internationales positives consistent « *in patiando* », elles obligent l'Etat qu'elles grèvent à tolérer sur son propre territoire l'action d'un autre Etat.

A. — *Servitudes négatives*

Les *servitudes négatives* consistent, nous l'avons dit dans l'interdiction dont on frappe un Etat étranger d'user sur son propre territoire d'un droit qu'il posséderait si la servitude ne le grevait pas, c'est l'obligation de s'abstenir.

Les servitudes internationales négatives sont très diverses : les traités de paix, les cessions de territoire contiennent fréquemment des clauses qui établissent de pareilles servitudes. Tantôt c'est un Etat qui s'engage à ne pas augmenter son armée au-delà d'un certain effectif, à ne pas bâtir des forteresses ou à raser celles qui existent déjà ou ne pas avoir de marine de guerre. D'après le traité d'Utrecht de 1713 la France s'était obligée à ne pas fortifier Dunkerque. Cette clause fut abrogée du reste par le traité de paix, conclu à Paris en 1783. L'article 3 du traité de paix, conclu à Paris le 20 novembre 1815 disait textuellement : « Les fortifications d'Huningue ayant été constamment un objet d'inquiétudes pour la ville de Bâle, les hautes parties contractantes, pour donner à la confédération helvétique une nouvelle preuve de leur bienveillance et de leur sollicitude, ont convenu entre elles de faire démolir les fortifications d'Huningue : et le gouvernement français s'engage par le même motif à ne pas les rétablir dorénavant et à ne point les remplacer par

d'autres etc ». (1) La Russie par le traité de Paris de 1856 (article 2) s'obligeait à détruire les forteresses qui existaient sur les bords de la mer Noire et à ne pas y entretenir une flotte de guerre. La Bulgarie d'après le traité de Berlin de 1878 s'obligeait à détruire les forteresses qui existaient sur la frontière turque. Le Monténégro par le même traité s'obligeait à ne pas avoir une marine de guerre.

Quelquefois, c'est un Etat qui s'oblige à restreindre son droit imprescriptible de juridiction à l'égard des étrangers. La Turquie, la Perse et en général tous les pays, qui n'ont pas adopté les principes affirmés par la culture juridique européenne, ont renoncé par des capitulations à l'exercice du droit de juridiction à l'égard des sujets étrangers, qui se trouvent sur leur territoire.

Enfin un Etat peut consentir à restreindre ses droits en faveur d'une institution ou d'une église existant sur son propre territoire. La loi des garanties de 1871 faite en Italie, en faveur du chef de l'église catholique, est un exemple frappant des servitudes négatives.

B. — *Servitudes Positives.*

Les *servitudes affirmatives* ou *positives* ont pour objet de procurer à un Etat étranger la jouissance de certains droits souverains dans un autre territoire et d'obliger le maître de ce territoire à tolérer et à supporter ce qu'il était en droit d'interdire.

1. De Martens. *Recueil général des traités*, vol. II p. 637.

Les servitudes internationales positives, à l'instar des servitudes négatives, peuvent être très diverses selon les droits auxquels elles se réfèrent.

On a d'abord les servitudes qui consistent dans l'obligation de tolérer sur une partie de son propre territoire, qu'une puissance étrangère fasse un acte politique ou d'administration quelconque par exemple y exerce la justice, y fasse la police, etc. Souvent aussi une servitude est constituée par le droit consenti à un État de poursuivre sur le territoire d'un autre ses propres déserteurs. L'organisation et l'exploitation d'un service public peuvent être aussi objet d'une servitude. C'est ainsi que le droit régalien des postes avait été garanti par le « recès » de la députation de l'Empire germanique du 25 février 1803 et par l'acte de 8 juin 1815 sur la constitution fédérale d'Allemagne à la maison des princes de la Thurn et de Taxis dans toute l'étendue du territoire des États confédérés. Le droit quoique constitué au profit d'une maison princière n'en était pas moins considéré comme une servitude internationale. L'article 17 de l'acte sur la constitution fédérale allemande dit : « La maison des princes de la Thurn et Taxis conservera la possession et les revenus des postes dans les États confédérés tels qu'ils lui ont été assurés par le recès de la députation de l'Empire ou par des conventions postérieures tant qu'il n'en sera pas disposé autrement par de nouvelles conven-

tions librement consenties de part et d'autre ». (De Martens : Recueil etc, p. 377).

Une servitude internationale peut être constituée également par le fait un État qui étend sa souveraineté sur les eaux territoriales d'un autre État. On en trouve un exemple dans l'article 29 du traité de Berlin du 13 juillet 1878, article qui est relatif à l'annexion d'Antivari et de son littoral au Monténégro.

L'annexion, en vertu de ce texte est faite sous la condition de l'établissement d'une véritable servitude internationale. En effet le traité stipule que « la liberté de navigation sera pleine et entière dans le royaume de Monténégro. Il ne sera pas construit de fortifications sur le parcours du fleuve à l'exception de celles qui seraient nécessaires à la défense locale de la place de Scutari, lesquelles ne s'étendront pas au-delà d'une distance de six kilomètres de la ville » (alinéa 3).

Cette servitude militaire est encore complétée par les dispositions suivante du même article :

Alinéa 5 : « Le port d'Antivari et toutes les eaux du Monténégro resteront fermées aux bâtiments de guerre de toutes les nations ».

Alinéa 6. : « Les fortifications entre le lac et le littoral sur le territoire Monténégrin seront rasées et il ne pourra en être élevé de nouvelles dans cette zone ».

La servitude s'étend également à des questions de police extérieure et intérieure : « la police maritime et sanitaire tant à Antivari que le long de la côte du

Monténégro sera exercée par l'Autriche-Hongrie au moyen de bâtiments légers garde-côtes » (alinéa 7).

La législation interne y est elle-même soumise puis-que le Monténégro doit adopter la législation maritime en vigueur en Dalmatie » (alinéa 3).

Enfin la servitude qui pèse sur le Monténégro entraîne dans une certaine mesure la liberté de construire et d'entretenir ses chemins de fer et ses voies de communications qui sont placées sous le contrôle de l'Autriche-Hongrie.

Le droit de se servir des voies de communication d'un autre État peut ainsi constituer une servitude, c'est une espèce de servitude de passage. On en a vu également un exemple dans un traité de 1814 par lequel la Suisse s'obligeait à laisser passer sur son propre territoire les armées alliées qui se dirigeaient sur la France pour combattre Napoléon. Enfin une servitude internationale positive peut être constituée par le droit d'occuper un territoire étranger et d'y exercer certains droits de souveraineté.

Cette espèce de servitude se présente dans la pratique sous des formes très diverses.

On peut d'abord avoir une occupation militaire d'une certaine place forte ou d'une forteresse; jusqu'en 1867 la Prusse avait le droit d'occuper militairement la forteresse du Luxembourg.

C. — *L'occupation de territoire : espèce de servitude internationale positive.*

(Caractère de cette espèce de servitude internationale. — Ses conséquences. — Effets produits par l'occupation).

L'occupation et l'administration d'un territoire étranger, soit par délégation d'un congrès international, soit à titre de bail constitue une servitude internationale des plus importantes. L'occupation de certains points des côtes chinoises faite par les puissances européennes. Angleterre, Allemagne, France, etc.) dans ces derniers temps nous présente des véritables servitudes. L'occupation de la Bosnie et de l'Herzégovine faite par l'Autriche en vertu d'une délégation du congrès de Berlin, l'occupation de l'île de Chypre faite par l'Angleterre en vertu d'une convention anglo-turque sont autant d'exemples de servitudes positives, constituées par l'occupation territoriale.

On déduit, au point de vue juridique, de cette espèce d'occupation des territoires des caractères et des conséquences, qu'il nous faut exposer, elles nous permettront par la suite de justifier ce que nous affirmons.

a). — D'abord l'occupation du territoire doit être temporaire. Le terme d'occupation peut être établi implicitement, ou explicitement, l'occupation peut être aussi prolongée pour une période de temps, très longue, mais elle est toujours temporaire en ce sens que la réalisation de certaines circonstances ou l'accord des volontés qui l'ont créée, peut y mettre fin.

b). — L'occupation du territoire ne donne pas la jouissance de la souveraineté, mais elle en donne seulement l'exercice. En effet, on ne peut pas concevoir un Etat qui a la jouissance de la souveraineté sur un territoire quelconque quand un autre Etat dans certains cas peut lui enlever tous ces droits. L'Etat occupant possède seulement l'exercice de la souveraineté.

L'occupation du territoire n'entraîne pas le changement de nationalité pour les habitants du territoire occupé qui restent toujours citoyens de l'Etat auquel le territoire appartient.

c). — Les conventions conclues par l'Etat auquel le territoire occupé appartient, si elles sont antérieures à l'occupation doivent être appliquées sur le territoire occupé même après la dite occupation.

Les tiers ne peuvent pas être lésés dans leurs droits l'Etat occupant s'il veut en être libéré doit obtenir l'assentiment des tiers. Si au contraire les conventions ont été conclues après l'occupation elles ne sont pas applicables au territoire occupé toutes les fois que leur application constituerait une lésion des droits de l'Etat occupant, droits, qui lui sont reconnus par l'occupation même.

d). — Les conventions conclues par l'Etat occupant soit avant l'occupation, soit après, ne sont applicables sur le territoire occupé qu'autant qu'elles ne constituent pas une violation des droits conservés par l'Etat auquel le territoire appartient.

Ce sont les caractères et les conséquences produits par une occupation de territoire. En appliquant ces principes à la Bosnie à l'Herzégovine et à l'île de Chypre nous arriverons à cette conséquence, que l'occupation austro-hongroise et l'occupation anglaise constituent au point de vue juridique de véritables servitudes positives internationales. En examinant plus à fond la condition réelle de la Bosnie et de l'Herzégovine et de l'île de Chypre, nous serons obligés de reconnaître qu'en fait l'occupation autrichienne et l'occupation anglaise constituent des annexions territoriales déguisées.

Peut-être que ces conclusions semblent contradictoires, mais il ne faut jamais oublier qu'un traité international règle des rapports tels qu'ils existent au moment de la conclusion. Les articles du traité restent immuables, tandis qu'au contraire les conditions de fait varient toujours. Les clauses d'un traité ne peuvent jamais arrêter la marche de l'histoire.

§ 4. — *Extinction des servitudes*

Les servitudes sont fondées sur des traités : elles prennent fin en même temps que les traités qui les établissent ; on a ainsi un premier mode d'extinction des servitudes, c'est l'extinction selon les règles ordinaires de nullité ou de résolution des traités interna-

tionaux. En second lieu, une servitude peut être annulée en vertu d'une nouvelle convention entre les deux Etats, qui contient des stipulations contraires ou portant renonciation expresse de la part de l'Etat qui a droit à la servitude. Troisièmement: la servitude s'éteint par l'abandon ou la renonciation tacite de la part de cet état. Il en est ainsi quand l'occasion de faire usage de la servitude s'étant plusieurs fois rencontrée pendant plusieurs générations, il n'en n'a point exercé ce droit ou bien encore quand on a fait des actes contraires à ce droit. Enfin: par l'expiration du terme pour lequel les servitudes avaient été constituées et par la confusion ou réunion des deux souverainetés. Il y a aussi une autre cause d'extinction des servitudes, qui est une cause historique et fatale. Si une servitude empêche le libre développement d'un Etat, si elle viole les principes du droit international, elle n'aura toujours qu'une durée éphémère. Le droit qui la constitue, bien que régulièrement établi et bien qu'accompagné des garanties les plus solennelles ne crée qu'une œuvre instable, une toile d'araignée, qui vient se briser dès le premier souffle.

Les servitudes internationales, étant des exceptions à la règle du libre exercice du droit de souveraineté, s'interprètent *stricto sensu*: les droits exceptionnels qu'elles confèrent doivent être interprétés restrictivement dans le sens étroit des termes employés dans l'acte qui les constitue, la présomption devant toujours être pour la liberté complète de l'Etat.

CHAPITRE IV

La Bosnie et l'Herzégovine et l'île de Chypre. Leur condition juridique.

§ 1. — *Opinions des auteurs* (1).

Les auteurs qui ont traité de la condition juridique de la Bosnie et l'Herzégovine peuvent se partager en trois groupes : le premier qui comprend Calvo et Bluntchli considère la Bosnie et l'Herzégovine comme un Etat nouveau, comme une nouvelle société politique en formation ; le deuxième qui comprend Ulrich Dantcher, Von Kollesberg et Jellinek, prenant en considération seulement les textes des traités, considère la Bosnie et l'Herzégovine comme deux parties intégrantes de l'Empire turc, sur lesquelles l'Autriche exerce un certain nombre de droits selon le mandat que lui a attribué le traité de Berlin ; le troisième groupe qui comprend Rivier, Holtzendorff prend en considération les conditions de fait telles qu'elles se sont établis après le traité de Berlin et peut-être contre l'esprit même

1. Voir Spalaïcovitch, la Bosnie et l'Herzégovine, *Etude d'histoire diplomatique et de droit international*, p. 280 et suiv.

du traité et voilà pourquoi il considère la Bosnie et l'Herzégovine comme parties intégrantes de la monarchie austro-hongroise.

A. — *Groupe Premier.*

Opinions de Calvo et Bluntchli. — La Bosnie et l'Herzégovine sont une nouvelle espèce d'Etat.

Calvo écrit textuellement (1): « La Bosnie et l'Herzégovine sont devenues en quelque sorte un Etat nouveau, d'un caractère particulier, occupées qu'elles sont désormais par l'Autriche-Hongrie qui a accepté de les administrer », mais comme on peut très facilement le comprendre, la formule employée par Calvo n'a pas une valeur juridique et ne correspond pas à une notion bien claire; une entité juridique peut être considérée comme un Etat et par conséquent comme une personne du droit international, mais seulement si elle remplit certaines conditions, qui sont très clairement formulées par la science (voir chapitre I, § 2), ces conditions existent-elles dans le cas de la Bosnie et l'Herzégovine? Nullement, la Bosnie et l'Herzégovine actuellement ne peuvent-être considérées comme un Etat souverain, ni comme un Etat mi-souverain. Bluntchli (2) dans sa remarquable étude sur le traité

1. Calvo. *Droit internat.* Vol. I. p. 278.

2. Bluntchli. *Le congrès de Berlin*, R. D. J. 1879, t. XI, p. 415.

de Berlin arrive à la même conclusion et les objections que l'on a faites à l'opinion de Calvo peuvent très bien être reprises contre lui. La Bosnie et l'Herzégovine ne constituent point une entité politique, jouissant de la souveraineté qui est la seule caractéristique exclusive de l'Etat. La souveraineté en Bosnie et Herzégovine, quel que soit le point de vue auquel on se place, appartient et s'exerce soit par la Turquie, soit par l'Autriche.

Peut-être que l'opinion de Calvo et de Bluntchli trouvera dans l'avenir sa confirmation et que la Bosnie et l'Herzégovine deviendront le centre et le noyau autour duquel une nationalité slave constituera un nouvel Etat. Mais quant à présent, ni les textes des traités, ni la condition de fait ne peuvent permettre de considérer les deux malheureuses provinces slaves comme un Etat.

B. — *Groupe deuxième.*

Opinions d'Ulrich et de Jellineck « la Bosnie et l'Herzégovine sont administrées par l'Autriche, mais continuent à être placées sous la souveraineté du Sultan.

Dans le deuxième groupe Ulrich et Jellineck occupent une place spéciale. Ulrich dit textuellement (1) : « Mal-

1. Ulrich, *Österreichisches Staatsrecht*, p. 772. Voir le même dans : *Marquardsen, Handbüch des Öffentlichen Rechts der Gegenwart*, t. IV, première partie, p. 27.

gré l'occupation et l'administration austro-hongroise, la Bosnie et l'Herzégovine ne sont pas sorties de l'union qu'elles forment en droit public avec l'Empire ottoman, quoique l'Autriche-Hongrie exerce dans ces provinces les pouvoirs publics sous toutes les formes : législation, administration et justice. Ce droit d'occupation et d'administration n'est limité par aucune condition de temps, néanmoins il satisfait les intérêts, non seulement de l'Autriche-Hongrie, en tant qu'il permet d'établir et d'assurer un état normal dans ces provinces, mais encore celui des autres puissances contractantes, en tant qu'il assure partout à la fois la paix générale en Europe. Il en résulte que les provinces occupées n'ont aucun rapport, au point de vue du droit constitutionnel, avec l'Autriche-Hongrie, elles ne sont pas placées vis-à-vis de celle-ci dans un état d'union, soit personnelle, soit réelle. »

Jellineck se place au même point de vue : « L'Autriche-Hongrie, dit-il, a occupé la Bosnie et l'Herzégovine et elle exerce la totalité des droits d'administration dans ces provinces de l'Empire Ottoman conformément à l'art. 25 du traité de Berlin, il s'ensuit que la Sublime Porte ne peut y exercer l'autorité publique dans aucun sens. Malgré cela le droit de souveraineté n'appartient pas à l'Autriche-Hongrie, ces provinces ne font pas partie du territoire de la monarchie qui les administre, les habitants de ces deux provinces ne sont ni Autrichiens, ni Hongrois.

La Porte a plutôt délégué à l'Autriche-Hongrie le droit d'exécuter les engagements pris dans les traités, les pouvoirs d'exercer l'autorité publique dans les provinces mentionnées. Aussi elle y a retenu le droit de souveraineté pour elle-même et l'Autriche-Hongrie a expressément reconnu cette souveraineté. Par conséquent la Turquie possède le droit de souveraineté sur ces provinces après comme avant l'occupation, quoique cela soit considéré à présent comme un simple *nudum jus* ».

Cette opinion nous semble conforme à l'esprit du Traité de Berlin et d'ailleurs nous reviendrons sur cette question.

C. — *Groupe troisième.*

Opinion de Neumann, Rivier, Holtzendorff : « La Bosnie et l'Herzégovine font partie intégrante de la monarchie Austro-Hongroise ». Opinions particulières de Chrétien, Condominium inégal de la Turquie et de l'Autriche.

Le troisième groupe qui comprend, comme nous avons dit, Rivier (1), Neumann (2), Holtzendorff (3)

1. Lehrbuch des Voelkerrechts, p. 172.

2. Holtzendorff. Handbuch des Voelkerrechts, volume II, p. 213.

3. Neumann. *R. D. J.* 1879, tome XI, p. 38, et *Eléments du droit des gens*.

prend en considération les rapports de fait existant entre la Bosnie et l'Herzégovine et l'Autriche et arrive à cette conclusion que la Bosnie et l'Herzégovine font partie de la monarchie Austro-Hongroise.

En effet, disent-ils, le traité de Berlin n'a pu vouloir autre chose que transférer à l'Autriche la pleine souveraineté sur la Bosnie et l'Herzégovine. Il s'agissait de régler le sort et l'avenir des deux provinces et d'y établir un ordre stable et permanent. Le traité de Berlin n'a assigné à l'occupation et à l'administration par l'Autriche aucune durée. Neumann ajoute encore que l'accusation pouvait être légitimement faite par l'Autriche même en dehors des stipulations du traité de Berlin, car elle était pour l'Autriche un droit et un devoir. Droit et devoir de défense et de conservation personnelle : l'Autriche ne pouvait, ni ne devait tolérer un état d'agitation et de révolution continuelles, ni permettre que la Bosnie et l'Herzégovine s'unissent à la Serbie. Une grande Serbie est menaçante pour la Dalmatie et pour l'Adriatique. Toutefois l'Autriche croit opportun et sage de faire reconnaître son droit par l'Europe entière. Si l'Autriche ensuite n'a pas déclaré officiellement l'annexion, le motif se trouve dans des considérations d'ordre intérieur et constitutionnel : la constitution commune de la monarchie ne prévoyant pas le cas d'une annexion territoriale, auquel des Etats composant la monarchie aurait-on pu annexer la Bosnie et l'Herzégovine ? C'est la seule question qui

fit que l'annexion ne fut jamais déclarée et voilà pourquoi la Bosnie et l'Herzégovine furent traitées comme une terre de l'Empire.

Avant de rentrer dans une discussion plus approfondie, il faut aussi rappeler l'opinion émise par un savant professeur français M. Alfred Chrétien (1) opinion qui n'est pas partagée par aucun des auteurs. M. Chrétien voit dans la situation nouvelle, créée par le traité de Berlin sur la Bosnie et l'Herzégovine, un *condominium* inégal exercé temporairement par l'Autriche et par la Turquie.

Dans la discussion qui va suivre nous verrons ce qu'il y a de vrai dans les diverses opinions que nous avons relatées. Nous affirmons que le traité de Berlin (art. 25) et la convention anglo-turque du 4 juin 1878 ont établi respectivement des servitudes internationales sur la Bosnie et l'Herzégovine et sur l'île de Chypre, partie intégrante de l'Empire turc en faveur de l'Autriche-Hongrie et de l'Angleterre.

Tout ce que nous venons de dire pour la Bosnie et l'Herzégovine peut s'appliquer à l'île de Chypre. Toutefois il faut reconnaître qu'il n'y a pas de discussions entre les auteurs, qui sont tous d'accord pour dire que l'Angleterre a acquis sur l'île de Chypre l'exercice de la souveraineté, tandis que le sultan en conserve la jouissance. Il est très clair de saisir le motif par lequel les

1. Chrétien. *Principes de droit internat. public*, p. 282.

auteurs ne se sont pas occupés beaucoup de l'île de Chypre. La question, simple en elle-même, ne se rattache pas à la grande question orientale, comme celle de la Bosnie et de l'Herzégovine.

§ 2. — *Le traité de Berlin et la Bosnie
et l'Herzégovine.*

A. — *Le Traité de Berlin.*

- 1^o Les événements antérieurs au traité de Berlin. — La Turquie de 1871 à 1876. — L'insurrection des chrétiens. — Note collective des puissances. — La Jeune Turquie. — Déposition du Sultan Abdul-Asis. — Mourad V. — Abdul Hamid. — La Révolution Bulgare. — Déclaration de guerre par la Russie. — Défaite de la Turquie. — Les Préliminaires de San-Stéphano. — Opposition de l'Angleterre et de l'Autriche.
- 2^o Le congrès de Berlin. — Sa convocation. — La proposition de Salisbury. — L'opposition du délégué Turc. — Les délibérations du congrès.
- 3^o Importance du congrès.

1^o *Les événements antérieurs au Traité de Berlin.*

Les événements qui ont motivé la réunion du congrès de Berlin sont bien connus. Rappelons-les brièvement avant d'indiquer quelle est la solution apportée par ce congrès à la question de la Bosnie et l'Herzégovine.

La Turquie de 1871 à 1876 a traversé une crise tragique.

Les finances étaient dans un état déplorable. Ce déficit des budgets croissait chaque année.

Le gouvernement turc fut réduit à une banqueroute partielle : il déclara ne plus pouvoir payer que la moitié des intérêts de sa dette. Les impôts devinrent plus lourds encore et le mécontentement s'accrut. Les chrétiens serbes d'Herzégovine, excités par leurs voisins du Monténégro, peut-être aussi par des émissaires serbes et russes, se refusèrent à faire les corvées et s'insurgèrent (1875). Le gouvernement turc pour calmer les mécontentements publia un édit de réformes qui permettait l'admission de tous les sujets aux emplois publics, l'abolition de la ferme des impôts, l'organisation de la justice et finalement l'établissement d'un conseil supérieur chargé de veiller à l'application des réformes. Mais les Etats européens qui connaissaient très bien le peu de valeur des déclarations du gouvernement turc, qui promet toujours et qui ne tient presque jamais ses promesses, répondirent par une note diplomatique collective, signée par le ministre des affaires étrangères de l'Empire de l'Autriche, le comte Andrassy. Elle était ainsi conçue : « Les puissances estiment qu'il existe une solidarité étroite entre les intérêts de l'Europe, de la Turquie et des populations insurgées, elles entendent qu'il soit mis un terme à une lutte ruineuse et sanglante... Il faut que la religion chrétienne soit mise en droit et en fait sur le même pied que l'islamisme... Il ne faut pas

que l'exécution des réformes soit abandonnée à la discrétion des pachas etc. »...

Ainsi les puissances européennes exigeaient des garanties et un contrôle de leur part. Le gouvernement turc refusa.

L'insurrection de l'Herzégovine devint une véritable guerre. Les Bulgares aussi se révoltèrent (en mai 1876). En même temps à Salonique, la populace musulmane massacra les consuls de France et d'Allemagne. Un phénomène extraordinaire se produisit alors en Turquie : le mécontentement contre le sultan Abdul-Asis augmenta ; chez les musulmans un parti politique s'était formé, celui de la jeune Turquie, qui demandait une constitution. Il est célèbre dans les annales de l'histoire intérieure de la Turquie le memorandum, adressé par les jeunes turcs à l'Europe : « si au lieu d'un despote la Turquie possédait un monarque sage, s'appuyant sur une chambre consultative, composée des représentants de toutes les races et de toutes les religions, elle serait sauvée »....

La jeune Turquie profita de l'excitation produite par le soulèvement de la Bulgarie : elle organisa une campagne. Le sultan effrayé destitua le grand visir et nomma ministre un des chefs de la jeune Turquie Mithad-Pacha. Les nouveaux ministres d'accord avec les grands chefs de la religion déposèrent le sultan. Quelques jours après, on annonça qu'il s'était tué. Les morts qui ont lieu dans le secret des palais impériaux

de la Turquie sont toujours mystérieuses. Son neveu Mourad V fut proclamé sultan ; deux mois après il était déposé comme fou et l'empereur actuel, Abdul-Hamid, montait sur le trône. Au mois d'août 1877 Abdul-Hamid montra tout d'un coup son caractère : pour dompter l'insurrection bulgare, il envoya dans ce malheureux pays les Bachibousouks, qui, comme de véritables brigands, incendièrent les villages, massacrèrent une trentaine de milliers d'hommes environ, se livrant aux excès les plus cruels et les plus sauvages. Ce fut un soulèvement d'indignation dans l'Europe entière et William Gladstone en fut l'interprète dans sa fameuse lettre sur les horreurs bulgares, où il appelait le sultan « le grand assassin couronné ». Les puissances intervinrent diplomatiquement : un projet de réformes fut rédigé. On devait l'imposer au sultan. Pour éviter cette ingérence européenne, la jeune Turquie avait imaginé de transformer l'Empire absolutiste et théocratique en une monarchie constitutionnelle. A cet effet une constitution fut promulguée au mois de décembre 1876. Mais c'était une pure comédie, la diplomatie turque en cette matière ne trouve pas de rivale, pas même dans la diplomatie chinoise. Le règne de la jeune Turquie finit très rapidement. Les événements suivirent leur cours fatal : le sultan se montrait digne continuateur de ses ancêtres.

Alors la Russie se mit en avant, elle déclara la guerre au sultan, en invoquant les intérêts de la Russie et de

l'Europe entière troublées par les agitations des chrétiens opprimés. La communauté de race et de religion avait provoqué dans le monde russe un mouvement énergique ; la guerre ne fut pas seulement le résultat d'un calcul diplomatique, mais aussi et surtout un mouvement national irrésistible. Ce fut ce même mouvement qui, malgré l'héroïsme des défenseurs de Plevna, poussa le torrent de l'invasion russe jusque sous les murs de Constantinople. Le monde officiel turc et le sultan se voyaient déjà dans l'obligation de transporter en Asie le siège de leur administration. L'entrée des Russes dans la ville sainte ne semblait plus qu'une question de jours.

Mais la Russie était liée par les déclarations solennelles faites à l'Europe avant le commencement de la guerre de ne pas s'emparer de Constantinople ; c'est pourquoi elle arrêta son armée victorieuse et conclut le traité de paix de San-Stéphano. Nous ne voulons pas énumérer toutes les conditions de la paix, il nous suffira de dire qu'elle anéantissait en fait le pouvoir de la Turquie en Europe, et donnait à la Russie la souveraineté et la domination dans tout l'Orient. L'Angleterre et l'Autriche s'y opposèrent : la guerre semblait inévitable entre l'Angleterre et la Russie, quand l'Allemagne au commencement de 1878 proposa la convocation d'un congrès pour examiner les conditions de la paix définitive.

2° Le congrès de Berlin.

Cette proposition avait pour point de départ cette pensée, que les dispositions du traité de Paris de 1856, signé après la guerre de Crimée, et auquel celui de San-Stephano portait atteinte, ne pouvaient être modifiées que par le commun accord des grandes puissances, de même qu'en 1871 leur consentement avait été nécessaire pour l'abrogation des articles qui déclaraient la neutralité perpétuelle de la Mer Noire. Le congrès se tint à Berlin. Les travaux furent terminés le 13 juillet par la signature de l'acte général.

Il était naturel que la Bosnie et l'Herzégovine, par la révolution de laquelle, concurremment avec celle de la Bulgarie, la guerre Russo-turque avait éclaté, fussent l'objet d'une attention toute particulière. Il fallait établir un régime stable. L'article 14 du traité de San-Stéphano était ainsi conçu : « Seront immédiatement introduites en Bosnie et Herzégovine les propositions européennes communiquées aux plénipotentiaires ottomans dans la première séance de la conférence de Constantinople avec les modifications qui seront arrêtées d'un commun accord entre la Sublime Porte, le gouvernement de la Russie et celui de l'Autriche-Hongrie... »

Il était évident que ces dispositions ne pouvaient pas satisfaire l'Autriche-Hongrie et l'Angleterre. A la

séance du 28 juin (1) le plénipotentiaire austro-hongrois, le Comte Andrassy s'exprimait de la façon suivante : « Tous les gouvernements s'accordent à reconnaître, que l'Autriche-Hongrie, en sa qualité de puissance limitrophe, est intéressée plus que toute autre puissance au règlement de l'état des choses en Bosnie et en Herzégovine.... Les plénipotentiaires se croient en devoir de faire remarquer que la question Bosno-Herzégovienne, tout en concernant plus directement l'Autriche, ne cesse pas d'être une question éminemment européenne !... Le gouvernement de sa Majesté, l'Empereur et Roi serait prêt à accepter toutes solutions qui laisseraient entrevoir la pacification prompte et définitive des provinces dont il s'agit. Toutefois, considérant leurs conditions nationales, religieuses et géographiques, rendues plus compliquées encore par les changements territoriaux résultant de la guerre, nous devons considérer la solution indiquée comme tout à fait irréalisable. Des obstacles insurmontables s'y opposent, tant en principe que dans l'exécution ».

Le délégué de Sa Majesté la reine d'Angleterre, lord Salisbury, proposa formellement l'occupation de la Bosnie et l'Herzégovine par l'Autriche. Il disait : « Si les puissances ne réussissent pas dès à présent à pourvoir à l'établissement d'une administration stable et forte dans ces régions, elles seront responsables du

1. Protocole 8 du Congrès.

renouvellement inévitable des souffrances qui ont provoqué la vive sympathie de l'Europe et qui ont donné lieu à de si graves événements..... De grands dangers seraient à craindre, tant pour les provinces que pour la Porte, si cette dernière continuait à les occuper et à les administrer..... Or la Porte ferait preuve de la plus haute sagesse si elle refusait de se charger plus longtemps d'une tâche qui dépasse ses forces, en la confiant à une puissance capable de la remplir, elle détournerait de l'Empire turc des dangers formidables. Par ces motifs le gouvernement de la Reine propose aux puissances réunies, que le congrès statue que les provinces de la Bosnie et de l'Herzégovine seront occupées et administrées par l'Autriche-Hongrie ».

Mais le plénipotentiaire anglais ne disait pas toute sa pensée, car indépendamment des motifs qu'il alléguait en faveur de l'occupation par l'Autriche de la Bosnie et l'Herzégovine, cette mesure avait une autre importance bien plus considérable, c'était de rendre l'Autriche solidaire de l'ordre des choses que le traité de Berlin établirait dans la Turquie d'Europe. En effet, par leur force numérique et surtout par leurs aspirations libérales, les populations slaves soumises à l'Autriche avaient toujours été pour cet Empire un sujet d'embarras, souvent même d'appréhension; maintenant que ces populations allaient être accrues par l'adjonction de deux provinces, situées dans le cœur

même de l'élément slave, l'Autriche serait plus que jamais intéressée à empêcher le développement d'un tel élément et dès lors deviendrait l'alliée naturelle de l'Angleterre.

Cette nouvelle position créée à l'Autriche constitue l'œuvre la plus saillante du congrès de Berlin : elle rend désormais impossible une ingérence armée de la Russie dans la Turquie, sans cela nous aurions par contre coup une contre intervention de l'Autriche. C'est pourquoi l'on comprend très aisément que le congrès ne se soit pas soucié des susceptibilités de la Turquie. En vain le plénipotentiaire turc protesta-t-il contre l'occupation par l'Autriche en disant que cette mesure était attentatoire à la dignité de la Porte Ottomane, à qui seule revenait le droit d'établir et de faire régner l'ordre dans ses propres provinces. Bismark coupa court à toutes les protestations en disant que, sans l'intervention du congrès, la Turquie se trouverait en présence de la totalité des articles du traité de San-Stephano, que cette intervention lui rendait la Roumélie Orientale plus grande et plus fertile que la Bosnie et l'Herzégovine et qu'enfin les résolutions du congrès formaient un ensemble dont il était impossible d'accepter les bénéfices en répudiant les pertes et désavantages.

Les autres puissances représentées au congrès donnèrent leur approbation à la proposition anglaise et mandat fut donné à l'Autriche-Hongrie d'occuper et

d'administrer, au nom de toutes les puissances représentées au congrès, les deux provinces. L'article 25 du traité de Berlin dit textuellement : « Les provinces de Bosnie et de l'Herzégovine seront occupées et administrées par l'Autriche-Hongrie. Le gouvernement de l'Autriche-Hongrie ne désirant pas se charger de l'administration de Sandjak de Novi-Bazar, qui s'étend dans la direction du sud-est, au-delà de Mitrovitza, l'administration ottomane continuera d'y fonctionner. Néanmoins afin d'assurer le maintien du nouvel état politique, ainsi que la liberté et la sécurité de voies de communication, l'Autriche-Hongrie se réserve le droit de tenir garnison et d'avoir des routes militaires et commerciales sur toute l'étendue de cette partie de l'ancien vilayet de Bosnie. A ce sujet les gouvernements Autrichien et Turc se réservent de s'entendre sur les détails.

3° *L'importance du congrès de Berlin*

Parmi les traités collectifs qui ont été conclus au XIX^e siècle le traité de Berlin du 13 juillet 1878 occupe une des premières places : on peut aussi affirmer qu'il a une importance égale à celle des traités de 1815 et 1856.

L'importance du traité de Berlin ne dépend pas seulement de la valeur des dispositions relatives à l'ordre territorial établi et des modifications territoriales

apportées dans la Péninsule des Balkans, mais aussi et principalement des principes qu'il a explicitement ou implicitement affirmés. D'abord le traité de Berlin a reconnu comme principe de droit international européen le principe de la liberté de conscience et l'égalité de toutes les confessions religieuses ; en second lieu au principe légitimiste, qui avait dicté certaines dispositions des traités de Vienne et de Paris, il a substitué le principe moderne du respect de la nationalité. Il ne faut pas cependant croire que le traité de Berlin ait satisfait toutes les aspirations internationales légitimes des populations balkaniques. Et si la nationalité bulgare plus que les autres a vu ses aspirations et son idéal en partie méconnus, il faut reconnaître que l'Europe lui a donné satisfaction en reconnaissant son autonomie. Son importance n'est pas moindre en ce qui touche la Bosnie et l'Herzégovine, c'est ce qu'il nous faut maintenant étudier.

B. — *Caractère juridique des dispositions concernant la Bosnie et l'Herzégovine.*

Conséquences générales du traité relativement à la Bosnie et l'Herzégovine. Mandat confié par l'Europe à l'Autriche-Hongrie. But du mandat. Moyens d'exécution. Condition résolutoire implicitement établie.

Telles sont les dispositions du traité de Berlin. Quelles conclusions pouvons-nous en tirer ?

1° L'article 25 du traité de Berlin a conféré à l'Autriche un mandat, dont les mandants sont les puissances européennes.

2° La pacification de la Bosnie et l'Herzégovine et l'établissement des rapports réguliers constituent le but du mandat.

3° L'occupation et l'administration de la part de l'Autriche sont les moyens par lesquels l'Autriche devait exécuter son mandat.

De ces conclusions générales nous pouvons en tirer deux autres :

1° Que l'occupation de l'Autriche en Bosnie et Herzégovine est temporaire et par suite soumise à la condition résolutoire du rétablissement des relations stables et du maintien de l'ordre.

2° Le lien qui unit la Bosnie et l'Herzégovine à l'Autriche n'est pas un lien d'ordre constitutionnel tel qu'il devrait être si l'occupation n'était pas limitée dans sa durée : mais il est un lien d'ordre international, qui établit entre l'Autriche et la Turquie une relation juridique continue.

Nous avons donc là une occupation temporaire soumise à la condition résolutoire de l'accomplissement de certaines circonstances qui ne produisent pas l'acquisition de la souveraineté intégrale, mais seulement l'acquisition de l'exercice de la souveraineté. Nous avons, en un mot, une véritable servitude internationale.

Cette conclusion que nous avons cherché de déduire rigoureusement du traité de Berlin nous montre clairement, quelle est parmi toutes les opinions des auteurs, que nous avons citées au commencement de ce chapitre celle qui mérite d'être acceptée. Il ne faut pas oublier que nous nous plaçons sur le terrain strictement juridique, nous verrons en continuant si cette même conclusion peut être acceptée, si l'on se place au point de vue pratique.

§ 3. — *La convention Austro-Turque du 21 avril 1879.*

Caractères de cette convention. — Réserve formelle de la souveraineté du sultan. — Emotion produite en Autriche. — Opinions diverses. — Préambule de la convention. — Les droits du sultan : art. 2 prières publiques pour le sultan. — Art. 3, 4, 5, 6. — Droit de représentation extérieure de la Bosnie et l'Herzégovine.

Après l'occupation de la Bosnie et l'Herzégovine par les troupes autrichiennes, la Turquie fidèle à sa politique de mauvaise foi chercha à empêcher l'exécution de l'article 25 du traité de Berlin. Le ministre des affaires étrangères du sultan protesta contre les agissements et les brutalités commises en Bosnie et Herzégovine par l'armée autrichienne et pour ces motifs la Sublime Porte se refusa à conclure le traité prévu avec l'Autriche (article 25 du traité de Berlin). Il n'était pas difficile pour l'Autriche-Hongrie de répondre au refus

et à la note de la Turquie. Après avoir protesté contre les accusations des brutalités commises par les troupes d'occupation (accusation qui dans la bouche des ministres du sultan était quelque peu extraordinaire), l'Autriche signifia au sultan que le traité, prévu par l'article 21 du traité de Berlin, n'était pas obligatoire, mais seulement facultatif. Si la Turquie voulait le conclure, l'Autriche était prête : au cas contraire, l'Autriche aurait exécuté le mandat reçu sans avoir besoin d'obtenir l'assentiment de la Turquie.

Mais, peu de temps après, l'accord se fit entre les deux gouvernements et une convention additionnelle fut signée le 21 avril 1879. Cette convention constitue une sorte de commentaire de l'article 25 du traité de Berlin : aussi est-il indispensable de le reproduire en entier :

« Les gouvernements de l'Autriche-Hongrie et de la Turquie s'étant réservés de s'entendre sur les détails de l'occupation stipulée par l'article 25 du traité de Berlin et le fait de l'occupation de la Bosnie et l'Herzégovine ne portant pas atteinte aux droits de souveraineté de Sa Majesté Impériale le Sultan sur ces provinces, les deux gouvernements ont nommé pour plénipotentiaires... lesquels après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont convenu des articles suivants :

Art. I. — L'administration de la Bosnie et l'Herzégovine sera exercée conformément à l'article 25 du

traité de Berlin. Toutefois le gouvernement Austro-Hongrois ne se refuse pas à conserver tous ceux des fonctionnaires actuels qui posséderaient les aptitudes nécessaires à la bonne gestion de leur fonction. En cas de remplacement le choix du gouvernement austro-hongrois porterait de préférence sur les personnes originaires de ces provinces.

Art. 2. — La liberté et la pratique extérieure de tous les cultes existant seront assurées aux personnes habitant et séjournant en Bosnie et en Herzégovine. Notamment pleine liberté est assurée aux musulmans dans leurs rapports avec leurs chefs spirituels. Les commandants des troupes de sa Majesté l'Empereur et Roi et les autorités administratives continueront à veiller avec le plus grand soin à ce qu'il ne soit porté aucune atteinte à l'honneur, aux mœurs et à la liberté du culte, à la sécurité des personnes et des propriétés musulmanes.

Toute agression contre les musulmans, leurs biens ou leur religion sera sévèrement punie.

Le nom de Sa Majesté le Sultan continuera à être prononcé dans les prières publiques des musulmans comme par le passé et l'usage de hisser le drapeau ottoman sur les minarets sera respecté.

Art. 3. — Les revenus de la Bosnie et l'Herzégovine seront affectés exclusivement à leurs besoins, à leur administration et aux améliorations jugées nécessaires.

Art. 4. — Les monnaies ottomanes déjà existantes

continueront à avoir libre cours en Bosnie et en Herzégovine.

Art. 5. — La Sublime Porte disposera à sa guise des armes, du matériel de guerre et des autres objets appartenant au gouvernement ottoman qui se trouvaient dans les places fortes et dans les garnisons. A cet effet, il sera dressé des inventaires avec l'intervention des commissaires des deux gouvernements.

Art. 6. — La question du traitement des habitants de la Bosnie et de l'Herzégovine séjournant ou voyageant hors de ces provinces sera réglée ultérieurement par un arrangement spécial.

Art. 7. — Pour atteindre dans un intérêt commun le but politique et militaire que l'article 25 du traité de Berlin, concernant le sandjak de Novi-Bazar a en vue, les deux gouvernements ont résolu de régler dès à présent les modalités dans lesquelles il sera procédé à son exécution.

A cet effet, le gouvernement de Sa Majesté l'Empereur et Roi s'engage à donner avis préalable au gouvernement de Sa Majesté le Sultan de l'époque où l'entrée des troupes impériales et royales devra s'effectuer.

Afin de prévenir tout délai inutile, les deux gouvernements s'engagent dès aujourd'hui, chacun en ce qui le concerne, à munir le cas échéant, sans retard, leurs autorités et commandants respectifs des pleins pouvoirs nécessaires pour régler directement entre eux les questions se rattachant à la subsistance des trou-

pes impériales et royales ainsi qu'à leur installation. Il est d'ailleurs entendu que tous les frais occasionnés de ce chef resteront à la charge du gouvernement d'Autriche-Hongrie.

Art. 8. — La présence des troupes de sa Majesté l'Empereur et Roi dans le sandjak de Novi-Bazar ne portera aucune entrave au fonctionnement des autorités administratives, judiciaires ou financières ottomanes de tout ordre, qui continueront à exercer, comme par le passé, tous les ordres exclusifs et directs de la Sublime Porte.

Art. 9. — Si la Sublime Porte désire maintenir des troupes régulières même sur les points du sanjak de Novi-Bazar où les troupes austro-hongroises tiendront garnison, aucun obstacle n'y sera apporté.

Les troupes des deux États seront placées sur un pied de parfaite égalité en ce qui concerne leur nombre, les avantages militaires et la liberté de leurs mouvements.

Dans toute l'étendue du sandjak de Novi-Bazar la Sublime Porte s'engage à ne pas maintenir de troupes irrégulières.

Art. 10. — Il est entendu toutefois que la faculté, pour l'Autriche-Hongrie d'entretenir sur les endroits où les troupes doivent tenir garnison, conformément aux dispositions de l'article 7, des troupes en nombre suffisant, selon le besoin des circonstances, ne doit pas être restreinte par ces dispositions.

En foi de quoi les Plénipotentiaires de l'Autriche-Hongrie et de Turquie ont signé la présente convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Constantinople, le 21 avril 1879 ».

L'émotion produite en Autriche Hongrie lorsque cette convention devint publique fut énorme. On reprochait au ministère autrichien d'avoir conclu une convention humiliante, car on disait qu'il était inutile de dépenser deux cents millions et de sacrifier nombre de vies humaines pour atteindre ce but dérisoire. L'opinion publique se trompait, car, comme il advient fréquemment, elle s'arrêtait aux termes de la convention sans bien en comprendre l'esprit. Dans les actes internationaux on ne doit pas s'arrêter à la lettre, mais on doit examiner l'esprit, c'est-à-dire ce que l'acte laisse sous-entendu ; et l'on doit étudier quelles seront les conditions créées par l'application et l'exécution d'un même acte. Des juristes autrichiens s'attachèrent aussi à détruire la valeur de la convention : mais le raisonnement n'était pas digne d'eux. Le traité de Berlin, disaient-ils, a été publié officiellement par les organes officiels de l'Etat : il a donc force de loi. La convention austro-turque n'est pas publiée : donc elle n'a pas force de loi. Ce raisonnement est étonnant : il ignore toutes les règles établies par le droit international en matière de traités. La force obligatoire d'un traité ne commence pas au moment où le traité est rendu public, mais bien au moment où le traité est valablement et

irrévocablement conclu. La publication faite par les journaux officiels est en général le moyen de rendre public un traité, exception faite des cas prévus par les lois constitutionnelles pour chaque pays, mais elle ne constitue pas un élément nécessaire à la validité. Nombre de traités en effet sont et demeurent secrets. Le fait que la convention austro-turque n'avait pas été publiée par les journaux officiels n'avait donc aucune valeur au point de vue de la validité de la convention elle-même : le lien international créé par la convention existait dans toute sa force et conservait toute sa valeur. En outre, le traité de Berlin avait été seulement publié par les journaux officiels, mais il n'avait pas été soumis à l'approbation des Chambres : la publication faite dans ce cas était une formalité, car les dispositions du traité ne devaient pas être exécutées par les citoyens considérés personnellement, mais par l'Autriche-Hongrie, considérée comme un Etat de droit international. Le traité se serait obligatoirement imposé à l'Autriche même sans la publication. Si donc l'approbation des Chambres, la publication officielle n'étaient pas nécessaires pour la validité du traité de Berlin, qui obligeait l'Autriche à occuper les deux provinces de la Bosnie et l'Herzégovine, comment peut-on soutenir que l'approbation des Chambres ou bien seulement la publication étaient nécessaires pour la validité de la convention austro-turque, du moment que cette convention était une conséquence, une explication des dispositions du traité de Berlin.

On peut, au contraire, soutenir que la convention, pour être valable, avait besoin de l'approbation des Chambres et de la publication officielle dans le cas seulement où elle aurait affirmé des principes contraires à ceux qu'elle a, en réalité, affirmés. Si la convention n'avait pas réservé les droits du sultan, elle aurait constitué un traité d'annexion des territoires : comme telle, elle n'aurait pas pu être ratifiée par les pouvoirs compétents sans avoir été approuvée par les Chambres.

Les raisons qui avaient causé l'émotion produite en Autriche n'existaient pas légalement ; ainsi donc elles n'avaient aucune raison d'être.

Nous allons aborder maintenant la discussion des clauses de la convention.

Le préambule est très clair : « Les gouvernements de l'Autriche-Hongrie et de la Turquie s'étant réservés de s'entendre sur les détails de l'occupation stipulée par l'article 25 du traité de Berlin, et le fait de l'occupation de la Bosnie et l'Herzégovine ne portant pas atteinte aux droits de souveraineté de Sa Majesté Impériale le Sultan sur ces provinces, etc. » Il n'y a pas de doute : la réserve de la souveraineté du Sultan est claire et explicite. Quelques auteurs ont trouvé dans l'occupation de la Bosnie et l'Herzégovine par l'Autriche une espèce de *condominium* (Chrétien, voir *suprà*).

Cette opinion ne peut pas être soutenue en présence du texte de la convention. Un *condominium* présuppose une concurrence de souverainetés : la convention, au

contraire, dans son préambule réserve seulement la souveraineté du sultan. Conséquence : les droits de l'Autriche ne sont pas des droits qui dérivent de la jouissance de la souveraineté, mais des droits rentrant dans l'exercice de la souveraineté. Par là, la plus grande partie des droits qui rentrent dans la jouissance de la souveraineté, rentrent aussi dans l'exercice de la souveraineté : mais il y a certains droits, tels que le droit de libre disposition, qui appartiennent seulement et exclusivement aux organes, qui sont investis de la jouissance de la souveraineté. Pour ces motifs le préambule de la convention constitue une reconnaissance bilatérale de la souveraineté du sultan.

Ceux qui soutiennent la thèse contraire et disent que le sultan a conservé seulement des droits honorifiques, mais non une véritable souveraineté, s'attachent aux dispositions de la convention par lesquelles il est établi que l'empereur d'Autriche exerce dans la Bosnie et l'Herzégovine, en son nom propre, tous les droits de souveraineté (administration, justice, finance, service militaire). Ces dispositions sont au contraire une affirmation éclatante de notre théorie.

Il est de l'essence des servitudes internationales, que l'Etat auquel l'exercice d'un droit est reconnu, exerce ce droit même en son propre nom et non pas en qualité de délégué de l'Etat concessionnaire. Un exemple pratique expliquera mieux notre idée. Le traité de Berlin, contrairement au traité de San Stephano, avait

replacé la Roumélie Orientale sous la domination directe du sultan. Sept ans après le traité de Berlin, à la suite d'une révolution et de l'invasion de l'armée bulgare, la Roumélie s'unit à la Bulgarie : mais, au point de vue juridique, cette union ne constitue pas une annexion. Le prince de Bulgarie exerce les droits de souveraineté en Roumélie non pas en son nom propre, mais comme délégué du sultan. Le traité de Berlin avait constitué une servitude en faveur de l'Autriche-Hongrie : il était naturel que les plénipotentiaires, qui avaient conclu la convention austro-turque, se soient placés au même point de vue.

L'examen de toutes les autres dispositions de la convention ne laisse pas de doute sur le maintien formel des droits du sultan. L'article 2 établit que le nom de Sa Majesté le Sultan continuera à être prononcé dans les prières publiques des musulmans comme par le passé. Au point de vue pratique, cette disposition peut être l'objet d'appréciations les plus diverses : aussi a-t-on dit que des considérations religieuses seules suffisent à les expliquer. Le sultan est le chef de la religion musulmane : rien de plus naturel donc que son nom soit rappelé dans les prières. Ce raisonnement peut être très facilement réfuté. Les habitants de la Bosnie et l'Herzégovine sont en grande majorité chrétiens ; un des motifs de la révolution avait été l'oppression dont les musulmans avaient usé à leur égard. Un des motifs qui avaient déterminé les puissances à Berlin, à

confier l'administration de la Bosnie et l'Herzégovine à l'Autriche, avait été celui de permettre à ces populations chrétiennes d'exercer librement leur culte. Dans ces conditions, quelle valeur a la réserve de l'article 2 de la convention austro-turque, expliquée par des considérations d'ordre religieux.

Il ne faut pas oublier de même que l'article 2 parle des prières publiques, c'est-à-dire des prières qui ont un caractère officiel. L'unique explication qu'on peut donner alors à cette disposition, c'est qu'on voulait, par des démonstrations continuelles et répétées, rappeler aux habitants de la Bosnie et l'Herzégovine que leur véritable souverain se trouvait à Constantinople et non à Vienne.

Mais l'article 2 contient une autre disposition d'une nature plus grave : le drapeau ottoman continuera à flotter sur les temples publics. Or la Turquie possède un drapeau rouge, signe officiel de l'empire et un drapeau vert, signe religieux. Le drapeau qui, selon l'article 2 de la convention, devait continuer à flotter sur les temples était le drapeau rouge.

L'article 3 dit que les revenus de la Bosnie et l'Herzégovine seront affectés exclusivement à leurs besoins, leur administration et aux améliorations jugées nécessaires. Si l'Autriche-Hongrie avait acquis la véritable souveraineté sur la Bosnie et sur l'Herzégovine, cette disposition n'aurait pas de signification. L'Etat peut employer les revenus perçus dans une partie de

son territoire pour les besoins collectifs de tout l'Etat : il y a là un principe du droit public universellement reconnu. Si l'Autriche-Hongrie veut donc exécuter scrupuleusement la convention, elle ne peut pas employer les revenus de la Bosnie et l'Herzégovine pour les besoins de l'Empire, cela veut dire que la Bosnie et l'Herzégovine ne font pas partie de l'Empire, mais des territoires placés sous un régime spécial.

L'article 4 de la convention assure aux monnaies musulmanes la circulation libre et permanente dans les provinces occupées. Cet article, comme les autres, confirme la réserve de la souveraineté turque. En effet, l'Autriche, en garantissant le libre cours de la monnaie ottomane en Bosnie et Herzégovine, a montré très clairement qu'elle ne considérait pas les deux provinces de la Bosnie et l'Herzégovine comme des provinces mises définitivement en sa possession, le droit de battre monnaie étant un des droits publics les plus importants.

Et cependant, la portée de cette stipulation de l'article 4 a été diminuée dans une large mesure depuis l'occupation autrichienne, et on a même pu se demander si les actes de législation interne par lesquels l'Autriche a modifié l'état de choses antérieur n'étaient pas une violation flagrante du contrat bilatéral qu'elle avait passé avec la Turquie.

En effet, peu de temps après le traité, le gouverne-

ment autrichien promulguait une loi établissant le cours légal des monnaies autrichiennes : c'est la loi du 20 décembre 1879.

Dans cette loi, en même temps qu'elle enserrait la Bosnie et l'Herzégovine dans son union douanière, l'Autriche déclarait que « la monnaie autrichienne, valable dans le territoire douanier et commercial de l'Autriche-Hongrie, aurait le cours légal aussi en Bosnie et Herzégovine, sans porter préjudice à la libre circulation des monnaies ottomanes ».

Mais la loi fut complétée par une circulaire du gouvernement provincial de Saraïevo en vertu de laquelle « les monnaies divisionnaires turques ne seront reçues pour le paiement des impôts que jusqu'à concurrence d'un florin ». L'idée qui a présidé à la confection de ce règlement y est exactement exprimée : « il faut qu'on veille principalement à ce que ces monnaies soient progressivement écartées de la circulation, afin de créer ainsi dans ce peuple le cours exclusif de la monnaie autrichienne ».

Enfin, un nouveau règlement du 14 mars 1880, prohibe formellement de recevoir la monnaie turque.

Ainsi tend à disparaître ce dernier vestige des droits régaliens de la Porte en Bosnie et Herzégovine malgré que l'article 4 de la convention austro-turque maintienne formellement le droit de monnayage, qui n'avait qu'une fraction du droit de souveraineté, au profit du sultan. En droit cependant le gouvernement Austro-Hongrois n'a

pas aboli cette souveraineté puisqu'il n'a pas supprimé purement et simplement l'article, et qu'il a maintenu le cours légal de toutes les monnaies ottomanes effectives, sauf les monnaies divisionnaires et le papier turc.

L'article 5 contient une disposition transitoire sans importance.

L'article 6 au contraire contient ce qui suit : « La question du traitement des habitants de la Bosnie et l'Herzégovine séjournant ou voyageant hors de ces provinces sera l'objet d'un arrangement spécial. » D'abord, il faut noter qu'aux termes de cet article les sujets de la Bosnie et l'Herzégovine conservent leur nationalité ottomane. S'il n'en était pas ainsi, l'article serait inutile. Mais, dans le règlement ultérieur donné à la question, on trouve l'explication de ce phénomène que nous avons déjà rappelé, phénomène par lequel la condition de fait est quelquefois très dissemblable et opposée à la condition de droit. Examinons pour nous mieux convaincre le traitement fait pour les sujets de la Bosnie et l'Herzégovine.

On a premièrement une circulaire du 7 avril 1879, qui établit, que les autorités compétentes, pour délivrer des passeports aux habitants de la Bosnie et l'Herzégovine, qui retournent dans leur patrie après un séjour en Turquie sont les agents diplomatiques et consulaires de l'Autriche, concurremment avec le gouvernement impérial turc.

Cette condition était évidemment contradictoire, car on ne peut, ni au point de vue juridique, ni au point de vue pratique admettre que deux Etats aient simultanément la représentation extérieure de la même province. Mais la solution est importante car elle signifie que l'Autriche s'y trouvait contrainte par l'esprit du traité de Berlin et de la convention spéciale conclue avec la Porte.

Le gouvernement autrichien cherchait à monopoliser les droits de représentation extérieure de la Bosnie et l'Herzégovine, droits qui, aux termes des traités, appartenaient au sultan. Pour atteindre son but, après la circulaire du 7 avril 1879 il publia l'ordonnance du 26 avril 1879, qui établit que les consuls d'Autriche-Hongrie pourront délivrer aux sujets de la Bosnie et l'Herzégovine des passeports, pareils à ceux que l'on faisait pour les sujets austro-hongrois. Mais nous avons déjà cité la circulaire du 13 novembre 1881, elle est encore plus explicite.

Elle prend en considération le fait de l'établissement de l'administration austro-hongroise en Bosnie et en Herzégovine, ce qui place les habitants de ces provinces dans une situation dépendante en droit et en fait, ils échappent de ce fait, surtout en ce qui concerne le droit de juridiction, à toute autorité étrangère et qui doit trouver son expression aussi bien hors des frontières de ces provinces qu'à l'intérieur. Aussi le haut ministère commun a-t-il établi le principe que la com-

pétence judiciaire du commissaire civil à Plevié s'étend aux habitants de la Bosnie et de l'Herzégovine, qui se trouvent dans la vallée de Lim et aux sujets austro-hongrois.

Les autres dispositions de la convention n'ont qu'une importance secondaire.

Nous pouvons de cet examen rapide conclure que la convention du 20 avril 1879 constate, d'une part la permanence de la souveraineté du sultan en Bosnie et en Herzégovine en termes formels et positifs et que d'autre part elle exclut toute intervention de la Turquie dans l'administration intérieure de ce pays. Mais cette exclusion, importante au point de vue du fait, n'a pas juridiquement la même valeur. La souveraineté du sultan est reconnue, *l'Autriche-Hongrie ne possède que l'exercice de la souveraineté*. Notre opinion d'après laquelle, dans l'occupation par l'Autriche-Hongrie de la Bosnie et l'Herzégovine, on doit voir une servitude internationale, se trouve ainsi confirmée.

§ 4. — *La convention de 1878 entre l'Angleterre et la Turquie.*

L'Angleterre et la Russie en Orient. Les modifications apportées en 1871 au traité de Paris. Causes déterminant l'occupation de Chypre.

Le traité de Paris de 1856 avait établi, comme on le sait, la neutralisation de la Mer Noire et rendu par

conséquent la Russie à peu près impuissante en Orient. Mais une restriction de cette nature, si elle avait été acceptée par la Russie, sous la contrainte de la force et de la défaite, ne pouvait pas être de longue durée, car elle constituait une véritable atteinte à la souveraineté de la Russie. Rien d'étonnant donc à ce que la Russie cherchât la première occasion pour se libérer de cet engagement. Quatorze ans après, son espoir se réalisa. En 1870, après la défaite subie par la France à Sedan, le prince chancelier Gortehakoff envoya une note à toutes les puissances : il y déclarait qu'à la suite des changements profonds introduits dans la guerre maritime et spécialement dans les moyens de construction des vaisseaux, la Russie se considérait comme déliée des obligations concernant la neutralité de la Mer Noire. En effet, les nouveaux vaisseaux cuirassés pouvaient très facilement se frayer une route à travers le Bosphore et arriver en vue des côtes russes dépourvues de défense. C'était une grande partie des résultats de la guerre de Crimée qui tombait. Mais la Russie avait choisi le moment psychologique pour faire cette proposition : l'Europe était impuissante à s'y opposer. La France et l'Allemagne étaient occupées dans leur duel sanglant : l'Italie accomplissait son unité, occupant par la force des armes la ville éternelle et déchirant de cette façon la convention de septembre. L'Autriche soignait encore les blessures qu'elle avait reçues à Sadowa par l'épée du nouvel empe-

reur d'Allemagne ; l'Angleterre seule était libre à ce moment, mais avec son sens éminemment pratique elle comprenait que le mieux était de reconnaître les prétentions de la Russie ; car celle-ci, en cas de refus, aurait probablement fait une déclaration de guerre. On aboutit en conséquence à la conférence de Londres de 1871. Mais l'Angleterre dès ce moment cherchait le moyen de se créer en Orient une nouvelle position, capable de contrebalancer la puissance russe : elle se fortifia quelque peu dans cette idée même après le traité de Berlin, qui confirmait la position de la Russie telle qu'elle avait été établie en 1871, en ajoutant des occupations territoriales dans l'Asie turque.

Voilà pourquoi en même temps que le traité de Berlin l'Angleterre signa une convention avec la Turquie pour l'occupation de l'île de Chypre : c'est l'objet de la convention du 4 juin 1878. La Turquie de son côté avait des obligations envers l'Angleterre qui seule avait toujours empêché la réalisation du programme de Pierre le Grand, qui peut se résumer dans un mot « la mer libre au nord et au sud et la suprématie dans l'orient entier ». C'est pour cela que la Turquie était, par devoir de reconnaissance, moralement obligée envers l'Angleterre.

A. — Examen de la convention.

a). — Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de Grande Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes

et Sa Majesté Impériale le Sultan étant mutuellement animés du désir sincère d'étendre et d'affirmer les relations d'amitié, heureusement existantes entre les deux empires, ont résolu de conclure une convention d'alliance défensive dans le but d'assurer pour l'avenir les territoires en Asie de Sa Majesté le Sultan.

b). — Le Sultan cède à l'Angleterre l'île de Chypre pour être administrée par l'Angleterre même. Ce n'est donc pas une véritable cession irrévocable et perpétuelle de souveraineté, mais seulement une délégation.

c). — L'occupation de l'Angleterre doit prendre fin le jour où la Russie rétrocédera à la Turquie le territoire qu'elle occupe en vertu du traité définitif de paix en Asie Mineure et qui était auparavant en possession du sultan.

d). — Le sultan promet à l'Angleterre d'introduire les réformes exigées par une bonne administration et pour la protection des sujets chrétiens, habitent sur les territoires turcs.

Les détails de l'occupation sont établis ainsi qu'il suit :

1). Un tribunal musulman religieux (Mehkemeishéri) continuera d'exister dans l'île, il connaîtra exclusivement des affaires religieuses.

2). Un résident musulman de l'île sera désigné par le département des fondations pieuses de la Turquie (Ekkraf) pour diriger, de concert avec un délégué,

nommé par les autorités britanniques, l'administration des fonds, propriétés et terres appartenant aux mosquées, cimetières, écoles musulmanes et autres établissements religieux, existant dans l'île de Chypre.

3). L'Angleterre payera annuellement à la Sublime Porte tout l'excédent actuel du revenu en sus des frais de l'administration de l'île, lequel excédent sera calculé et déterminé par le revenu moyen des cinq dernières années, fixé à 22.936 bourses et il sera dûment vérifié plus tard, défalcation faite du produit réalisé par la vente ou l'affermage des propriétés et biens immobiliers appartenant à l'Etat et à la couronne ottomane pendant cette période.

4). La Sublime Porte pourra librement vendre et affermer les terres, terrains et autres propriétés en Chypre appartenant à l'Etat et à la couronne ottomane (Arazii Mirigévé Emlaki Noumayoum) dont le produit de vente ou affermage ne fait pas partie des revenus de l'île mentionnés dans l'article 3.

5). Le gouvernement britannique pourra exercer par le moyen de ses autorités compétentes le droit d'expropriation pour l'acquisition à des prix convenables des terres incultes et des terrains nécessaires devant servir aux améliorations publiques, ainsi qu'à tout autre but d'utilité publique.

6). Dans le cas où la Russie restituerait à la Turquie Kars et les autres conquêtes faites par elle en Arménie pendant la dernière guerre, l'île de Chypre sera

évacuée par l'Angleterre et la convention en date du 4 juin 1878 cessera d'être en vigueur.

L'occupation de l'Angleterre constitue *une servitude internationale positive* : cela au point de vue juridique est hors de doute. En effet, nous avons établi qu'une occupation de territoire constitue une servitude dans le cas où elle n'est pas perpétuelle. Le terme qui doit mettre fin à l'occupation peut être déterminé ou indéterminé, ou mieux, déterminé explicitement ou déterminé implicitement. Une occupation complète et véritable, qui ne constitue pas une servitude, doit être perpétuelle : l'occupation perpétuelle porte comme conséquence la transmission intégrale de la souveraineté : or cette transmission intégrale n'a point lieu quand elle est subordonnée soit à la volonté d'un Etat tiers, soit à la réalisation de certaines conditions.

La souveraineté anglaise en Chypre est dans sa durée subordonnée à une condition résolutoire, qui est la restitution à la Turquie par la Russie de certains territoires.

Mais aussi dans son extension la souveraineté anglaise se trouve limitée par une reconnaissance effective et réelle de la souveraineté concurrente du Sultan.

Quelles sont les conséquences juridiques de cette occupation vis-à-vis des puissances tierces ?

La souveraineté sur l'île de Chypre étant conservée

au sultan, l'île de Chypre continue à faire partie de l'Empire Ottoman.

Donc, si dans les affaires intérieures le gouvernement anglais agit en qualité de gérant, administre l'île par ses fonctionnaires, lève les impôts, élève ou détruit les fortifications, exerce en un mot tous les droits régaliens, en droit international au contraire, l'île est toujours comme une province turque.

Il en est résulté plusieurs conséquences importantes dont l'application a fait surgir quelques difficultés entre les puissances européennes.

En premier lieu les habitants de l'île sont demeurés sujets turcs et ne peuvent à l'étranger invoquer la protection des consuls anglais.

En second lieu les traités conclus par la Turquie et dont l'effet s'étend à tout son territoire sont obligatoires pour l'île de Chypre et pour son gérant. C'est ainsi que les douanes de l'île sont régies par les traités douaniers de la Turquie.

En troisième lieu les capitulations qui ont été conclues avec la Turquie par les puissances Européennes sont maintenues en principe. Cependant les puissances contractantes ont consenti à suspendre leur application tant que l'Angleterre aura le gouvernement de l'île. Mais le fait même que les puissances ont dû consentir cette suspension et qu'elle leur a été demandée par l'Angleterre, indique bien le maintien de la suzeraineté du Sultan.

CHAPITRE V

Historique.

§ 1. — *La Bosnie et l'Herzégovine avant le traité de Berlin.*

(Les habitants de la Bosnie et de l'Herzégovine au vii^e siècle. — Les invasions des Goths. — Appui de l'empereur d'Orient. — Constitution des petites communautés indépendantes. — Selimir Ban de Bosnie. — Rapports avec les Hongrois. — Bataille de Kossovo. — Asservissement des Slaves. — Annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine à la Turquie, reconnue par le traité de Karlovitch).

Au pied des montagnes qui séparent la Prusse de la Bohême habitaient vers le vii^{me} siècle les Serbes et les Croates, qui forment aujourd'hui le noyau des habitants de la Bosnie et l'Herzégovine. A la même époque l'Illyrie, qui s'étendait de la Save à la Grèce et de l'Adriatique aux Balkans, était parcourue et ravagée par les Goths et les Slaves de l'ouest, par les Avars au Sud : les malheureuses populations fixées dans l'Illyrie trouvèrent un appui moral, sinon matériel, chez l'empereur d'Orient Héraclius, qui cherchait à se créer

des alliés pour résister lui-même aux invasions et s'efforçait de maintenir intact l'Empire d'Orient, qui donnait des signes non équivoques de décadence. Les populations qui cherchèrent l'appui de l'empereur, les tribus serbes et croates, eurent des concessions territoriales. La Dalmatie ; la Dardanie (Herzégovine actuelle), la Prévalitane (nord de l'Albanie), la Rascie (actuelle Bosnie), en un mot toute l'Illyrie occidentale, déjà conquise par l'empereur, formèrent l'objet de ces concessions.

Cette condition était très convenable pour les tribus slaves et en peu de temps elles formèrent des colonies florissantes. Elles avaient aussi une certaine indépendance, car l'empereur se contentait de la simple reconnaissance de sa suzeraineté.

Les Croates qui arrivèrent les premiers occupèrent le nord, les Serbes qui arrivèrent ensuite occupèrent le sud. La vallée de Narenta servait alors de limite approximative aux deux peuplades : le pays entier était divisé en petites communautés indépendantes les unes des autres. Elles se gouvernaient selon leurs propres lois. Dans les moments de danger, ces communautés s'unissaient sous le commandement ou l'hégémonie d'un chef, sorte de généralissime dont les pouvoirs étaient très étendus, mais qui prenaient fin après la guerre. Les chefs qui d'ordinaire étaient investis d'un pouvoir aussi étendu, étaient les chefs de la plus forte de ces communautés aristocratiques, les rois de la Dalmatie.

Les rois de la Croatie jouèrent aussi un rôle très important. Cela découlait de la position géographique de leurs territoires situés aux bords de la mer, c'était plus avantageux au point de vue des productions de la terre, mais par contre ces pays étaient plus exposés aux invasions du dehors.

Au x^e siècle, sous Selimir, le bande Bosnie (ce titre avait remplacé l'ancien joupan), les luttes pour l'indépendance commencèrent : elles durèrent longtemps et changèrent de but, au lieu de guerre pour l'indépendance il y eut des guerres de conquêtes et la Bosnie à son tour forma une principauté, tantôt presque complètement indépendante, tantôt, lorsque la fortune des armes était contraire, soumise aux communautés voisines.

L'Herzégovine, elle aussi changea plusieurs fois de maître : elle se trouva tantôt placée sous l'hégémonie des rois de Dalmatie, tantôt sous l'hégémonie des rois de Croatie. De 1091 à 1185 les Hongrois à plusieurs reprises s'emparèrent de la Croatie et de la partie située au nord de l'Herzégovine. En 1185, le roi serbe Stéphan Neman à la suite d'une guerre victorieuse s'en rendit maître et la partagea entre ses frères. L'un d'eux fut le célèbre Sabat, le saint légendaire dans les pays méridionaux slaves. Mais ces deux princes ne furent pas capables de se maintenir dans leur domination : il furent chassés de leurs petits royaumes. Enfin après un siècle de luttes, le ban de Bosnie en 1302 réussit à

conquérir tout le pays qui est à présent connu sous le nom d'Herzégovine.

Pendant ce temps, les Hongrois qui dominaient plus ou moins directement les contrées du littoral slave jusqu'à la Narenta avaient, à cause de leur puissance, une influence sur tous les petits princes voisins. En 1366, le roi de Hongrie Louis parvint à se faire élire à la fois prince de Bosnie, de Rascie et de Primorie. Louis avait réussi dans sa politique, qui consistait à élever une barrière contre les Turcs, qui menaçaient l'Occident. Les petits princes locaux obéissant seulement à leur ambition s'allièrent aux Turcs pour combattre les Hongrois.

Alors se produisit un des évènements les plus capitaux dans l'histoire des slaves, la bataille de Kossovo. Mourad I, alors calife des Ottomans était maître de la Thrace et de la Thessalie et avait transporté le siège de son Empire à Andrinople pour pouvoir mieux se défendre. Il faisait des incursions fréquentes dans la Macédoine et dans l'Albanie et se rendait pour tous très menaçant. Les Hongrois, les Slaves, les Valaques oublièrent leur aversion réciproque, les griefs qu'ils pouvaient avoir les uns contre les autres et formèrent une alliance contre l'ennemi commun. Lazar, prince de Serbie, réussit à réunir sous son étendard tous les Slaves de la rive méridionale du Danube et fut nommé chef de cette espèce de confédération défensive. En effet une chanson populaire (pesna) dit l'ap-

pel que Lazar adressa aux slaves avant d'entrer en lutte contre le Kalife. Mais l'armée des Turcs était très supérieure en nombre à celle des Slaves et la chanson dit que si les Slaves avaient été changés en sel ils n'auraient pu saler le repas des troupes turques et que la pluie tombant sur les Turcs ne pouvait nullement arriver jusqu'à terre. Néanmoins l'issue de la lutte fut longuement disputée. Lazar fut fait prisonnier, gracié ensuite, il fut assister à la mort de son vainqueur, qui fut assassiné par un serbe. D'après la tradition, la défaite de Kossovo, serait due à la trahison de Vouk Brankovitch, qui aurait passé à l'ennemi, pendant la bataille avec douze mille hommes. Mais ce n'est pas seulement la tradition, qui parle d'une trahison, les documents qu'on a publiés à ce sujet semblent bien confirmer ce récit populaire.

Les souvenirs douloureux de la bataille de Kossovo à laquelle succéda l'asservissement des slaves sous la domination turque restèrent profondément gravés dans le cœur des descendants des vaincus : la victoire du petit et vaillant Monténégro en 1858 et l'insurrection du septembre 1875 furent célébrés parmi les slaves comme une revanche de la sanglante défaite de Kossovo.

La Bosnie fut la première à se ressentir des effets désastreux de la défaite de Kossovo, car immédiatement après une armée de 20 mille turcs s'avança pour l'occuper : mais cette armée fut bientôt écrasée et

l'indépendance de la Bosnie fut assurée encore pour quelque temps par la valeur du Vlatko Hranitch voïvoda ou général en chef. Le roi Twartko donna, en récompense des services rendus à son chef, à titre de fief héréditaire tout le pays qui forme l'Herzégovine actuelle. Cette donation et l'ambition de Vlatko Hranitch furent la cause des luttes intestines des Bosniaques et de la perte définitive des deux pays. Sandal, fils de Vlatko Hranitch, chercha à se rendre de plus en plus indépendant des rois de Bosnie, en prenant parti tantôt pour l'un, tantôt pour l'autre des prétendants, qui se disputaient le trône. Il remporte des succès en 1410 luttant contre le roi Sigismound de Hongrie, secourut le prince serbe Stéphan, attaqué par les Turcs : mais malgré cela il prépara l'asservissement complet des deux provinces à la domination turque, son fils continua sa politique d'intrigues, s'appuyant tantôt sur les Turcs, tantôt sur les Madjars selon les cas ; en 1440 l'empereur d'Allemagne reconnut son indépendance. Il fit aussi une invasion en Bosnie et pour réaliser ses projets d'ambition, il favorisa les prédications hérétiques, qui pouvaient porter des dissentiments parmi les chrétiens. Il voulait en tirer profit.

Désormais les Turcs menaçaient l'Europe entière : en vain les chrétiens cherchèrent-ils à s'opposer à l'invasion : la désastreuse bataille de Mohacz (en 1526) marqua la défaite complète des Hongrois et des Tchèques. En 1699, après une nouvelle série de luttes con-

tre les Turcs, amenés par les Madjars pour la reprise de la Bosnie et par les Vénitiens pour la possession de l'Herzégovine, le traité de Karlowitz reconnut l'annexion définitive et irrévocable de ces deux provinces à l'Empire turc.

Désormais livrées par le fait de la conquête à un régime agraire désolant et ruineux, oubliées, abandonnées et isolées de la chrétienté, ces deux provinces vivaient en dehors de l'histoire et de la civilisation. De temps en temps seulement il y avait des insurrections, qui étaient bientôt étouffées dans le sang. Ils voulaient faire voir au monde qu'il y avait là un peuple, qui agonisait. Mais tout retombait bientôt dans le silence jusqu'au moment où une nouvelle génération faisait de nouveaux efforts, mais hélas sans plus de succès.

§ 2. — *Evénements antérieurs à l'occupation.*

(Insurrection de 1871. — Répression par Sélim pacha. — Le voïvod Bratitch. — L'Autriche aide les Turcs. — Impossibilité de dompter la révolution. — Négociations diplomatiques. — Opposition de la Turquie. — La note de Gortchakoff. — Memorandum des puissances. Memorandum des insurgés. — Memorandum de la Russie. — La Serbie et le Monténégro. — Conférence de Constantinople. — Refus de la Turquie. — Déclaration de Salisbury. — Protocole de Londres. — Réponse de la Turquie. — La Russie déclare la guerre. — Traité de San-Stephano).

Les Herzégoviniens étaient en 1875 épuisés par les insurrections continuelles contre le gouvernement du Sultan.

En 1871 éclata une insurrection, ce fut la plus mémorable. Le 10 juillet de la même année Selim-Pacha, commandant des forces turques en Herzégovine, reçut l'ordre par le gouverneur général des deux provinces qui avait son quartier général à Saraïevo en Bosnie d'étouffer dans le sang tous les efforts de la malheureuse population révoltée. Mais la répression ne fut pas aussi facile que le gouvernement turc l'espérait. Les Turcs subirent plusieurs échecs malgré la rigueur, voire même la cruauté qu'ils employaient. L'état de siège, les exécutions capitales sans procès ne suffisaient pas. Les proclamations menaçant les populations de tous les fléaux les plus effroyables restaient sans effet. Il y a des moments dans lesquels il semble qu'une force mystérieuse et puissante agite les peuples, qui luttent pour leur existence, pour leurs croyances, et pour leur idéal : force mystérieuse qui a quelque chose de divin et de surnaturel contre laquelle viennent se briser la force et la violence des oppresseurs.

A la tête du mouvement était un ancien patriote, qui déjà avait lutté sur les champs de bataille contre les ottomans : c'était l'ancien voïvod Lubi Bratitch. Sous la direction puissante de cet homme, un comité insurrectionnel se forme et il invoqua l'aide des frères Slaves, et spécialement de la Serbie et du Monténégro. L'appel ne resta pas longtemps sans être entendu. Cependant les troupes turques étaient continuellement battues. Trébiné assiégée par les insurgés était prête à

capituler, lorsque l'Autriche vint en aide aux Turcs. Elle leur permit de débarquer des troupes du côté de l'Adriatique dans le port de Klek. Grâce à cette concession, l'armée ottomane pouvait plus avantageusement combattre l'insurrection.

Mais rien ne pouvait l'arrêter : la Bosnie septentrionale jusqu'alors très pacifique s'insurgea aussi. L'armée ottomane tira immédiatement profit de la gracieuse intervention de l'Autriche et rapidement apparut devant Trébiné pour le débloquer : une défense plus acharnée fut décidée par les insurgés.

Jusqu'alors, l'Europe avait assisté impassible aux évènements qui s'étaient déroulés. Elle croyait que le résultat final de cette révolution serait semblable à celui des révolutions antérieures. Mais devant les faits elle fut obligée de se convaincre du contraire. On commença à s'en occuper très sérieusement et l'idée d'une intervention européenne fut discutée.

L'Autriche était la puissance la plus directement intéressée dans les évènements de la Bosnie et l'Herzégovine ; c'est pourquoi le comte Andrassy, chancelier de l'Empire, prit l'initiative des négociations, mais l'Autriche ne pouvait pas agir seule : l'entente avec les puissances signataires du Traité de Paris de 1856 était nécessaire. Les discussions diplomatiques eurent lieu à Vienne et le résultat fut le suivant : on invita la Turquie à envoyer en Bosnie et en Herzégovine un corps de troupes suffisant pour réprimer l'insurrection, imposer

la neutralité de la Serbie et au Monténégro et assurer aux populations insurgées que leur condition serait améliorée par l'établissement des institutions qu'elles désiraient. On institua aussi une commission composée des consuls des puissances européennes et des délégués du sultan pour étudier les moyens les plus opportuns pour atteindre le but proposé.

Cela n'était pas une solution. Les populations de la Bosnie et l'Herzégovine ne pouvaient pas se contenter des quelques réformes. Pour elles les promesses de la Turquie n'auraient pas été tenues. L'expérience du passé démontrait que la Bosnie et l'Herzégovine ne se trompaient pas. D'ailleurs la Turquie seule était impuissante à rétablir l'ordre ; avec des forces de supériorité numérique écrasante, elle avait été continuellement battue. En outre, la volonté d'imposer la neutralité au Monténégro et à la Serbie était irréalisable. Ces deux petits Etats voulaient entrer en lutte non seulement pour aider les frères slaves insurgés, mais aussi dans leur intérêt propre. La Serbie d'abord voulait briser les liens qui la rattachaient à la Turquie. Le traité de Paris de 1856 avait fait de la Serbie un Etat Vassal de la Porte. Cette solution opportune en 1856 ne pouvait plus satisfaire l'esprit public en 1877. Les événements avaient marché. Le Monténégro aussi, quoique indépendant en fait, voulait que toutes les prétentions de la Turquie fussent abandonnées. La Serbie et le Monténégro donc étaient intéressés directement à ce que les dispositions

prises à Vienne par l'Europe n'aboutissent pas, toutes les deux espéraient dans les événements futurs, toutes les deux voulaient l'indépendance complète et des modifications territoriales et elles voulaient que leurs frontières correspondissent à des positions stratégiques utiles à la défense éventuelle de leurs pays.

L'Europe se trouvait dans l'embarras; d'un côté les insurgés refusaient toutes les mesures qui n'étaient pas garanties par les puissances. La Serbie et le Monténégro s'agitaient, la Turquie ne voulait absolument pas subir une intervention européenne. C'était la question d'Orient réouverte. Si la diplomatie avait été plus prévoyante, elle aurait pu prendre une disposition fort équitable, qui aurait empêché les événements qui suivirent, elle aurait mis la Bosnie et l'Herzégovine dans la même condition que la Serbie et la Roumanie en 1856. Mais l'Europe ne pouvait pas s'arrêter à cette solution, car deux des puissances les plus intéressées, l'Autriche et la Russie avaient chacune des vues particulières et contradictoires. L'Autriche qui avait vu à partir de 1848 ses possessions diminuées, qui avait perdu la Lombardie et la Venisie, qui à Sadowa avait été obligée de reconnaître qu'une nouvelle puissance allemande s'était formée, désirait s'annexer la Bosnie et l'Herzégovine, la Russie de son côté ne pouvait pas renoncer à son rôle traditionnel en Orient de protectrice des populations chrétiennes soumises à l'Empire ottoman. Le prince Gortchakoff envoya aux

grandes puissances une note, par laquelle il affirma très clairement les intentions de la Russie : « Les sacrifices faits par le peuple russe en faveur des chrétiens de la Turquie sont si grands, qu'ils donnent à la Russie le droit de proclamer son intérêt à la face de l'Europe entière. Pénétrée de son ancienne sympathie à l'égard de la population chrétienne de la presqu'île des Balkans et du danger qui menace la tranquillité de l'Europe entière le cabinet impérial n'a pu, actuellement, tout comme auparavant, dans des circonstances analogues rester spectateur indifférent et inactif des événements dont l'Herzégovine est le théâtre, et qui menacent d'entraîner la Serbie et le Monténégro dans une lutte inégale et d'allumer une guerre dont il est difficile de prévoir les limites ».

Le sultan sur ses entrefaites chercha à gagner du temps et promulga divers iradés promettant des réformes. Mais la Russie voulait tirer parti des événements : elle désirait la guerre contre la Turquie. En 1871, la Russie avait demandé d'être libérée des obligations à elle imposées relativement à la neutralité de la Mer Noire ; bien plus elle s'était déclarée dégagée de sa propre volonté et la conférence de Londres ne fit que reconnaître ses volontés. Ce fait constituait le premier acte préparatoire de la guerre. Afin de rendre la guerre inévitable, le prince Gortchawoff adressa une nouvelle note à l'Europe dans laquelle, examinant les concessions faites par le sultan, il disait que les

exemples d'un passé récent indiquaient clairement que toutes les promesses du sultan en faveur des chrétiens étaient restées lettre morte.

Si la Russie voulait la guerre, l'Autriche, tout en ayant des intentions bien arrêtées, ne trouvait pas le moment convenable pour les mettre en exécution. Aussi cherchait-elle à maintenir le *statu quo*.

Les démarches diplomatiques très compliquées aboutirent au memorandum du 30 décembre 1875 adressé à la Turquie, qui contenait les dispositions suivantes :

- 1) Liberté et égalité garanties à toutes les religions.
- 2) Réforme du système tributaire et agraire.
- 3) Emploi des impôts perçus en Bosnie et en Herzégovine aux besoins exclusifs des populations locales.
- 4) Institution d'une commission mixte de chrétiens et d'ottomans pour veiller à l'exécution de ces réformes.

La Turquie accepta pour la forme la « Note Andrassy » en déclarant que cette acceptation ne devait nullement impliquer une médiation européenne, ni une intervention dans les affaires intérieures de la Turquie. Du reste le memorandum, s'il avait été accepté par la Turquie ne traitait pas la question la plus importante, celle de la garantie de l'exécution des réformes. La Turquie restait libre de les exécuter ou de pas le faire, il est bien facile de dire à quelle solution elle aurait donné la préférence. Les insurgés de leur côté présen-

tèrent un memorandum, qui contenait les réformes suivantes :

1) Contrôle de l'exécution de toutes les réformes futures confiées aux délégués de la Bosnie et de l'Autriche.

2) Cession aux chrétiens des terres, que les musulmans possédaient illégalement et qui en réalité appartenaient aux chrétiens.

3) Introduction des réformes administratives, réformes du régime tributaire et agraire, liberté religieuse, etc.

4) Conservation des armes jusqu'à l'accomplissement des réformes.

La Turquie, comme on peut bien le penser, ne voulait pas accepter les conditions posées par les insurgés : et pour rendre toute combinaison impossible, l'armée ottomane en Bosnie et en Herzégovine commettait toutes sortes de crimes. Donc, ni avec la note d'Andrassy, ni avec le memorandum des insurgés, on ne pouvait espérer de trouver un terrain d'entente.

Vint alors un troisième memorandum, le memorandum de Berlin, qui, à côté des réformes et à côté de l'action diplomatique, contenait des mesures coercitives à prendre contre la Turquie et qui proposait comme mesure préjudicielle un armistice. L'Angleterre refusa son adhésion à ce memorandum : elle croyait qu'une intervention en Turquie n'était pas convenable et que d'autre part la conclusion d'armistice portant une

reconnaissance des insurgés était attentatoire à la dignité du Sultan.

A côté de la question de la Bosnie et l'Herzégovine, une autre question se présentait dans ses conséquences et dans son importance intrinsèque plus grave que la première : c'était la question bulgare. La Serbie et le Monténégro coupèrent court à toutes les hésitations, diplomatiques, ils déclarèrent la guerre à la Turquie. Nous avons déjà cité le double motif qui poussait la Serbie et le Monténégro à faire cause commune avec la Bosnie et l'Herzégovine. Mais si les gouvernements Serbe et Monténégrin avaient voulu rester étrangers à la lutte, ils ne l'auraient pas pu, car c'était un mouvement national, qui poussait les populations à prendre les armes en faveur de leurs frères insurgés. Entre les Bosniaques et les Herzégoviens d'un côté et les Serbes et les Monténégrins de l'autre, il y avait identité de race, de tradition, d'histoire et aussi d'espérance. Les souvenirs anciens de l'époque où les trois pays formaient une entité politique unique étaient encore vivants.

Les frontières tracées entre eux n'avaient pas effacé l'unité ethnographique. Le fait de la déclaration de la guerre de la part de la Serbie et du Monténégro n'étonna donc personne en Europe : les puissances avaient cherché à l'empêcher et cela dans la crainte d'être plongées dans l'inconnu. Mais elles n'avaient pas confiance dans les mesures qui avaient été prises. Quel-

ques-unes des puissances avaient traîné en longueur les négociations diplomatiques pour essayer de prévoir la conduite future de la Serbie et du Monténégro. Or celle-ci pour les personnes éclairées ne pouvait pas être douteuse. Les documents diplomatiques et surtout les correspondances des ambassadeurs indiqueraient clairement qu'elle devait être la conduite de la Serbie et du Monténégro. Les puissances cherchèrent un dernier moyen pour arrêter les événements qui fatalement allaient se dérouler : une notification collective fut aussitôt adressée à la Serbie. Elle était conçue dans ces termes : « Les puissances garantes du traité de Paris se verraient dans l'impossibilité de préserver la Serbie d'une occupation turque si le gouvernement serbe se livrait à des actes agressifs contre la Porte ».

L'effet de cette notification fut nul. La Serbie pouvait aussi invoquer son intérêt direct à déclarer la guerre au Sultan, car l'état des choses créé par l'insurrection de la Bosnie et de l'Herzégovine était de nature à troubler profondément l'équilibre auquel la Serbie était intéressée et cela encore plus que les puissances signataires du traité de Paris. Toutefois avant d'entrer en guerre, le prince de Serbie, Milan s'adressant au Sultan lui demanda de faire occuper par l'armée Serbe la Bosnie et l'Herzégovine.

Le Sultan refusa, comme c'était à prévoir. La Serbie et le Monténégro abandonnés à leurs seules for-

ces ne pouvaient pas espérer vaincre leur adversaire. Abstraction faite du sentiment de sympathie qui les poussait à aider leurs frères insurgés, ces pays étaient sûrs d'être aidés par l'Europe. Ils savaient très bien que l'Europe avait un intérêt absolu à conserver leur autonomie et à empêcher leur démembrement et cela malgré les stipulations et la garantie du traité de Paris.

La guerre fut donc déclarée, mais elle fut bientôt interrompue et un armistice fut conclu, c'était un prélude de la paix définitive que l'Europe voulait conclure sur les bases du « *statu quo ante bellum* ». La proposition de l'armistice vint de l'Angleterre. La Turquie accepta la proposition en disant qu'elle voulait bien consentir à un armistice de six mois. La Russie demanda l'acceptation intégrale des propositions anglaises sous menace de rompre en cas de refus toutes relations diplomatiques avec la Turquie, celle-ci alors accepta les propositions anglaises. L'armistice permit la convocation de la conférence de Constantinople.

La conférence tint plusieurs séances préliminaires du 11 décembre au 22 décembre 1876. Ces séances qui devaient servir à établir l'entente entre les puissances eurent lieu en l'absence du représentant de la Porte.

La conférence définitive qui fut présidée selon l'usage diplomatique par le ministre des affaires étrangères du pays dans lequel elle était convoquée et qui était le ministre des affaires étrangères turc, eût à discuter les propositions préliminairement arrêtées.

Ces dispositions se réfèrent à la condition de la Bulgarie, de la Bosnie et de l'Herzégovine et aux conditions de la paix avec la Serbie et le Monténégro.

La conférence établit que la Bosnie et l'Herzégovine seront réunies en un seul vilayet, divisés en plusieurs cantons.

Le canton sera administré par un maire, élu pour une période de 4 ans par le conseil cantonal et sera choisi parmi les membres du conseil. Les maires seront musulmans ou chrétiens (orthodoxes ou catholiques) selon la majorité de la population. Le conseil cantonal se composera des représentants de chaque commune, faisant partie du canton, élus pour 4 ans sans distinction de religion. Comme il était impossible, par suite de l'immigration considérable des chrétiens, de procéder immédiatement aux élections, les autorités cantonales seront nommées par le gouvernement général.

Les attributions du conseil cantonal seront les suivantes : initiative sans aucun contrôle de l'autorité supérieure dans toutes les questions, relatives aux intérêts du canton, telles que les voies de communication, la répartition et la perception de certains impôts.

Plusieurs cantons réunis formeront un arrondissement ou département, qui aura à sa tête un fonctionnaire spécial, chrétien ou musulman selon la majorité des habitants. Il sera nommé par le gouvernement turc et devra veiller à la marche des affaires dans les conseils cantonaux.

Tous les arrondissements de la Bosnie et l'Herzégovine formeront une province à la tête de laquelle sera placé un « vali » ou gouverneur général, nommé par la Sublime Porte avec l'assentiment des puissances garanties. Il représentera l'autorité suprême et veillera à l'exécution des lois générales de l'Empire, ainsi qu'à l'application des règlements provinciaux.

Le vali sera assisté d'une assemblée provinciale, dont les membres seront élus pour 4 ans dans la proportion suivante : les deux cinquièmes mulsulmans, deux autres cinquièmes chrétiens orthodoxes et un cinquième formé de chrétiens catholiques. L'élection sera faite par les conseils cantonnaux et chaque arrondissement nommera deux députés. L'assemblée provinciale nommera pour 4 ans une commission administrative qui servira de conseil du vali dont feront partie de droit les chefs des communautés religieuses, reconnus à raison d'un par la religion. L'assemblée se réunira annuellement pour examiner et contrôler le budget et établir la répartition des impôts.

Le système de perception et de répartition des impôts sera modifié en vue de favoriser le développement des ressources du pays : on apportera surtout des limitations sérieuses à la faculté de s'exonérer du service militaire moyennant une taxe. Le paiement de l'arriéré des impôts ne sera pas exigé. Le fermage des taxes est aboli et chaque impôt sera réparti entre les communes par l'autorité centrale. Au dessus des impôts cantonaux on

aura les impôts provinciaux dont une partie devra être remise à la Porte.

En ce qui concerne l'administration de la justice, les maires de chaque commune rempliront les fonctions de juges de paix. Dans chaque arrondissement il y aura un tribunal de première instance pour les affaires civiles et criminelles et les juges seront nommés par le vali. Au chef-lieu de la province il y aura une cour d'appel dont les membres seront nommés par la Porte : le code ottoman sera appliqué.

La liberté des cultes sera complète : l'entretien des églises et des établissements d'instruction publique sera à la charge de chaque communauté. Toute personne pourra changer librement de religion. Toutefois les mineurs devront passer une période de huit jours chez le chef spirituel de la confession.

La langue du pays sera employée concurremment avec la langue turque.

L'armée régulière turque sera cantonnée dans les forteresses et servira à la défense extérieure du pays. Pour le maintien de l'ordre il y aura une milice local.

Une commission internationale aura pour mandat pendant un an de veiller à l'exécution du règlement convenu, lequel devra être mis en vigueur dans les trois mois et elle prendra part aux enquêtes que le gouvernement ottoman fera dans le but de punir les auteurs des massacres. La commission internationale examinera aussi toutes les plaintes des chrétiens et les

jugera. La commission, enfin, s'efforcera d'améliorer le sort des cultivateurs et des fermiers chrétiens, soit en leur facilitant l'acquisition des terres appartenant aux grands propriétaires, soit en obtenant du gouvernement la vente des terres domaniales avec un délai pour le payement.

Le gouvernement turc refusa ces propositions fort équitables qui touchaient à l'organisation administrative de la Bulgarie, de la Bosnie et de l'Herzégovine. La première conséquence du refus fut la clôture de la conférence ; la deuxième fut de placer la Turquie au regard de l'Europe dans un état d'isolement.

Le plénipotentiaire anglais, lors Salisbury, s'exprimait de la façon suivante : « Si cette conférence n'aboutit pas parce que le sultan et ceux qui l'entourent, ne veulent pas écouter les conseils de six puissances garantes, la position de la Turquie vis-à-vis de l'Europe subira un changement complet et ce sera fort périlleux.

On proclamera dans tous les pays d'Europe, que la Porte, après avoir joui pendant vingt ans de la sécurité qui lui était assurée par l'accord des puissances chrétiennes, refuse de prêter l'oreille aux réclamations que font justement les sujets chrétiens de Sa Majesté Impériale..... Il est donc de mon devoir de dégager le gouvernement de la Reine de toute responsabilité pour ce qui pourra arriver et je suis par conséquent chargé de déclarer formellement que la Grande-Bretagne est résolue à ne pas sanctionner la mauvaise administration

de la Turquie et l'oppression qu'elle fait subir... » Ces paroles du représentant anglais avaient une portée très grande et plus sérieuse qu'on ne pourrait le croire à première vue.

La garantie de l'intégrité territoriale de l'Empire ottoman était soumise de ce fait à une condition résolutoire. En effet la déclaration de lord Salisbury peut s'expliquer de cette façon : les puissances chrétiennes signataires du traité de Paris de 1856 ont garanti l'indépendance et l'intégrité de l'Empire ottoman à la condition implicite que le sultan respecte les droits des populations chrétiennes qui font partie de l'Empire.

La Turquie n'a pas rempli cette condition : les puissances demandent des sûretés et des garanties pour son accomplissement dans l'avenir ; si la Turquie ne veut pas les donner, les puissances chrétiennes garanties de l'Empire se trouvent dégagées de leurs obligations.

Les puissances donc pouvaient se déclarer dégagées de toute responsabilité, car la réalisation de la condition résolutoire avait détruit l'obligation de garantie. Mais les puissances devaient penser aux populations insurgées et ne pouvaient les abandonner à la vengeance du Sultan. C'est pour cela que l'intervention qui jusqu'alors avait été diplomatique se changea en une intervention armée. Les préliminaires de cette intervention armée se trouvent dans une circulaire du gouvernement russe du 31 janvier 1877. Dans ce document on trouve le

passage suivant très significatif : « Le gouvernement russe a, dès l'origine, considéré la crise d'Orient comme une question européenne qui ne devait et ne pouvait être résolue que par l'accord unanime des grandes puissances ». Après avoir rappelé tous les précédents, la circulaire poursuivait : « Avant de fixer la marche qu'il lui convient de suivre, Sa Majesté l'Empereur tient à connaître celle à laquelle s'arrêteront les cabinets avec lesquels nous nous sommes efforcés, jusqu'à présent, de nous accorder. Nous désirons, autant qu'il sera possible, continuer notre œuvre commune. Le but que les grandes puissances ont en vue a été clairement défini par les actes de la conférence. Le refus du gouvernement turc atteint l'Europe dans sa dignité et dans son repos. Il nous importe de savoir ce que les cabinets avec qui nous nous sommes concertés jusqu'ici jugent à propos de faire pour répondre à ce refus et assurer l'exécution de leurs volontés ».

De longues négociations diplomatiques eurent lieu, un protocole fut conclu à Londres, le 31 mars 1877 ; il stipulait que les puissances se proposaient de veiller avec soin, par l'intermédiaire de leurs représentants à Constantinople et de leurs agents locaux, à la façon dont les promesses du gouvernement ottoman seraient exécutées.

Si leur espoir se trouvait encore une fois déçu et si la condition des sujets chrétiens du sultan ne se trouvait pas améliorée de façon à prévenir le retour des

complications qui troublent périodiquement le repos de l'Orient, elles devraient aviser en commun aux moyens les plus propres à prévenir de nouvelles complications et protéger les chrétiens. La Porte ottomane répondit par une circulaire en date du 9 avril. La Turquie, dit la circulaire, affirme hautement son indépendance et sa souveraineté et ne veut pas être soumise à une surveillance collective des puissances. La réserve faite par les puissances d'aviser en commun aux mesures à prendre constitue, selon elle, un procédé d'intimidation et une atteinte à la dignité et aux droits du sultan. Force lui était, ajoutait la circulaire, de protester contre les intentions exprimées dans le protocole du 30 mars et de le considérer, en ce qui concerne la Turquie, comme dépourvu de toute équité et de tout caractère obligatoire.

Il semble même que, pour mêler un peu d'ironie aux choses sérieuses, le gouvernement turc ait ajouté textuellement : « Forte de la justice de la cause et confiante en Dieu elle déclare ignorer tout ce qui a pu être décidé sans elle et contre elle ».

Il ne restait donc que le dernier moyen : la guerre. Ce fut la Russie qui la déclara.

La guerre fut désastreuse pour la Turquie. Les préliminaires d'Andrinople établirent que la Bosnie et l'Herzégovine devaient être dotées d'une administration autonome avec des garanties suffisantes et que des réformes analogues seraient introduites dans les au-

tres provinces chrétiennes de la Turquie. Le traité de San-Stéphano, conclu un mois plus tard, disposait pour la Bosnie et l'Herzégovine :

Art. 14 — Seront immédiatement introduites en Bosnie et en Herzégovine les propositions européennes communiquées aux plénipotentiaires ottomans dans la première séance de la Conférence de Constantinople, avec les modifications qui seront arrêtées d'un commun accord entre la Sublime Porte, le gouvernement de la Russie et celui de l'Autriche-Hongrie. Le paiement des arriérés ne sera pas exigé et les revenus courants de ces provinces jusqu'au 1^{er} mars 1880 seront exclusivement employés à indemniser les familles des réfugiés et les habitants victimes des derniers événements, sans distinction de race ni de religion ainsi qu'aux besoins locaux du pays. La somme qui devra revenir annuellement après ce terme au gouvernement central sera fixée ultérieurement par une entente spéciale.

Ce fut le traité de Berlin, qui régla comme nous l'avons déjà vu dans son article 25, la condition de la Bosnie et l'Herzégovine.

§ 3. — *Chypre avant la convention anglo-turque*
du 9 Juin 1878.

Chypre dans l'antiquité. — La domination romaine. — Les croisades. — La maison de Lusignan. — La domination turque. — La révolution de 1825. — Cession à l'Angleterre. — Avenir de l'île et son rôle futur.

Chypre est une des grandes îles de la Méditerranée et peut figurer par son étendue à côté de la Sicile et de la Sardaigne. Elle a toujours eu une civilisation propre et a toujours été un facteur de la civilisation européenne en Orient. Pour se rendre mieux compte du rôle très important, joué par l'île de Chypre dans le passé, et du rôle qu'elle peut avoir dans l'avenir, il suffit d'examiner sa situation géographique. Elle est située entre la Syrie et la Sicile. Les magistrats que Rome envoyait en Sicile étendaient leur pouvoir aussi sur Chypre : Marius Tullius Cicéron, futur préteur de Sicile et en même temps les Chypriotes se trouvaient dans le ressort de sa magistrature. Cicéron qui était un honnête homme et avait des idées claires et fermes, qui était intelligent et dévoué à la liberté, réussit, en réparant la mauvaise administration de son prédécesseur, à assurer à l'île de Chypre des conditions d'existence plus favorables.

Les historiens et les archéologues pensent que le premier noyau de la population de Chypre est arrivé de la Lycie et que de là vinrent aussi les premiers rudiments de la civilisation. De la Syrie vinrent ensuite d'autres habitants, puis apparurent les Phéniciens, les Egyptiens, les Assyriens, les Perses. Les Phéniciens réussirent à former l'élément principal et prépondérant. Les temples très célèbres de l'île remontent aux premiers Phéniciens et ils nous jettent une singulière lumière sur les conditions et sur les croyances religieuses de l'île. Ces temples étaient consacrés à la déesse Astarté, Aphrodite pour les Grecs. Elle n'est autre que l'incarnation de la sensuelle et sanglante croyance chanaanéenne. La réputation des temples survécut au paganisme : plusieurs siècles après Jésus-Christ ils étaient encore célèbres. On trouve dans ces phénomènes une preuve éclatante de la jeunesse éternelle de l'esprit grec.

Deux éléments contraires se trouvaient en présence dans l'île de Chypre : les Phéniciens, élément sémite, les Grecs, élément arien. Des luttes auxquelles ces deux éléments se livrèrent en Chypre, naquit en quelque sorte la civilisation de l'île.

Conquise par Simon, Chypre devint une partie de la Grèce, mais au moment où Alexandre de Macédoine se présenta, elle se prononça pour lui. Après le partage de l'Empire du souverain macédonien, elle passa sous la domination des Ptolomées pour suivre à la fin la des-

tinée commune de la plus grande partie du monde ancien, elle passa alors sous la domination de Rome. Elle subit la terrible domination des proconsuls et l'administration paternelle du Sénat.

Jusqu'à l'invasion des Sarrazins, Chypre n'eut pas d'histoire propre. Mais les efforts des Sarrazins furent inutiles, et ils ne réussirent pas à s'y installer. Les empereurs d'Orient continuèrent à être les souverains jusqu'aux croisades. Richard Cœur de Lion expulsa de l'île Isaac Commène et la donna à un riche chevalier qui cherchait fortune, à Guy de Lusignan, originaire de Poitou, moyennant le prix de 40 mille besants d'or avancés par les Templiers.

La maison de Lusignan conserva Chypre jusqu'en 1489. L'île se trouvait être dans des conditions favorables, le commerce et les relations maritimes spécialement avec les républiques italiennes étaient très développées. Les navires marchands de Gênes et de Venise faisaient parvenir sur le continent les produits de l'île et y laissaient en échange de l'argent. Les croisades avaient créé un mouvement considérable en Syrie, en Palestine, en Egypte : Chypre était l'un des foyers de ce commerce : l'île entière favorisée par le climat était mise en culture, les vignobles, les blés, les oliviers acquirent une réputation justifiée dans toute l'Europe. Elle avait alors approximativement une population d'un demi-million d'habitants, il n'y en a plus que 200 mille aujourd'hui. Les châteaux, les forteresses

ses, les églises, les maisons, toutes les ruines, qui subsistent, portent encore l'empreinte du caractère féodal français. En 1489, l'île de Chypre était cédée à Venise et son sort aurait sans doute continué à être prospère et favorable, si un des plus grands faits de l'histoire ne se fut pas alors produit. Cet évènement était la découverte de l'Amérique. La direction du commerce venait d'être changée : les navigateurs hardis, qui avaient créé la richesse de Chypre et de tous les comptoirs commerciaux de l'Orient et de l'Asie Mineure, firent voile vers le cap de Bonne-Espérance et les Indes. La Syrie et l'Égypte tâchèrent d'être le centre des communications avec l'Orient ; la civilisation se transportait vers l'Ouest, c'était la civilisation anglo-saxonne qui se préparait. En même temps déclinait l'étoile de Venise ; sa puissance se brisait contre celle des Ottomans et Chypre commença à devenir tributaire des Turcs. Elle passa définitivement en 1570, sous la domination des Khalifes.

Dès lors commence pour l'île de Chypre la période de complète décadence : elle subit le sort réservé à tous les pays conquis par les turcs. Sa population diminua, sa richesse et sa prospérité s'évanouirent, elle fut soumise au gouvernement du pacha et écrasée d'impôts : 625 mille francs devaient être payés chaque année à Constantinople, le reste devait servir au pacha gouverneur et à son innombrable suite de fonctionnaires et de soldats.

Une révolution fut tentée en 1825, mais les chefs

furent punis de mort : et la Turquie, pour être tranquille dans l'avenir, la fit occuper par un corps d'armée et elle l'annexa au vilayet de l'Archipel.

Les évènements qui engendrèrent la guerre de Crimée devaient, par un enchaînement logique des causes et des effets, donner comme conséquence finale l'occupation de l'île par les Anglais.

Après les tentatives plusieurs fois faites par la Russie d'être maîtresse de l'Orient, après le traité de Paris de 1856, humiliant pour la Russie, après la conférence de Londres de 1871 qui détruisait l'œuvre du traité de Paris, la question d'Orient fut décidée à Berlin.

Le traité de Berlin confirmait les dispositions de la convention de Londres de 1871 et quoiqu'il eut révisé les clauses du traité de San-Stéphano, qui donnait à la Russie la domination de l'Orient, il fut cependant favorable à la Russie et fortifia sa position en Orient. L'Angleterre avait aussi besoin de rendre sa position meilleure et pour cela elle s'entendit avec le sultan pour l'occupation de Chypre au prix d'une alliance défensive conclue simultanément.

Pour l'île de Chypre l'occupation anglaise marque l'un des moments les plus favorables de son histoire : après les siècles d'oppression et de mauvaise administration qui tarissaient les richesses de l'île dans leur source même, une période nouvelle de bien-être commença ; et elle essaya de retrouver son ancienne pros-

périté. L'Angleterre avait, en effet, tout intérêt à développer le commerce et à favoriser l'amélioration de l'île. Mais un autre élément se présente pour favoriser l'avenir de Chypre. Le percement du canal de Suez changea la voie et la direction du commerce avec l'Extrême-Orient et les Indes, la route traditionnelle de l'Extrême-Orient fut reprise et dans des conditions bien préférables.

Les bateaux à vapeur et les voiliers, venant de la Mer Noire, fréquentent toutes les côtes des îles de l'Archipel et du continent baigné par l'Egée, durent s'arrêter à Chypre. Chypre deviendra un des comptoirs commerciaux les plus importants d'Europe. C'est une citadelle avancée de l'influence politique et commerciale de l'Angleterre.

Naturellement les résultats de l'occupation anglaise ne pouvaient pas se produire tout d'un coup : l'administration anglaise est bien vue de la population, qui, si elle n'était pas très nombreuse, était composée pour les trois-quarts de chrétiens actifs, intelligents et plus entreprenants que les musulmans.

Chypre a une superficie de 900 mille hectares dont une partie seulement est cultivée, mais elle peut l'être facilement en entier. Au milieu de l'île il y a une plaine de 100 kilomètres de long, de 28 kilomètres de large. Cette plaine est entourée de montagnes élevées qui s'abaissent insensiblement vers la mer, elle est arrosée par de nombreux cours d'eau. Cette plaine peut

être appelée « le grenier de l'île ». Une amélioration et un changement de culture produiront aussi un changement de climat et empêcheront le climat d'être nuisible aux productions agricoles. Les montagnes seront recouvertes de forêts : les cours d'eau seront canalisés : les méthodes modernes de culture y seront introduites.

En 1878 on a évalué à peu près à trois dixièmes la superficie cultivée de l'île. Les principaux produits sont le blé, l'orge, le coton, l'olivier, la vigne, la soie. En 1878, on n'avait point de commerce d'exportation, mais depuis lors ce commerce a pris un essor considérable : les revenus publics s'élevèrent. Jusqu'à présent l'île ne s'est pas suffie à elle-même surtout pour couvrir les dépenses faites pour les travaux publics dont elle avait un besoin urgent, mais l'augmentation des revenus est certaine.

On peut donc dire que l'avenir de l'île est assuré.

CHAPITRE VI

Occupation et administration de la Bosnie et l'Herzégovine et de l'île de Chypre par l'Autriche-Hongrie et par l'Angleterre.

§ 1. — *Occupation et administration de la Bosnie et l'Herzégovine.*

La proclamation de l'Empereur d'Autriche. — Occupation militaire. — Administration confiée au ministère commun. — Division administrative. — Système fiscal et régime agraire. — Suppression des capitulations. — Lois militaires. — Lois civiles et pénales. — Les puissances et l'administration autrichienne. — Déclarations officielles. — Les intentions de l'Autriche. — Avenir de la Bosnie et de l'Herzégovine.

L'acte de Berlin fut signé le 13 juillet 1878. A la fin du mois l'armée austro-hongroise se trouvait prête à occuper militairement la Bosnie et l'Herzégovine. Le commandant en chef était le général Philipovitch, bosniaque d'origine, il connaissait très bien la région et la langue. Il disposait de 4 divisions : et bien que convaincu que cette armée n'était pas suffisante pour accomplir la tâche, qui lui avait été assignée, il ne put pas attendre plus longtemps et le 29 juillet l'armée

austro-hongroise pénétrait en Bosnie. La base d'opération était la Save, l'objectif Saraïewo, capitale de la Bosnie. Une proclamation fut lancée aux habitants. Dans celle-ci on affirmait que les troupes de l'Empereur d'Autriche et du Roi d'Hongrie franchissaient les frontières du pays, non pas en ennemis, mais en amis et cela pour mettre un terme à tous les maux, qui depuis quatre années désolaient le pays et troublaient la paix des voisins. « L'Empereur et Roi, disait la proclamation, a appris avec douleur que la guerre civile désolait ce beau pays : les habitants d'une même province luttent entre eux, les armes à la main ; le commerce et le travail sont suspendus : on enlève vos troupeaux ; vos champs restent incultes et la misère a envahi la ville et la campagne. De grands et cruels événements ont privé votre gouvernement de la faculté de rétablir parmi vous d'une manière durable le calme et l'union sur lesquels repose le bien être du peuple..... Sa Majesté le Sultan, animé du désir de pourvoir à votre bien être, s'est décidé à vous confier à la protection de son puissant ami l'Empereur et Roi.... L'Empereur et Roi a ordonné que tous les enfants de ce pays auraient la jouissance des mêmes droits, qu'ils seront égaux devant la loi, et que le souverain protégerait leur vie, leur croyance et leurs biens. Vos lois et vos institutions ne seront point modifiées arbitrairement : vos mœurs et vos coutumes seront respectés, les revenus de ce pays seront exclusivement employés à subvenir

à ses seuls besoins. Les impôts arriérés des dernières années ne seront pas recouvrés..... Des peuples nombreux vivent unis sous le sceptre puissant de l'Empereur et chacun d'eux parle sa langue. Il règne sur les fidèles de religions diverses et chacun exerce librement sa croyance».

Mais la Bosnie et l'Herzégovine ne voulaient pas une occupation autrichienne et, contradiction extraordinaire, on vit les insurgés faire cause commune avec les musulmans, qui, excités par la Turquie, s'agitaient eux aussi. Le consul autrichien annonça formellement que l'armée autrichienne allait venir occuper la Bosnie et l'Herzégovine le 29 juillet. Cette nouvelle produisit une insurrection. Un comité insurrectionnel qui maintenait des intelligences secrètes avec les musulmans les plus riches du pays et qui peut-être n'opérait pas seulement par conviction, s'installa à Saraïewo. L'armée d'occupation fut obligée de se tenir sur la défensive et de s'efforcer de la conserver. Une autre armée de 80 mille hommes fut mobilisée et envoyée en Bosnie et Herzégovine. La lutte dura deux mois, à la fin, les insurgés, qui avaient fait une résistance acharnée, furent obligés de déposer les armes.

L'Autriche avait accompli la première tâche, qu'elle avait assumée, le pays était occupé. A présent il fallait penser à l'administrer. Cette deuxième tâche n'était peut-être pas aussi lourde que la première.

Le principe directeur de l'action autrichienne fut le suivant : respecter l'ordre des choses établies, toutes les fois que cela était possible.

En septembre 1878, l'administration provisoire de la Bosnie et l'Herzégovine fut confiée au ministère commun de l'Autriche-Hongrie. C'était le premier pas pour l'établissement d'une administration définitive, c'était par suite une disposition d'un caractère transitoire. Le premier acte important fût la création d'un gouvernement local, fait au commencement de 1879. Ce gouvernement local se composait de trois sections : la première pour l'administration intérieure, la deuxième pour la justice, la troisième pour les finances. Le chef de l'administration générale était un gouverneur. Le ministère commun avait la surveillance suprême et était assisté par une commission spéciale, dont le rôle était purement consultatif. Un décret postérieur réunit tous les pouvoirs de la surveillance de l'administration de la Bosnie et l'Herzégovine dans les mains du ministère des finances commun de l'Autriche et à l'Hongrie.

L'ancienne organisation administrative fut conservée, c'était la division en six provinces, 47 districts, 23 sous-préfectures.

L'année suivante on vota une loi sur l'administration de la Bosnie et de l'Herzégovine. Voici le texte de la loi (1) :

1. Loi du 22 février 1880.

Art. 1. — Conformément aux lois qui concernent les affaires communes à toute la monarchie le ministère est invité à exercer sous sa responsabilité constitutionnelle son autorité sur l'administration provisoire de la Bosnie et l'Herzégovine, qui sera dirigée par le ministère commun.

Art. 2. — La détermination de l'esprit général et des principes de cette administration provisoire, ainsi que notamment l'établissement des chemins de fer, devra être réglée d'accord avec les gouvernements des deux parties de la Monarchie Austro-Hongroise.

Art. 3. — L'article 3 établit que l'administration de la Bosnie et l'Herzégovine devra être organisée de telle sorte, que ses dépenses soient couvertes par ses propres recettes. Si ce résultat ne peut pas être atteint tout d'abord le ministère commun devra s'entendre avec les Chambres et les gouvernements des deux parties de la Monarchie, pour faire voter les ressources nécessaires. Toutes les dépenses concernant les créations permanentes seront votées par une loi.

Art. 4. — L'article 4 concerne le régime financier c'est-à-dire les douanes, les impôts indirects, les monnaies.

Art. 5. — L'article 5 a une importance particulière. Il dit qu'aucune modification ne pourra être apportée aux relations existant entre la Bosnie et l'Herzégovine d'une part et la monarchie d'autre parts sans l'assentiment des pouvoirs législatifs des deux parties de la monarchie.

L'Autriche-Hongrie pensa aussi aux réformes que l'on devait faire dans le domaine religieux ; et un concordat fut conclut avec le patriarche œcuménique de Constantinople pour régler les relations de l'église orthodoxe en Bosnie et Herzégovine. Par ce concordat, l'empereur d'Autriche se réservait le droit de nommer les évêques dans le pays.

Les points les plus importants de ce nouveau régime sont les suivants :

- 1) Système fiscal et régime agraire ;
- 2) Suppression des capitulations ;
- 3) Lois militaires.
- 4) Lois civiles et pénales.

1^o *Système fiscal et régime agraire.* Parmi toutes les questions qui intéressent la Bosnie et l'Herzégovine, celle du régime agraire est sans aucun doute la plus importante. L'Autriche-Hongrie ne pouvait pas la résoudre dans les premiers temps de l'occupation, car il manquait un « instrument nécessaire », le cadastre. Aussi pour commencer l'Autriche ne prit que des mesures provisoires : et l'on peut dire encore aujourd'hui, qu'elle n'a pas donné à la question une solution définitive.

La Bosnie et l'Herzégovine sont peuplées, dans la plus grande partie de leur territoire, par des colons ou par des paysans cultivateurs, qui doivent payer chaque année le tiers des produits agricoles aux propriétaires de la terre qu'ils labourent et la dîme à l'Etat. La dîme

se prélève sous le régime actuel sur tous les produits agricoles. La première réforme, introduite par l'Autriche, fut d'établir que l'estimation du montant de la dîme serait faite quand la récolte serait sur pied. Mais avec cette innovation le pauvre paysan se trouve à la merci du percepteur des impôts et du propriétaire. Tous les deux, en effet ont intérêt à évaluer la récolte à une somme supérieure à celle de sa valeur réelle. Le tenancier de la terre se trouve de ce fait écrasé.

La dîme sous l'ancien régime se payait en nature ; maintenant on l'exige en argent. Cette innovation est contraire aux intérêts du fermier, car elle empêche de tenir compte du rendement réel de la récolte.

Deux autres impôts furent introduits : l'impôt sur les immeubles et l'impôt sur les bestiaux, très impopulaire à cause des vexations, qui accompagnent sa perception. En 1882 on a ajouté un nouvel impôt sur la dîme, c'est une surtaxe de 2 0/0.

II. — *Suppression du régime des capitulations.* — Dans la séance du 25 mars 1856 au congrès de Paris on discuta la question relative aux capitulations. Les membres du congrès reconnurent tous la nécessité de revoir les capitulations dans un sens plus favorable à la nouvelle situation internationale faite à la Turquie. On émit le vœu qu'après la conclusion de la paix une commission serait réunie à Constantinople pour résoudre avec la Sublime Porte ce problème très important. Mais la commission ne fut jamais convoquée.

Le congrès avait déclaré sur le papier que la Turquie était admise à participer au droit international européen (1). De ce fait la Turquie devait dorénavant être considérée comme une puissance européenne avec certains droits et certains devoirs.

Mais, s'il fut facile d'affirmer ce principe, il ne fut pas possible d'atteindre ce but proposé dans le domaine des institutions juridiques. C'est pourquoi les capitulations continuèrent à exister dans l'Empire turc. Elles existèrent par conséquent aussi en Bosnie et en Herzégovine au moment de l'occupation autrichienne. Naturellement le fait seul de l'occupation ne pouvait pas les abroger : il fallait l'assentiment des puissances intéressées que l'Autriche ne pouvait obtenir qu'après avoir réformé les institutions judiciaires des deux provinces. Le but de l'Autriche était d'offrir aux sujets étrangers la garantie d'une honnête administration de la justice. Pendant les deux premières années de l'occupation, l'Autriche elle-même maintint sa propre juridiction consulaire : mais, après avoir

1. C'est l'objet de l'article 7 du traité de Paris par lequel les puissances Européennes « déclarent la Sublime Porte admise à participer aux avantages du droit public et du concert Européen..... s'engagent chacun de son côté à respecter l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Empire ottoman, garantissent en commun la stricte observation de cet engagement et considèrent en conséquence l'acte de nature à y porter atteinte comme une question d'intérêt général. »

réorganisé les tribunaux et rendu plus régulières les lois, elle supprima tous ses consuls. Cet acte de l'Autriche fut suivi par la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la Russie et la France. Ainsi le principe de la territorialité reçoit en Bosnie et en Herzégovine son entière application en ce qui concerne l'administration de la justice. Les tribunaux indigènes sont compétents aussi pour les sujets étrangers : les puissances ont renoncé aux droits reconnus par les capitulations. Cette renonciation a subordonnée encore plus l'occupation et l'administration de la Bosnie, à l'Autriche-Hongrie.

III. — *Application des lois militaires autrichiennes.* — Parmi les mesures administratives prises par l'Autriche, la plus discutée fut la loi du mois de novembre 1881 obligeant les sujets de la Bosnie et l'Herzégovine au service militaire. Ils sont enrôlés dans l'armée de la Monarchie austro-hongroise et sont obligés de prêter serment de fidélité à l'empereur d'Autriche.

L'Autriche avait-elle le droit de prendre une disposition semblable ? Nous en doutons. L'Autriche avait reçu par l'article 25 du traité de Berlin un mandat assez clair, dans son essence : elle devait occuper les deux provinces pour y rétablir l'ordre. Les territoires des deux provinces continuaient à faire partie de l'Empire turc. Par conséquent les ressortissants de ces territoires continuaient à être des sujets ottomans. En les incorporant dans son armée propre, l'Autriche

venait à les considérer comme des sujets de l'empereur d'Autriche, violant de cette façon les droits indiscutables de la Porte Ottomane. Une autre question se présente. Jusqu'à présent elle n'a pas reçu une solution pratique, mais elle pourra peut-être la recevoir dans l'avenir. Les ressortissants de la Bosnie et l'Herzégovine incorporés dans l'armée austro-hongroise, ayant prêté serment de fidélité à l'Empereur d'Autriche, pourront-ils être par lui employés dans une guerre éventuelle contre le sultan ? Nous ne le croyons pas. Les pouvoirs de l'Autriche, quelle que soit l'extension qu'on leur donne, ne lui permettent pas de considérer les sujets de la Bosnie et de l'Herzégovine comme des sujets propres ; si elle peut les obliger au service militaire, elle doit les tenir sur leur territoire propre, elle ne doit pas les confondre avec les soldats des deux autres parties de la Monarchie.

Cette loi militaire est une preuve que la condition de fait en Autriche-Hongrie est sur certains points différente de la condition de droit : l'Autriche travaille pour une véritable annexion des deux provinces.

IV. — *Lois civiles et pénales.* — Le principe régulateur de l'action administrative de l'Autriche, aux premiers moments de l'occupation, qui consistait à respecter l'état des choses existant autant que possible, fut ensuite abandonnée : un système complet de la législation nouvelle fut adopté. Naturellement l'Autriche fut obligée de tenir compte des traditions locales

et des conditions spéciales des deux provinces auxquelles il n'était pas possible d'adapter la législation d'un des pays de la Monarchie.

Les principes et les coutumes relatifs au droit civil (principes et coutumes qui étaient donnés par la tradition turque) furent codifiés, améliorés, changés ou abrogés dans les parties incompatibles avec le nouvel état des choses. On publia aussi un code de procédure civile.

Le code de commerce, au contraire, fut calqué sur le code de commerce hongrois. Il traite dans sa première partie des commerçants et des sociétés commerciales et dans la seconde contient les dispositions, relatives aux actes de commerce. Le code commercial fut complété par deux lois spéciales : une loi sur les lettres de change et une loi réglant la procédure en matière de faillite.

En ce qui concerne le droit criminel on publia un code pénal et un code d'instruction criminelle.

La propriété foncière et forestière fut aussi réglementée par des lois spéciales qui contiennent des chapitres importants à la propriété, au cadastre, aux livres fonciers, aux hypothèques, à la propriété des forêts, etc.

L'article 25 du traité de Berlin, la convention austro-turque du 21 avril 1879, les actes administratifs accomplis par l'Autriche-Hongrie reconnaissaient toujours, au moins tacitement, qu'il fallait considérer la Bosnie et l'Herzégovine comme deux provinces turques. Aux yeux des grandes puissances spécialement le fait de

l'occupation et de l'administration n'avait pour effet de transformer ces provinces en parties intégrantes de la monarchie austro-hongroise. Les puissances n'avaient pas pensé que la juridiction consulaire tomberait par le fait seul de l'occupation ; elles ont dû renoncer expressément à leurs désirs en 1881 et 1882.

Dans les actes de renonciation, ces deux provinces furent appelées des provinces turques. L'Autriche avait du reste la prétention légitime de faire renoncer les puissances aux capitulations. Cette institution n'avait sa raison d'être qu'en présence de l'incapacité manifeste des fonctionnaires ottomans et du peu de confiance qu'inspirait leur justice. L'Autriche introduisit une législation nouvelle qui s'inspira des principes de la culture juridique occidentale. Elle institua des tribunaux avec des fonctionnaires capables. De ce fait la raison d'être des capitulations n'existait pas. Les consuls des puissances étrangères qui à présent se trouvent sur le territoire de la Bosnie et l'Herzégovine doivent recevoir leur *exequatur* des autorités autrichiennes. Ce fait a autorisé des juristes, spécialement des juristes autrichiens, à soutenir que la souveraineté en Bosnie et en Herzégovine est passée à l'Empereur d'Autriche, non seulement dans son exercice, mais encore dans sa jouissance. C'est là une conséquence inadmissible : on exagère l'importance de l'*exequatur*. En réalité il ne doit être considéré, dans tous les pays, que comme un acte d'ordre exclusivement administratif ; rien de plus na-

turel donc que l'Empereur d'Autriche, qui a reçu le mandat d'administrer la Bosnie et l'Herzégovine, ait aussi le droit de donner l'*exequatur* aux consuls étrangers.

De tous les faits que nous avons brièvement exposés il résulte, sans aucun doute, que l'Autriche et les grandes puissances n'ont pas admis que l'occupation et l'administration de la Bosnie et de l'Herzégovine pourraient être de nature à annuler la souveraineté du Sultan. La Turquie aussi, et c'était son intérêt, a partagé cette manière de voir et elle n'a jamais nommé des consuls en Bosnie et en Herzégovine.

Les manifestations officielles de l'Autriche où elle reconnaissait les droits du sultan, sont nombreuses et répétées, on peut les résumer toutes dans les paroles du Comte Andrassy : « Au point de vue constitutionnel, de même qu'au point de vue international, ces deux provinces constituent pour la monarchie austro-hongroise un territoire étranger. Elles sont restées toujours, malgré l'occupation des provinces, turques ».

L'Autriche est-elle sincère dans ses affirmations? On peut en douter. La Bosnie et l'Herzégovine, que l'on a déclarée officiellement parties intégrantes du territoire turc, ne lui appartiennent pas et ne lui appartiendront jamais dans l'avenir. L'Autriche aspire à les annexer officiellement. Réussira-t-elle? On ne peut pas donner une réponse certaine. Tout dépend de l'avenir de la monarchie austro-hongroise. Si on se trouvait en

présence d'un Etat homogène, solidement constitué, si elle n'avait pas dans son sein des éléments si divers de race, d'aspirations et de tendances, on pourrait conclure, sans crainte d'être démenti dans l'avenir, que sûrement la Bosnie et l'Herzégovine passeraient sous sa domination. En attendant on a un Etat transitoire.

Il faut bien reconnaître que la situation est un peu améliorée, si on la compare avec leur état avant 1878.

§ 2. — *Occupation et administration anglaise en Chypre. Condition de fait.*

Le traité du 4 juin 1878. — Le haut commissaire. — Le conseil du gouvernement. — Organisation administrative. — Haute-Cour de justice. — Recrutement des magistrats. — Compétence de la Haute-Cour. — Les capitulations et leur abolition. — Effets de l'administration anglaise. — Avenir de l'île de Chypre.

Le préambule du traité du 4 juin 1878 déclare que « les parties contractantes étant réciproquement animées du désir sincère d'étendre et de confirmer les relations amicales, heureusement existantes entre les deux Empires, ont résolu de conclure une alliance défensive dans le but d'assurer pour l'avenir les territoires de Sa Majesté Impériale le Sultan ». L'article premier dispose que : dans le cas où la Russie retiendrait Batoum, Kars, Ardahan ou aurait tenté à un moment quelconque de s'emparer de certaines portions du territoire de Sa Majesté le Sultan en Asie, telles

qu'elles étaient fixées par le traité définitif de paix, l'Angleterre s'obligeait à défendre par la force des armes l'intégrité territoriale de l'Empire turc. Sa Majesté le Sultan, de son côté promettait à l'Angleterre d'introduire des réformes nécessaires pour la bonne administration et la protection des sujets chrétiens et autres sur les territoires en question et on mettrait ainsi l'Angleterre en mesure de fournir comme il le fallait les moyens nécessaires à l'exécution de ses engagements. De son côté, le Sultan consent à ce que l'île de Chypre soit occupée et administrée par l'Angleterre.

Ces dispositions sont très claires : l'Angleterre a les pouvoirs d'un gérant, mais l'île reste sous la souveraineté du sultan et les sujets de l'île restent des sujets turcs. La conséquence générale de cette condition est que les traités conclus par la Turquie avec les autres Etats s'étendent aussi à l'île de Chypre et ne pourront pas être abrogés sans le consentement des parties intéressées. Du reste ce consentement aurait été nécessaire aussi dans le cas d'une véritable annexion.

L'île de Chypre est administrée par le haut commissaire, assisté d'un conseil composé de membres et de délégués en partie musulmans et en partie chrétiens proportionnellement au nombre des musulmans et des chrétiens de l'île. Ils sont nommés par les habitants, qui sont inscrits sur les rôles des contributions.

Dans les communes il y a un maire élu et dans les communes plus importantes un maire assisté d'un con-

seil municipal, élu par les contribuables. Les impôts sont les mêmes qu'en Turquie, c'est-à-dire un impôt sur le revenu des biens fonds et des profits de commerce, une dîme sur les produits agricoles et sur les animaux, un monopole du sel, une taxe pour les timbres et pour l'enregistrement et pour les droits des douanes. L'île est délivrée de toute contribution pouvant servir à l'amortissement de la dette publique ottomane. L'Angleterre a le droit d'établir le montant des impôts, les dépenses, de construire des fortifications et d'exercer par les autorités compétentes le droit d'expropriation des terrains incultes. Les propriétés appartenant aux fondations pieuses turques sont administrées par des délégués du sultan.

L'acte le plus important de l'administration anglaise est sans doute l'institution d'une haute cour de justice, dont la compétence fut déterminée de la manière suivante (ordonnance du 17 janvier 1879, art. 10) : « toute juridiction civile et criminelle, sur toute personne et dans tous les autres, que ceux qui à défaut de la convention du 4 juin 1878 seraient tombés sous la seule juridiction et autorité des tribunaux ottomans, sera confié à la haute cour et exercée par celle-ci conformément aux dispositions de la présente ordonnance ». L'Angleterre par un acte unilatéral supprimait ainsi la juridiction des consuls étrangers.

La haute cour fut instituée par une ordonnance de 1879. Cette ordonnance forme le titre premier de l'or-

donnance législative du 21 décembre 1878 et rendue publique seulement une année après. Tout est embrouillé dans cette ordonnance, que l'on peut appeler cependant une loi organique. En effet, l'organisation judiciaire, le code pénal, le code d'instruction criminelle, les lois civiles et commerciales, les ordonnances de police se trouvent compris dans les 252 articles de l'ordonnance.

Ici une remarque d'ordre général est nécessaire. L'ordonnance a été promulguée et publiée par le gouverneur non pas au nom de la reine de l'Angleterre, ni à celui du sultan. Ce fait indique clairement que l'Angleterre avait acquis la possession de l'île et laissait la propriété au sultan ou dans d'autres termes que l'Angleterre avait l'exercice de la souveraineté, tandis que la jouissance en était laissée au sultan. Cette remarque était très importante jadis pour apprécier quelles étaient les intentions de l'Angleterre et quelle était l'interprétation qu'elle donnait à la convention du 4 juin 1878 en vertu de laquelle elle avait occupé Chypre. Mais une autre question se présente relativement à cette ordonnance : est-elle constitutionnelle ou non ? Selon les principes généraux du droit public universellement acceptés le souverain seul peut édicter des lois obligatoires pour tous les sujets : or lord Wolseley n'avait pas reçu de délégation. Cependant dans le préambule de l'ordonnance il est fait mention d'un conseil législatif (ce conseil est composé de trois membres,

et il avait été nommé par le haut commissaire lui-même). Quoiqu'il en soit l'ordonnance fut appliquée et exécutée.

La haute cour est composée du haut commissaire, d'un juge et de substituts du haut commissaire. Le juge doit être un légiste et sera nommé par le haut commissaire. Le nombre des substituts était illimité. Il y avait en outre des assesseurs sans voix consultative, ni délibérative. Ils pouvaient toutefois faire mentionner dans le procès-verbal de la séance, leur avis contraire.

Les défauts d'une telle composition d'un tribunal sont évidents, tout d'abord la haute cour a pour président le haut commissaire. Il est déjà chef du pouvoir exécutif ; il est donc alors législateur et juge suprême. Cette façon d'agir viole le principe élémentaire de toute bonne administration, que doit respecter le principe de la séparation des pouvoirs.

Un second inconvénient se présente dans la composition de la haute cour : on n'a pas établi à l'avance le nombre des juges qui doivent siéger dans chaque cause : un juge seul peut suffire. Ainsi la haute cour ne présente pas la plus grande garantie commune à tous les tribunaux suprêmes, c'est-à-dire la pluralité des juges.

La juridiction de ce tribunal suprême est générale, elle comprend toutes les matières civiles et pénales, elle s'étend à toutes les personnes soit individuelles ou collectives, qui avant la promulgation de l'ordonnance

étaient justiciables des tribunaux ottomans. La convention de 4 juin 1878 avait laissé subsister les tribunaux musulmans déjà existants, toutefois la haute cour chercha continuellement à étendre sa compétence même sur les matières réservées à la juridiction ecclésiastique.

Mais ce qu'il y a de vraiment étonnant, c'est que l'ordonnance, qui a institué la haute cour établit que la juridiction civile et criminelle s'exercera d'après les principes actuellement en vigueur en Angleterre. Le juge donc se trouve être aussi législateur, car les règles de droit en vigueur en Angleterre ne peuvent pas être appliquées, par la force même des choses, dans l'île de Chypre, sans certaines modifications. En ce qui concerne la qualification de fait criminel on sait le principe, que ce qui est considéré comme crime en Angleterre, doit être considéré comme crime à Chypre et que les actes qui en Angleterre ne sont pas déclarés punissables, ne le sont pas non plus dans l'île. On arrive alors à cette absurdité que les Chypriotes sont censés connaître la législation anglaise, qui n'a jamais été promulguée dans l'île.

Le haut commissaire peut toujours évoquer devant le tribunal suprême les causes, que l'on juge dans un tribunal musulman. Dans un pays où un régime complet de liberté se trouverait appliqué, cette disposition serait absurde, car elle aboutirait à soustraire les citoyens à leurs juges naturels. Mais dans l'île de Chy-

pre, au contraire, cette faculté réservée au haut commissaire est une garantie pour les citoyens. La justice rendue par les juges anglais est bien moins partielle, elle est une garantie majeure pour les partis qui sont appelés devant elle. Les juges anglais, dont la juridiction s'étend sur toutes les parties du monde, ont apporté avec eux, en partie, un certain esprit d'équité et de justice. L'immoralité de la justice turque est trop connue pour qu'il soit nécessaire d'insister sur ce point.

L'ordonnance du gouverneur contient des dispositions très détaillées sur le droit pénal. Les juges peuvent appliquer toutes les peines qui, en Angleterre, sont appliquées par les cours d'assises, y compris la peine de mort. Ce qu'il y a de curieux dans les dispositions de l'ordonnance, c'est le mélange des dispositions législatives et de la jurisprudence. On considère par exemple que si une personne est accusée d'un crime consommé et que les résultats du débat démontrent qu'il y a eu simple tentative, l'accusé pourra être condamné. Au contraire, nombre de règles, qui sont du domaine de la législation, sont laissées à l'arbitre du juge, ainsi le principe « *non bis in idem* », les faits nouveaux, etc. Le gouverneur peut abaisser les peines, il peut aussi les modifier, il a donc, en quelque sorte, l'exercice du droit de grâce. La prescription étant inconnue dans la législation anglaise, il en est de même dans l'île de Chypre.

Les sentences prononcées par les substituts du haut

commissaires sont seules soumises à l'appel et dans les cas suivants :

1. Dans tous les cas où le substitut du haut commissaire juge sans assistance d'assesseurs ou s'il a condamné à la prison pour plus d'un mois.

2. Le condamné peut aussi appeler des jugementsendus par les substituts avec l'assistance d'assesseurs, lorsque l'un des assesseurs a protesté, soit contre le jugement, soit contre les preuves sur lesquelles il seonde et lorsque l'amende dépasse la somme de 50 livres sterlings ou lorsque l'emprisonnement dépasse une année

L'appel est suspensif.

L'ordonnance réglemente aussi quelques dispositions le droit privé, l'article 37 dit : « que la législation actuellement en vigueur dans le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne, ainsi, du reste, que tout acte nouveau, au fur et à mesure qu'il sera voté par le parlement, aura force de loi dans l'île de Chypre ». Toutes les dispositions et les règles anglaises sont donc applicables. Mais l'inconvénient que nous avons mentionné se présentait souvent : dans certaines conditions spéciales la législation n'était pas applicable ; il fallait la modifier et alors les juges se trouvaient être aussi des législateurs.

Une question très importante, sinon au point de vue pratique, du moins au point de vue juridique, est celle relative au maintien de la juridiction consulaire. Il est

un principe de droit international, universellement admis, qui veut que les obligations incombant à un Etat envers les puissances étrangères et relativement à une portion de territoire, fassent au nouvel Etat qui, par un fait d'annexion, devient le possesseur du territoire grevé de charges.

Par application de ce principe, les capitulations, qui constituent des droits et des privilèges, consentis par la Turquie aux puissances étrangères sur toute l'étendue de son territoire, continuent à exister aussi lorsque la Turquie cède à une autre puissance une partie de son territoire.

Or, la question se posait dans ces termes : l'occupation de l'île de Chypre par l'Angleterre constitue-t-elle une véritable cession ? Est-elle au contraire une occupation temporaire ? Les capitulations restaient-elles en vigueur dans les deux hypothèses ou bien seulement dans l'une ou l'autre ?

La première hypothèse c'est l'hypothèse d'une véritable cession. Elle doit être écartée. Nous avons suffisamment démontré que, au point de vue juridique, l'occupation de l'île de Chypre par l'Angleterre constitue une servitude internationale positive, qui grève la Turquie. Mais, si on voulait reconnaître que l'occupation anglaise constitue une véritable annexion, qui produit comme telle tous ses effets, même dans ce cas, les capitulations seraient restées en vigueur et n'auraient pas pu être abolies sans le consentement des puissances étrangères intéressées.

Reste la deuxième hypothèse : l'occupation anglaise est une occupation temporaire. La souveraineté sur l'île appartient au sultan, mais elle est exercée par le gouvernement anglais en qualité de délégué du gouvernement turc. On est obligé alors de reconnaître que les capitulations restent en vigueur. La prétention des Anglais, qui soutenaient que les capitulations dans l'île de Chypre devaient être abolies, *ipso jure*, par le fait de leur occupation, était donc dénuée de tout fondement. Il fallait l'assentiment des puissances intéressées et ce consentement était naturellement suffisant sans celui de la Turquie. Cela se produisit en effet. Les puissances étrangères renoncèrent aux avantages des capitulations : mais cette renonciation doit être considérée comme temporaire et subordonnée à la durée de l'occupation anglaise si dans l'avenir l'exercice de la souveraineté revient de nouveau au sultan, ce qui est peu probable, ou sous la souveraineté d'une puissance quelconque, autre que l'Angleterre, les capitulations reviendront en vigueur *ipso jure* et il faudra une autre renonciation de la part des puissances.

Nous avons brièvement exposé les questions les plus importantes de l'administration de l'île de Chypre et de la part qu'y prend l'Angleterre. On peut en tirer une conséquence. Il nous semble que l'île de Chypre va cesser pour toujours d'appartenir à la Turquie : le temps détruira l'unique lien juridique qui la rattache à elle, c'est-à-dire la jouissance de la souveraineté qu'elle a

encore. La condition de fait se trouve donc en contradiction avec la condition juridique. Le phénomène peut sembler étrange, mais il existe. Le traité futur qui consacrerait en droit la perte définitive de la souveraineté sur l'île de la part du sultan ne sera que la reconnaissance formelle d'un fait existant.

Maintenant Chypre peut être tranquille et sûre de son avenir et de ses destinées. Elle est entrée dans une ère de culture, de civilisation et de progrès. Elle redeviendra un des centres de relations entre l'Occident et l'Orient, un des comptoirs de commerce. Située sur la route de l'Asie Mineure elle domine le canal de Suez ; gouvernée et administrée par une race active, intelligente et libérale, elle peut envisager avec confiance l'avenir : il ne peut la décevoir.

CONCLUSION

La question d'Orient et ses solutions.

Traité de Berlin 1878. — Solutions adoptées. — Autres solutions possibles. — La reconstitution de la péninsule balkanique sur la base de la nationalité. — Le principe de nationalité et son influence. — La véritable valeur du principe des nationalités. — L'application du principe des nationalités à la question d'Orient. — Confédération possible entre les Etats orientaux.

Le traité de Berlin est sans doute un des actes internationaux les plus importants de xix^e siècle, son objet étant le règlement de la question d'Orient.

Le congrès de Vienne de 1815 avait cru pouvoir assurer la paix européenne pour longtemps et établir un ordre stable et durable en Europe. Mais peu de temps après l'Europe entendit les premiers cris de la glorieuse révolution hellénique et le pays, qui avait été le berceau d'une des plus grandes et des plus fécondes civilisations, secoua le joug mahométan. La lutte entre la Turquie et les populations chrétiennes qui habitaient sur le territoire turc fut contemporaine de la lutte d'influence entre l'Angleterre et la Russie.

La Russie avait pour objectif d'atteindre : Constanti-

nople, la réalisation de cet objectif retint toujours son attention vigilante. Aussi, toutes les fois qu'elle pût acquérir des avantages réels et qu'elle put se rapprocher du Bosphore, l'Europe essaya de lui couper la route.

Vers la moitié du ^{xix}^e siècle éclata la guerre de Crimée, la Russie dut accepter la paix onéreuse qui lui fût imposée par l'Europe en 1856.

En 1870, après la défaite de la France, par les armées prussiennes, Gortchanoff dénonça les articles du traité de Paris en ce qui touche la neutralisation de la Mer Noire, ce qui amena, à bref délai, la réunion d'une conférence à Londres. Les propositions russes furent acceptées. De ce jour, la Russie se trouva libérée des engagements qu'elle avait pris en 1856. Elle était alors presque en mesure de pouvoir déclarer la guerre à la Turquie. Elle continua cependant à s'y préparer et ce n'est qu'au mois d'avril de 1877 que les hostilités commencèrent. Le traité de Berlin empêcha de nouveau la réalisation des projets russes.

Mais si la Russie a signé le traité de Berlin, il ne faut pas croire qu'elle ait oublié sa politique traditionnelle : « le czar est une sentinelle avancée qui ne rompt pas sa consigne et sa fidélité ». L'action et la marche de la Russie pour la réalisation de son objectif sont semblables à celles d'une armée, elle marche toujours de l'avant malgré toutes les circonstances qui peuvent affaiblir momentanément sa grandeur.

Les dispositions contenues dans le traité de Berlin présentent un grand intérêt, non seulement pour l'homme politique, mais aussi pour le juriste. La question d'Orient aurait été résolue si le principe, qui avait inspiré les délibérations concernant la Serbie, le Monténégro, la Roumanie, avaient aussi inspiré les délibérations concernant la Bulgarie, la Bosnie et l'Herzégovine. La Bulgarie fut déclarée Etat vasal. Cet Etat de choses ne peut pas durer, car le peuple bulgare a héroïquement lutté pour son indépendance et il ne veut être en aucune façon soumis au sultan. L'émancipation complète est une solution qui s'impose. Se réalisera-t-elle sans que, de nouveau, le sang soit versé ?

Mais le point faible des dispositions du traité de Berlin fut le règlement donné à la question de la Bosnie et de l'Herzégovine.

Trois solutions pouvaient être prises : l'autonomie sous la dépendance de la Turquie ; l'occupation par une puissance étrangère ; la création d'un nouvel Etat. Ce fut la solution la moins bonne que l'on choisit.

L'introduction de l'autonomie n'aurait point apporté de remèdes à la situation, elle aurait contribué seulement à rendre plus aigu l'antagonisme religieux et social qui existait. Les musulmans auraient prétendu exercer leur ancienne suprématie, les chrétiens s'y seraient opposés. La Turquie n'aurait pas été en mesure de maintenir la paix et de faire les réformes

nécessaires. La Bosnie et l'Herzégovine auraient été bientôt en proie à des luttes intestines.

La deuxième solution, l'occupation par une puissance étrangère, était aussi incapable d'assurer une paix durable. Incontestablement de nouvelles guerres n'auraient pas manqué d'éclater. En effet la Bosnie et l'Herzégovine sont dans un état perpétuel de troubles et l'insurrection y est toujours à l'état latent. Les protocoles de Berlin disent que l'Autriche a reçu un mandat dans l'intérêt de l'Europe et des provinces insurgées il n'en est rien ; en réalité l'unique intérêt qui fut satisfait, ce fut celui de l'Autriche. La Bosnie et l'Herzégovine ne purent pas constituer un Etat particulier, car l'Autriche craignait que cet Etat nouveau ne finit pas par s'unir à la Serbie. Une trop grande Serbie aurait été menaçante pour l'Autriche : du moins l'Autriche le croyait ou feignait de le croire. En réalité nous ne voyons pas en quoi une Serbie à laquelle seraient annexées la Bosnie et l'Herzégovine, pourrait menacer les intérêts autrichiens ; au contraire il nous semble, et l'expérience le démontre, qu'il est dangereux pour l'Autriche d'avoir d'un côté une Serbie incomplète qui cherche à saisir toutes les occasions pour s'agrandir et de l'autre une Bosnie et une Herzégovine dans laquelle l'ordre ne peut être maintenu que par un corps d'armée. Mais il n'y a pas de force armée qui puisse briser la résistance d'un peuple. L'Autriche peut dans sa propre histoire en trouver beaucoup d'exemples.

Mais, ce qui rend l'occupation autrichienne précaire et qui peut être un danger pour l'avenir, c'est la propagande catholique autrichienne dans les pays slaves. L'effet direct est de faire tourner les regards des Bosniaques vers St-Petersbourg. Et bien que des conditions ne soient pas aussi favorables que l'on veuille le faire croire; cela résulte incontestablement des derniers arrangements, intervenus entre l'Autriche et la Russie. « Les Serbes, les Bulgares, les Roumains, les Bosniaques ont bien rivalisé en intrigues politiques » disent la Russie et l'Autriche : mais l'opinion publique n'accorde plus qu'une oreille distraite à leurs démêlés, car il est entendu que les cabinets de Pétersbourg et de Vienne ne veulent plus que les Balkans deviennent le champ clos des grandes puissances. L'histoire du passé doit bien laisser incrédule tout le monde y compris la Russie et l'Autriche. Quand le moment sera venu, la question d'Orient renaîtra; on a déjà dit plusieurs fois qu'elle avait été réglée, il n'en est rien elle est, au contraire ouverte, plus que jamais.

La position de l'Autriche, en Bosnie, devra être bien réglée. Si le traité de Berlin et les autres arrangements ont réservé la souveraineté du Sultan, or, nous l'avons vu, cette souveraineté formelle est aujourd'hui sans aucun effet, elle ne saurait être exercée en pratique. Le gouvernement et l'administration véritables sont entre les mains de l'Autriche-Hongrie dont la domination existe non seulement en fait, mais encore en

droit. Nous l'avons vu, l'Autriche-Hongrie ne régit pas le pays comme le ferait un mandataire du Sultan, mais c'est en son propre nom qu'elle le gouverne. Elle l'administre non pour le compte de la Sublime-Porte, mais dans l'intérêt des populations. Elle possède la souveraineté et par des dispositions prises elle fait bien voir qu'elle occupe la Bosnie et l'Herzégovine pour toujours. La solution définitive selon le désir de l'Autriche devait être le renoncement de la Porte à son apparente souveraineté. Mais alors se posera aussi la question de savoir de quelle façon les deux provinces de la Bosnie et l'Herzégovine devront être unies à la monarchie Austro-Hongroise ? Nous avons dit que la question se poserait, mais elle ne pourra certainement pas être résolue de cette façon. La volonté des populations de la Bosnie et de l'Herzégovine devra être prise en considération.

L'occupation par l'Autriche-Hongrie fut donc un expédient pour retarder le règlement final de la question bosniaque et de toute la question d'Orient ; mais on ne se sert pour le moment que d'expédients : il faut donc une solution radicale, générale et absolue, et non une solution qui envisage seulement un des points de la question d'ensemble. L'Europe doit régler la question de la Bosnie et de l'Herzégovine, de la Bulgarie, de la Macédoine et si elle veut faire œuvre stable et durable, elle doit respecter la volonté des habitants et les aspirations des nationalités. Les Etats orientaux,

constitués librement selon leurs désirs et leurs affinités naturelles, seront un élément puissant pour la paix générale.

Mais il faut s'expliquer sur un point, et savoir ce qu'on doit entendre par « *nationalité* » et par « *Etats constitués sur la base de la nationalité* ».

Dans le langage ordinaire on ne fait pas de différence entre l'Etat et la nation : ces deux termes s'emploient indifféremment pour désigner la société politique : on dit en effet que celui, qui devient sujet d'un Etat, acquiert la nationalité de cet Etat. Mais les deux mots ont une signification bien différente : l'Etat est la société dans son organisation politique ; la nation est l'unité naturelle, résultant d'un ensemble des caractères fournis par la nature ou par le temps. L'Etat est un sujet de droit international, tandis que la nation ne peut pas prétendre être considérée comme une entité juridique. L'Etat, au point de vue juridique, s'affirme généralement d'un seul coup : il existe ou il n'existe pas. Pour la nation, c'est différent. Comme l'a si splendidement défini le savant italien Mancini, la nation est « une société naturelle d'hommes, formée par l'unité d'origine, par l'unité de territoire, par l'unité des coutumes et de la langue adoptées, et par la communauté de vie et de conscience sociales ».

Le principe des nationalités dans le xix^e siècle exerçait une grande influence : il fut invoqué et proclamé comme un principe directeur du droit international,

comme un des moyens les plus propres pour constituer sur les bases inébranlables de la paix et de la fraternité, la société internationale. En vertu du principe de nationalité, on a vu naître, comme par un processus, des générations spontanées, des groupes ethniques, qui étaient inconnus dans l'histoire et ces groupes ont revendiqué, avec l'énergie forte et courageuse de la jeunesse, leur droit à l'existence et c'est pour cela qu'ils ont ressuscité leur langue, leurs traditions, et qu'ils ont constitué leur conscience nationale. En vertu du principe de nationalité les peuples démembrés ont revendiqué leur réunion, les peuples opprimés, leur autonomie.

Mais si le principe de nationalité a acquis dans le langage politique une autorité aussi imposante, s'il a acquis une signification presque mystique, il faut nous demander maintenant s'il a une signification exacte et une base juridique ?

L'examen des caractères principaux qui sont universellement reconnus comme éléments constitutifs de la nationalité, démontre clairement que ces caractères, isolément ou dans leur ensemble, ne parviennent pas à donner une notion juridique bien déterminée et bien exacte. Nous sommes obligés de reconnaître qu'il y a de l'incertitude dans leur développement et dans leurs conclusions.

Voyons d'abord le caractère de la race ou de l'origine. En botanique et en zoologie, la race est une va-

riété de l'espèce fixée par la reproduction (Linnée, Cuvier), cela veut dire que la race est une division fixe de l'ordre végétal ou animal qui se trouve placée dans un rang hiérarchique déterminé. En est-il de même de l'espèce humaine? Oui, car en nous souvenant que la race est une collection d'individus, issus d'ancêtre communs, présentant des ressemblances de caractères physiques et psychologiques, et en même temps des similitudes de conformation mentale, la race est toujours une notion indéterminée, vague et incertaine. Elle s'applique à des fractions inégales de l'espèce humaine, déterminées par des caractères très divers.

En effet, on partage les races selon la couleur de la peau (race blanche, noire, jaune, etc.); selon la généalogie présumée (race arienne, sémitique); selon la configuration de la tête (race dolicocephale, brachilocephale); selon le territoire occupé dans le passé ou à présent (race méditerranéenne, caucasienne); selon le degré de civilisation (race supérieure et race inférieure). Mais cela ne suffit pas, on donne aussi le nom de race à des groupes qui sont des rameaux du même arbre ethnique (race germanique, race slave, race latine), et à leurs subdivisions et à leurs dérivations (race anglo-saxonne, race française, race allemande). En outre, la race, quelle que soit la forme sous laquelle on veut bien la concevoir, devrait posséder l'élément essentiel, l'attribut sans lequel elle ne pourrait être une race : la pureté. Or, si aux origines de l'humanité il a

existé des races pures, aujourd'hui on ne trouve pas un anthropologue ou un ethnographe, capable d'indiquer une seule race, et même un seul individu qui puisse présenter une dérivation psychologique non altérée. Les sociétés barbares et les sociétés civilisées, celles-ci plus que les premières, ont subi des mélanges nombreux par suite de l'esclavage, par suite des invasions et la colonisation ; l'espèce humaine a été d'un coin à l'autre du globe mêlée et amalgamée.

La race donc ne peut pas constituer le signe distinctif d'une nationalité. La langue peut-elle y réussir ? Sans doute, la langue commune est un bien matériel et spirituel très puissant. Un Etat dans lequel règne une seule langue a une âme plus unie et plus homogène, c'est certain ; mais contre ce fait indéniable, il y a un autre fait : si certains Etats, généralement les plus petits et les plus obscurs, veulent employer jalousement leur langue particulière, il y a par contre des nations fortes et bien constituées, sûres de leur avenir et de leur unité, qui veulent bien employer plusieurs langues. Si la langue était le lien de la nationalité, la Suisse devrait disparaître et la Belgique n'aurait pas sa raison d'être : la scission des colonies anglaises et espagnoles de l'Amérique du Nord et de l'Amérique du Sud serait un fait historique inexplicable. La nationalité devrait-elle se fonder sur l'unité de culture, de religion, de législation ? La religion était anciennement un élément puissant de la nationalité : chaque religion

constituait une nationalité ; mais aujourd'hui ce serait une absurdité d'invoquer la religion comme le signe caractéristique d'une race. Il en est de même pour l'identité de culture et de législation. L'Europe contemporaine, du moins l'Europe occidentale, présente une identité de culture et de législation, bien que divisée en plusieurs nationalités.

L'unité de territoire pourra-t-elle être prise comme caractéristique d'une nationalité ? Il faudrait avant tout trouver le critérium unique pour établir ce qu'on doit entendre par frontière naturelle. Ni les obstacles de la nature (montagnes, fleuves, mers) ; ni les travaux de l'homme ne sont un empêchement absolu aux relations des peuples. Les montagnes ont été percées, les fleuves et la mer sont sillonnés dans toutes les directions par les navires.

Aucun des éléments que nous avons examinés n'est par lui-même nécessaire et suffisant pour donner à la notion de la nationalité une signification exacte. Mais aussi si on les considère dans leur ensemble on aboutit au même résultat. Le principe de nationalité est quelque chose de plus haut et se fonde principalement sur un élément spirituel : la conscience et la volonté des hommes. L'identité d'antécédents politiques, une histoire commune, le souvenir de joies et de douleurs partagées, un idéal qui survit à tous les naufrages et qui constitue l'héritage spirituel, qui passe de la conscience de chacun dans la conscience de tous ; l'unité

concordante des énergies qui se complètent et se fécondent l'une l'autre, voilà ce qui constitue la conscience de la nationalité.

L'organisation de l'humanité, selon les nationalités et selon la théorie dominante sur la nationalité n'est qu'une pensée vague de notre temps, dont on peut voir toute une série d'interprétations différentes à divers points de vue (italien, allemand, américain, suisse, etc.). La théorie de la nationalité, d'après Mancini et les anciens écrivains de l'école italienne, trouve sa raison d'être dans les conditions intérieures de l'Italie. Celle-ci était partagée en plusieurs petits Etats impuissants; elle était dominée, en Lombardie et en Vénétie, par les baïonnettes autrichiennes; opprimée à Rome, à Naples, et en Sicile par les Bourbons et par le pape qui ne voulaient pas oublier leurs traditions réactionnaires. Aussi aspirait-elle à se reconstituer en un corps unique, sous le sceptre de la dynastie de Savoie, qui avait résolument embrassé les destinées de la péninsule, et qui, seule, offrait des garanties de libéralisme et de loyauté suffisantes. La science du droit international comme toutes les manifestations de la pensée se plièrent, en Italie, aux exigences patriotiques, et le principe de nationalité qui solennellement avait été proclamé par Mancini, *l'exilé napolitain*, du haut de sa chaire à l'Université de Turin, le 1^{er} décembre 1859, fut presque intégralement réalisé. L'unité intégrale de l'Italie devait comporter l'annexion de Trente, de

Trieste, du Tyrol et des îles de la Méditerranée, de ces îles où l'on parle la langue italienne et qui sont peuplées des personnes d'origine italienne (Malte, etc).

Cependant il ne s'ensuit pas que le principe de nationalité ainsi entendu n'ayant pas trouvé en fait son application en Italie, ne puisse être intégralement appliqué ailleurs. La nation naturelle est bien un fait, mais non un être juridique. Le droit international et la politique contemporaine doivent donner au principe de nationalité sa valeur exacte et savoir affirmer la liberté originaire de toutes les sociétés civiles, en leur permettant de se réunir volontairement dans une vie commune, selon leur sociabilité naturelle, leurs tendances, leurs affinités et de développer leur influence dans le temps et dans l'espace. Par conséquent le droit international doit accepter la définition des personnes juridiques de la société internationale telle qu'elle a été formulée par Fiore, qui nous dit qu'une société internationale est : « toute association libre d'un certain nombre de sociétés civiles, réunies pour vivre ensemble de leur propre volonté, expresse ou tacite, sur un territoire qu'elles habitent, en permanence. Ces sociétés doivent manifester leur volonté constante et sincère de rester unies et d'avoir une communauté de mœurs et d'institutions, de la culture et leur gouvernement doit être autonome, capable de maintenir l'ordre à l'intérieur et les relations extérieures avec les autres gouvernements ».

Ce principe doit être le principe directeur pour la reconstitution définitive de la péninsule des Balkans.

Les Etats de la péninsule balkanique, reconstitués sur la base de la nationalité, auraient-ils la force de se conserver ? Il me semble que oui. Mais si l'on avait des doutes, une fédération, une alliance intime pourrait être une garantie suffisante pour eux et pour l'Europe intéressée à la pacification, car le règlement définitif de la question balkanique ferait disparaître un des plus sérieux motifs de désaccord et serait susceptible de faire naître des conflits dans l'ancien continent. La confédération aurait de son côté un très grand intérêt : celui de prolonger son existence en tenant compte de la communauté de race. Il faudrait toutefois en exclure la Roumanie ; là habite une population de race latine et le contact fréquent avec le monde slave n'a pas encore réussi à rendre l'affinité et l'assimilation complète. Resterait la Grèce, qui pourrait entrer dans la confédération. Plusieurs motifs sérieux tirés de la race et de la religion qu'on pourrait invoquer n'existent pas à mon avis. Mais la Grèce voudrait-elle rentrer dans une confédération balkanique sur le pied d'égalité avec les autres membres de cette confédération, sans vouloir assurer sa suprématie ?

Nous disons confédération, car pour nous une alliance ne serait pas un gage suffisant de paix, car si l'alliance assure l'unité de vues et de directions sous certains rapports, elle peut toujours donner lieu d'autre part à des divergences et à des conflits.

Il y a trois ans, en avril 1897, un échange de vues eut lieu entre la Bulgarie, la Serbie et le Monténégro pour établir les bases d'une union future. Les bases étaient les suivantes, du moins d'après ce que l'on peut en juger par ce qui a été rendu public :

1° Intégrité du territoire des trois Etats.

2° Interdiction réciproque de toute intervention à l'intérieur.

3° Suppression des droits de douanes.

4° Création d'un exarchat serbe.

5° Institution d'un tribunal d'arbitrage.

6° Approbation du pacte par la Russie.

Ces bases n'étaient pas sans doute celles qui pouvaient assurer la durée de la confédération. La confédération devrait en effet, à notre avis, avoir pour résultat d'assurer la paix en neutralisant l'action des puissances étrangères ; solliciter pour l'ensemble du pacte d'union, l'approbation de la Russie, mais n'est-ce pas aller à l'encontre du but final ?

Il faut donc une confédération, comme nous ne cesserons de le répéter, et non un Etat fédératif. L'Etat fédératif constitue au point de vue juridique un Etat unique dans lequel les différents membres abdiquent leur qualité d'Etat : l'Etat fédératif reste le maître absolu des compétences des membres de la confédération et leur souveraineté est en quelque sorte détruite. Ni la Serbie, ni la Bulgarie, ni le Monténégro ne voudraient y consentir. Une union réelle ou personnelle

doit être aussi écartée. La confédération pure et simple est la seule solution rationnelle.

Il est vrai qu'actuellement il n'existe aucune confédération et que les confédérations du passé ont toujours ouvert la voie soit à un Etat unitaire, soit généralement à un Etat fédératif. En général, avant que la confédération devienne un Etat fédératif, il s'écoule un certain nombre d'années pendant lesquelles la confédération peut remplir son but.

Dans la confédération, tous les Etats particuliers restent maîtres de leur souveraineté, chacun intervient avec l'étranger, ils ont des représentants et ils sont tous indépendants les uns vis-à-vis des autres. Cette indépendance n'est limitée que pour des rapports d'ordre commun. Pourquoi ne pourrait-on pas appliquer à la confédération balkanique les principes constitutifs de la confédération germanique de 1815, « *la Deutsche Bund* ». Il suffirait de changer les noms des articles constitutifs pour avoir le texte de la future confédération balkaniques. Ne serait-il pas conforme aux intérêts balkanique et à ceux de l'Europe entière d'avoir un acte de confédération ayant le préambule suivant : « Les Etats balkaniques, convaincus des avantages, qui résulteront de leur réunion solide et durable pour la sûreté et l'indépendance de la Péninsule Balkanique et pour l'équilibre de l'Europe sont convenus de former une confédération perpétuelle » et dans son article deuxième on dirait : « Le but de cette confédéra-

tion est le maintien de la sûreté extérieure et intérieure de la Péninsule Balkanique, de l'indépendance et de l'inviolabilité des Etats confédérés », et enfin dans son troisième article elle ajouterait : « Les membres de la confédération sont égaux en droit, ils s'obligent tous également à maintenir l'acte qui établit leur union » (1).

Reconstituée librement, sur les bases inébranlables du respect des nationalités et des aspirations des populations qui l'habitent, elle deviendrait un élément puissant d'ordre politique et de culture européenne quasi-universelle. Il y a là-bas, dans les pays que l'Europe ne connaît pas bien encore, des trésors d'intelligence et d'activité qui sont maintenant encore, s'il m'est permis de m'exprimer ainsi, à l'état virtuel ; ils attendent seulement d'être placés dans un milieu favorable à leur culture. On peut résumer dans ces mots les aspirations des héros de l'« Indépendance Américaine » : « *L'Amérique aux Américains* ».

Ainsi les peuples d'Orient doivent dire : « *l'Orient aux Orientaux* ». Si cette aspiration était considérée comme absurde au commencement du xix^e siècle, si elle a été méconnue ensuite, elle s'est en partie imposée au congrès de Berlin. Mais de telles questions ne peuvent être résolues à moitié. Il n'est pas possible que des articles d'un traité quelconque puissent entraver le développement naturel des peuples ; on ne peut

1. G. F. de Martens. *Nouveau recueil des traités*, vol. II, 1814-1815, p. 370.

pas arrêter l'évolution des Etats, ni la marche de leur histoire.

C'est pour cet idéal de « *l'Orient aux Orientaux* » que nos martyrs, nos héros sont tombés sur les champs de bataille ou sous la hache du sultan ; mais le sang qui est versé pour toutes les causes nobles est toujours fécond. Ils tombèrent, mais ils entrevoyaient l'avenir et ainsi que le vieux paysan de nos campagnes, qui meurt au commencement de l'hiver en contemplant la terre, qu'il a labourée, certain qu'au printemps prochain elle se couvrira de blé ; de même tous ceux qui sont morts pour la rédemption de notre terre d'Orient avaient dans leur cœur la vision lumineuse d'un avenir de justice meilleur. La réalisation de cet avenir appartient au siècle qui commence, alors seulement l'Orient se rendra digne de ses martyrs. Il est en effet encore vrai de dire avec Auguste Comte : « *Ce sont les morts qui gouvernent les vivants* ».

Vu : le Président

RENAULT

Vu : le Doyen,
GLASSON

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris
GRÉARD

TABLE DES MATIÈRES.

AVANT-PROPOS.....	5
-------------------	---

CHAPITRE PREMIER

NATURE ET FONCTION DE L'ÉTAT.

§ 1. — *Théorie sur la nature de l'État.*

Théories idéalistes. — Théories positivistes. — Théories éclectiques. — Distinction entre l'origine historique et l'origine rationnelle de l'Etat.....	9
--	---

§ 2. — *Éléments constitutifs de l'État.*

Existence spontanée d'une société humaine. — Activité in- ternationale. — Organisme concret. — Responsabilité internationale.....	19
---	----

CHAPITRE II

LA SOUVERAINETÉ.

§ 1. — *Nature de la souveraineté.*

Platon. — Filmer. — Spencer.....	23
----------------------------------	----

§ 2. — *Définitions données par les auteurs.*

Klüber, De Martens, Funck Brentano et A. Sorel, Rivier, Despagnet, Piédelièvre, Bonfils.....	25
---	----

§ 3. — *Conception générale de la souveraineté.*

La souveraineté appartient à l'Etat. — Elle est nécessaire pour atteindre le but social et le but politique. — Le gouvernement..... 29

§ 4. *Détermination de la notion de la souveraineté.*

Bodin, Gerber ; Gerber et la théorie de l'affirmation de la personnalité de l'Etat. — Capacité en droit privé et la souveraineté en droit public. — Légitimation de la souveraineté. — Théorie théocratique. — Théorie légitimiste. — Théorie radicale. — Théorie libérale. — Définition de la souveraineté..... 32

§ 5. — *Caractères de la souveraineté.*

(La souveraineté relation juridique. — Unité et indivisibilité de la souveraineté)..... 37

CHAPITRE III

RESTRICTIONS A LA SOUVERAINETÉ.

§ 1. — *Restrictions conventionnelles à la souveraineté.*

Leur fondement. — Jouissance et exercice de la souveraineté..... 39

§ 2. — *Etats mi-souverains.*

Etats vassaux. — Etats protégés. — Origines de la vassalité. — Causes du protectorat. — Despagnet..... 40

A. — *Etats vassaux.*

Caractéristiques de l'Etat vassal. — L'Etat vassal n'est pas une partie de l'Etat suzerain. — Les principautés de Moldavie et Valachie comme type de l'Etat vassal. — Leur constitution.....	41
--	----

B. — *Etats protégés.*

Caractéristiques de l'Etat protégé. — Devoirs du protecteur et du protégé. — Protectorats anglais, allemands, français. — Différences entre les Etats vassaux et les Etats protégés. — La protection. — Exemples.....	49
---	----

§ 3. — *Servitudes internationales.*

Caractères des servitudes. — Leur fondement. — Leur division.....	55
---	----

A. — *Servitudes négatives.*

Diverses espèces de servitudes négatives.....	61
---	----

B. — *Servitudes positives.*

Diverses espèces de servitudes positives.....	62
---	----

C. — *L'occupation de territoire, espèce de servitude internationale positive.*

Caractères. — Conséquences. — Effets produits par l'occupation de territoire.....	66
---	----

§ 4. — <i>Extinction des servitudes</i>	68
---	----

CHAPITRE IV

LA BOSNIE ET L'HERZÉGOVINE ET CHYPRE. — LEUR CONDITION
JURIDIQUE.

§ 1. — *Opinions des auteurs*..... 70

A. — *Premier groupe*

Calvo et Bluntchli. — La Bosnie et l'Herzégovine sont des
Etats nouveaux..... 71

B. — *Deuxième groupe*

Ulrich et Jellinek. — La Bosnie et l'Herzégovine sont admi-
nistrées par l'Autriche, mais continuent à être sous
la souveraineté du Sultan..... 72

C. — *Troisième groupe*

Neuman, Rivier, Holtzendorff. — La Bosnie et l'Herzégovine font désormais partie de la monarchie austro-hon-
groise. — Chrétien. — Condominium inégal de la Tur-
quie et de l'Autriche..... 74

§ 2. — *Le traité de Berlin et la Bosnie et l'Herzégovine.*

A. — *Traité de Berlin*

1° Les événements antérieurs au traité de Berlin. — La
Turquie de 1871 à 1876. — Insurrection des chré-
tiens. — La note collective des puissances. — La
jeune Turquie. — Déposition d'Abdul-Asis. — Murad V.
— Abdul Hamid. — La révolution bulgare. — Décla-

ration de guerre par la Russie. — Défaite de la Turquie. — Les préliminaires de San-Stéphano. — Opposition de l'Angleterre et de l'Autriche.

2° Le congrès de Berlin. — Sa convocation. — La Proposition de Salisbury. — Opposition du délégué turc. — Délibération du congrès.

3° Importance du congrès..... 77

B. — *Caractère juridique des dispositions concernant la Bosnie et l'Herzégovine.*

Conséquences générales. — Mandat conféré par l'Europe à l'Autriche.— But du mandat.— Moyen d'exécution. — Condition résolutoire implicitement établie..... 87

§ 3. — *La convention austro-turque du 21 avril 1879.*

Caractères de la convention. — Réserve formelle de la souveraineté du Sultan. — Emotion produite en Autriche. — Opinions diverses. — Préambule de la convention. — Les droits du Sultan. — Article 2, les prières publiques pour le Sultan. — Art. 3. — Art. 4. — Art. 5-6. — Droit de représentation extérieure de la Bosnie et l'Herzégovine..... 89

§ 4. — *La convention de 1878 entre l'Angleterre et la Turquie.*

L'Angleterre et la Russie en Orient. — Les modifications apportées en 1871 au traité de Paris de 1856. — Causes déterminant l'occupation de Chypre..... 104

A. — *Examen de la convention.*

Réserve de la souveraineté du sultan. — Le tribunal musulman religieux dans l'île sera conservé. — Paiement par l'Angleterre à la Turquie des excédents des revenus. — Terme établi à l'occupation..... 106

CHAPITRE V

HISTORIQUE.

§ 1. — *La Bosnie et l'Herzégovine avant le traité de Berlin.*

Les habitants de la Bosnie et l'Herzégovine au VII^e siècle.
— Les invasions des Goths. — Appui de l'empereur d'Orient Heraclius. — Constitution de petites communautés indépendantes. — Sélimir ban de Bosnie au X^e siècle. — Rapports avec les hongrois. — Bataille de Kossowo. — Asservissement des slaves aux turcs. — Annexion définitive de la Bosnie et de l'Herzégovine à la Turquie reconnue par le traité de Carlovitch..... 111

§ 2. — *Evénements antérieurs à l'occupation.*

Insurrection de 1871. — Répression par Selim Pacha. — Le voïvode Lubi Bratitch. — L'Autriche en aide des turcs. — Impossibilité de dompter la révolution. — Négociations diplomatiques. — Opposition de la Turquie à une intervention européenne. — La note diplomatique du prince Gortchakoff. — Mémorandum

des puissances. — Mémoire des insurgés. — Mémoire de la Russie. — La Serbie et le Monténégro déclarent guerre à la Turquie. — Conférence de Constantinople. — Refus de la Turquie. — Déclaration de lord Salisbury. — Protocole de Londres. — Réponse de la Turquie. — La Russie déclare guerre à la Turquie. — Traité de San-Stéphano, art. 14. . . . 117

§ 3. — *Chypre avant la convention anglo-turque
du 4 juin 1878.*

Chypre dans l'antiquité. — La domination romaine. — Les croisades. — La maison de Lusignan. — Cession à la Vénétie. — Décadence de l'île. — La domination turque. — La révolution de 1825. — Cession à l'Angleterre. — Avenir de l'île et son rôle futur..... 136

CHAPITRE VI

OCCUPATION ET ADMINISTRATION DE LA BOSNIE ET L'HERZÉGOVINE ET DE L'ÎLE DE CHYPRE PAR L'AUTRICHE ET PAR L'ANGLETERRE.

§ 1. — *Occupation et administration de la Bosnie
et de l'Herzégovine.*

Proclamation de l'empereur d'Autriche. — Occupation militaire. — Opposition des insurgés. — Administration confiée au ministère commun de l'Autriche. — Division administrative. — Système fiscal et régime agraire. — Suppression des capitulations. — Lois militaires. — Lois civiles et pénales. — Les puissances

ces et l'administration autrichienne. — Les déclarations officielles. — L'avenir de la Bosnie et l'Herzégovine). 143

§ 2. — *Occupation et administration de l'île de Chypre.*

Le traité du 4 juin 1878. — Le haut commissaire. — Le conseil du gouvernement. — Organisation administrative. — Institution de la haute cour de justice. — Recrutement des magistrats. — Compétence de la haute cour. — Les capitulations et leur abolition. — Effet de l'administration anglaise. — Avenir de l'île de Chypre 156

CONCLUSION

LA QUESTION D'ORIENT ET SES SOLUTIONS.

Le traité de Berlin. — Solution adoptée. — Autres solutions possibles. — La reconstitution de la péninsule balkanique sur la base de la nationalité. — Le principe de nationalité et son influence. — Sa véritable valeur. — Son application à la question d'Orient. — Confédération possible entre les États orientaux). 167

BIBLIOGRAPHIE

Ahrens. — Cours de droit naturel.

Annales de l'école libre des sciences politiques, années 1889, 1890 sur les protectorats; article de Wilhelm (1889) « Théorie juridique des protectorats » et D'Orgeval (1890) « Les protectorats allemands. »

Annuaire de l'Institut de droit international article de De Martitz et Engelhardt « Examen de la théorie de la conférence de Berlin... etc. », p. 173.

Archives diplomatiques de 1861-1890. Documents relatifs aux affaires d'Orient et spécialement pour la Bosnie et l'Herzégovine.

Asboth. — Bosnien und Herzegovina.

Brunswick Benoit. — Le traité de Berlin annoté et commenté, Paris 1878.

Choublier (M). — La question d'Orient avant le traité de Berlin, p. 88, p. 91 et suivantes.

Clercq (De). — Recueil des traités de la France, t. 7, 1856-1859, éd. 1864.

Del-Bon. — La propriété internationale.

Despagnet. — Essai sur les protectorats.

- Documents diplomatiques.** Affaires d'Orient, 1875-1876-1877, t. 23. Congrès de Berlin, 1878. t. 25.
- Economiste français.** E. Fournier de Flaix. L'île de Chypre, cession, etc., t. 2, p. 263.
- Espinas.** — Des sociétés animales.
- Fouillée.** — La science sociale contemporaine. L'idée moderne du droit.
- Gairal.** — Le protectorat international (thèse).
- Gerchitch.** — Situation de la Bosnie et l'Herzégovine et de l'île de Chypre (en serbe).
- Heilborn.** — Das Völkerrechtliche Protectorat.
- Knell Etienne.** — Thèse 1900. La Bosnie et l'Herzégovine, étude d'histoire politique et économique.
- Laveleye (De).** — La péninsule des Balkans.
- Marbeau.** — La Bosnie depuis l'occupation austro-hongroise (p. 67),
- Martens (G. Fr. de).** — Nouveau recueil général de traités, etc. Les documents relatifs à la Bosnie et l'Herzégovine, à l'île de Chypre et à la question d'Orient.
- Mémorial diplomatique** « Histoire du Monténégro et de la Bosnie », 1895, p. 682. article de P. Coquelle.
- Millet (René).** — A travers les Balkans.
- Leroy-Beaulieu (Paul).** — L'Etat moderne et ses fonctions Paris, 1890.
- Revue de droit international et législation comparée**
t. XI 1879, « Note additionnelle aux lettres de M. Neumann sur la Bosnie et l'Herzégovine »

p. 144-146 de A. R. Neumann, t. XI 1879, « L'empire Austro-Hongrois ». « La Bosnie et l'Herzégovine etc. » p. 38; Blunschli « Le congrès de Berli; et sa portée au point de vue du droit international », t. XI, 1879, p. 1, t. XII. 1880, p. 410, t. XIII, 1881, p. 571 ; F. S. Reilly. « La Haute Cour de justice dans l'île de Chypre » t. XIV, 1882, p. 205 Saripolos, t. XII, 1880 p. 389. « La législation anglaise dans l'île de Chypre », t. XIV, 1882, p. 331. « Courte réponse à une très courte critique »; Rolin-Jaequemyns, t. X. 1878, « Chronique du droit international, etc. », p. 5. t. VIII, 1876, p. 293 et p. 347, « Le droit international et la phase actuelle de la question d'Orient etc. »; P. Eperson « L'Angleterre et les capitulations dans l'île de Chypre etc. », t. X. 1878, p. 587 et suiv. ; M. E. Ullmann, « Lois concernant les rapports juridiques entre l'Autriche-Hongrie etc. », t. XIII. p. 591 et suiv.

Revue générale de droit international public. Vol. II. Pillet. « Des droits de la puissance protectrice etc. » ; vol. III Pic. « De l'influence de l'établissement etc. », p. 612 et suiv. ; vol. IV, De Pourourville « Des bases de la politique extérieure etc. »

Somwd Ch. et J. Kopf. — Nouveau recueil général de traités 2^e série. — (Continuation de De Martens, Göttingen, 1876-1887).

Spalaïkovitch (A.) — La Bosnie et l'Herzégovine. Etude

d'histoire diplomatique et de droit international (thèse).

Vié (Louis). — Thèse 1900. Des principales application du droit d'intervention.... dans les affaires des Balkans etc.

Yriarte. — Bosnie et Herzégovine. 1876.

